****

**Dir**ection de l’**en**vironnement de la Polynésie française

Mise à jour au

02 décembre 2024

**CODE DE L’ENVIRONNEMENT**

PARTIE - ARRÊTÉ

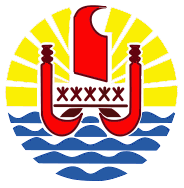
**TAHITI – Polynésie française**

B.P. : 4562 – 98713 Papeete

Tél. : (689) 40 47 66 66

www.serive-public.pf/diren

secretariat.diren@administration.gov.pf



**CODE DE L’ENVIRONNEMENT DE LA Polynésie française**

**ANNEXE à l’arrêté n° 466 CM du 22 mars 2018 relatif à la partie "Arrêtés" du code de l'environnement de la Polynésie française**

(JOPF du 11/04/2018 n° 20 NS, p. 1180)

**Modifiée par**

* **Arrêté n° 899 CM du 4 mai 2018** portant modification du code de l'environnement en vue du traitement des cendres de crémation des animaux de compagnie ; JOPF du 15/05/2018 n° 39, p. 8932 ;
* **Arrêté n° 2535 CM du 6 décembre 2018** portant modification des articles A. 4121-1-2 et A. 4122-1-1 du code de l'environnement ; JOPF du 14/12/2018 n° 100, p. 24409 ;
* **Arrêté n° 2001 CM du 12 septembre 2019** modifiant l’article A. 4121-6-1 du code de l’environnement relatif aux conditions et modalités de stockage de terres polluées en vue d’un traitement par bio tertres ; JOPF du 17/09/2019 n° 75, p. 17605 ;
* **Loi du pays n° 2020-5 du 16 janvier 2020** instituant un code des mines et des activités extractives de la Polynésie française ; JOPF du 16/01/2020 n° 7 NS, p. 970 ;
* **Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020** fixant les modalités d'application des dispositions relatives aux centres d'enfouissement techniques simplifiés et désignant les deux sites pilotes autorisés ; JOPF du 14/02/2020 n° 13, p. 2652 ;
* **Arrêté n° 135 CM du 10 février 2020** portant corrections d'erreurs matérielles du code de l'environnement ; JOPF du 14/02/2020 n° 13, p. 2689 ;
* **Arrêté n° 1345 CM du 28 août 2020** modifiant le tableau "Évaluation d'impact sur l'environnement" annexé au chapitre Ier du Titre III du Livre Ier du code de l'environnement ; JOPF du 4/09/2020 n° 71, p. 12309 ;
* **Arrêté n° 112 CM du 4 février 2021** portant modification des rubriques relatives aux élevages, aux abattages et aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article A. 4110-2-1 du code de l'environnement de la Polynésie française et simplification des procédures de participation du public ; JOPF du 9/02/2021 n° 12, p. 3120 ;
* **Arrêté n° 1013 CM du 10 juin 2021** modifiant la liste des espèces protégées relevant de la catégorie A annexée à l’article A. 2210-1-1 du code de l’environnement ; JOPF du 18/06/2021 n° 49, p. 12460 ;
* **Arrêté n° 2084 CM du 17 septembre 2021** portant modification du code de l’environnement et fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées de 2ème classe référencées 1412, 1414, 2515, 2710 et 2930 ; JOPF du 24/09/2021 n°77, p. 22893 ;
* **Erratum à l'arrêté n° 2084 CM du 17 septembre 2021** portant modification du code l'environnement et fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées de 2e classe référencées 1412, 1414, 2515, 2710 et 2930, publié au JOPF n° 77 du 24 septembre 2021, page 22893 ;
* **Arrêté n° 2332 CM du 22 octobre 2021** portant modification du code de l’environnement et prévoyant une exception concernant les sacs isothermes destinés au transport des marchandises surgelées ; JOPF du 29/10/2021 n° 87, p. 25608 ;
* **Arrêté n° 2472 CM du 4 novembre 2021** portant modification de l'article A. 2213-1-3 du code de l'environnement ; JOPF du 09/11/2021 n° 90, p. 26693 ;
* **Arrêté n° 2573 CM du 18 novembre 2021** portant modification de la nomenclature des installations classées annexées à l'article A. 4110-2-1 du code de l'environnement ; JOPF du 26/11/2021 n° 95, p. 27983 ;
* **Arrêté n° 418 CM du 24 mars 2022** portant diverses modifications de la partie "Arrêtés" du code de l'environnement concernant les installations classées, les centres d'enfouissement techniques de déchets de catégorie 2 et 3 et les centres d'enfouissement techniques simplifiés ; JOPF du 29/03/2022 n° 25, p. 6471 ;
* **Arrêté n° 904 CM du 3 juin 2022** portant modification du code de l’environnement en vue du traitement des cendres des animaux et de spécimens et des mâchefers résultant de l’incinération des déchets ; JOPF du 10/06/2022 n° 46, p. 12313 ;
* **Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023** portant modification du code de l'environnement et fixant les prescriptions techniques applicables au crématorium ; JOPF du 07/03/2023 n°19 p. 4888 ;
* **Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023** fixant les modalités d'information et de participation du public aux décisions susceptibles d'affecter l'environnement et portant diverses modifications du code de l'environnement : JOPF du 18/04/2023 n°31 p 8739 ;
* **Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023** portant diverses modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement et de la partie « arrêtés » du code de l’environnement concernant les installations classées ; JOPF du 05/05/2023 n°36 p 10453 ;
* **Arrêté n° 1476 CM du 31 août 2023** portant extension de l'arrêté-type 0000 à l'ensemble des nouvelles installations classées de 2e classe ; JOPF du 05/09/2023 n°71 p. 19879 ;
* **Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023** portant modification du code de l'environnement, fixation des contributions financières devant être versées par l'utilisateur des ressources et définition des dispositions de la convention type de partage des avantages ; JOPF du 21/11/2023 p. 24365 ;
* **Arrêté n° 2493 CM du 28 décembre 2023** portant modification du code de l’environnement pour introduire une définition du « déchets dangereux » et en vue du traitement des lixiviats provenant des casiers de stockages de déchets de catégorie 2 ; JOPF du 05/01/2024 n° 2 p 80 ;
* **Arrêté n°3 CM du 3 janvier 2024** relatif à l’élaboration du schéma territorial de prévention et de gestion des déchets et portant modification du code de l’environnement ; JOPF du 09/01/2024 n°3 p 217
* **Arrêté n° 338 CM du 19 mars 2024** portant modification du code de l’environnement pour introduire des définitions relatives à des produits à usage unique ; JOPF du26/03/2024 n°29 p 3631 ;
* **Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024** portant modification du code de l’environnement relatif à l’observation des mammifères marins ; JOPF du 30/04/2024 n°44 p 5820 ;
* **Arrêté n° 724 CM du 21 mai 2024** portant modification du code de l’environnement concernant les activités bruyantes ; JOPF du 28/05/2024 n°56 p 7673 ;
* **Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024** définissant les conditions de retrait d'autorisation concernant l'activité d'observation des mammifères marins ; JOPF du 15/10/2024 n°116 p 19132 :
* **Arrêté n° 1920 CM du 28 octobre 2024** portant modification de la rubrique 2780 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article A. 4110-2-1 du code de l'environnement ; JOPF du 01/11/2024 n°125 p 20331.

**Mise à jour au 02/12/2024**

Sommaire

[Livre Ier - Dispositions fondamentales 12](#_Toc190092735)

[Titre Ier - Patrimoine commun de la Polynésie française 12](#_Toc190092736)

[Titre II - Institutions 12](#_Toc190092737)

[Chapitre 1er - Commission des sites et des monuments naturels (CSMN) 12](#_Toc190092738)

[Chapitre 2 - Commission des installations classées (CIC) 13](#_Toc190092739)

[Titre III - Evaluation de l'impact sur l'environnement 14](#_Toc190092740)

[Chapitre 1er - Champ d'application 14](#_Toc190092741)

[Evaluation d'impact sur l'environnement 15](#_Toc190092742)

[Chapitre 2 - Modalités 17](#_Toc190092743)

[Chapitre 3 - Procédure d'instruction 17](#_Toc190092744)

[Titre IV - Information et participation du public 17](#_Toc190092745)

[Chapitre 1er - Dispositions générales 17](#_Toc190092746)

[Chapitre 2 - Procédures d'information et de participation du public 17](#_Toc190092747)

[Section 1 - La concertation préalable 17](#_Toc190092748)

[Section 2 - L'enquête publique avec commissaire enquêteur 17](#_Toc190092749)

[Section 3 - L'enquête publique sans commissaire enquêteur 18](#_Toc190092750)

[Section 4 - La consultation électronique 18](#_Toc190092751)

[Titre V - Prévention et réparation des dommages causés au patrimoine commun de la Polynésie française 19](#_Toc190092752)

[Chapitre 1er - Dispositions générales 19](#_Toc190092753)

[Chapitre 2 - Mesures de prévention et de réparation des menaces ou des dommages causés par l'activité d'un exploitant 19](#_Toc190092754)

[Section 1 - Mesures de prévention 19](#_Toc190092755)

[Section 2 - Mesures de réparation 19](#_Toc190092756)

[Section 3 - Mesures de police administrative 19](#_Toc190092757)

[Chapitre 3 - Mesures de réparation des menaces ou des dommages causés aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes et aux bénéfices collectifs tirés par l'homme 19](#_Toc190092758)

[Titre VI - Dispositions relatives aux contrôles et aux sanctions 19](#_Toc190092759)

[Chapitre 1er - Dispositions générales 19](#_Toc190092760)

[Section 1 - Gardes Nature de la Polynésie française 19](#_Toc190092761)

[Section 2 - Gardes particuliers 19](#_Toc190092762)

[Chapitre 2 - Contrôles administratifs et mesures de police administrative 19](#_Toc190092763)

[Section 1 - Contrôles administratifs 19](#_Toc190092764)

[Section 2 - Mesures et sanctions administratives 20](#_Toc190092765)

[Chapitre 3 RÉservÉ 20](#_Toc190092766)

[Chapitre 4 - Dispositions pÉnales 20](#_Toc190092767)

[Livre II - Protection, conservation et gestion du patrimoine naturel 22](#_Toc190092768)

[Titre Ier - La protection, la conservation et la gestion des espaces naturels 22](#_Toc190092769)

[Chapitre 1er - Principes gÉnÉraux du classement en espace naturel protÉgÉ 22](#_Toc190092770)

[Section 1 - Classement 22](#_Toc190092771)

[Sous-section 1 - Catégories de classement 22](#_Toc190092772)

[Tableau des objectifs de gestion et catégories des espaces protégés 22](#_Toc190092773)

[Sous-section 2 - Procédure de classement 22](#_Toc190092774)

[Liste des espaces naturels protégés du code de l’environnement (classée par ordre chronologique de classement) 23](#_Toc190092775)

[Section 2 - Conséquences du classement 25](#_Toc190092776)

[Section 3 - Déclassement 25](#_Toc190092777)

[Chapitre 2 - Dispositions particulières relatives à la protection, la conservation et la gestion de certains espaces naturels de Polynésie française 25](#_Toc190092778)

[Section 1 - Milieu marin 25](#_Toc190092779)

[Section 2 - Rahui 25](#_Toc190092780)

[Section 3 - Réserves de biosphère 25](#_Toc190092781)

[Titre II - La protection, la conservation et la gestion des espèces 25](#_Toc190092782)

[Chapitre 1er - Les espÈces menacÉes 25](#_Toc190092783)

[Liste des espèces protégées relevant de la catégorie A 26](#_Toc190092784)

[Liste des espèces protégées relevant de la catégorie B 34](#_Toc190092785)

[Section 1 - Dispositions générales 35](#_Toc190092786)

[Section 2 - Dérogations 35](#_Toc190092787)

[Sous-section 1 - Conservation 35](#_Toc190092788)

[Sous-section 2 - Soins animaliers et botaniques, analyses et autopsie 36](#_Toc190092789)

[Sous-section 3 - Recherches scientifiques 37](#_Toc190092790)

[Sous-section 4 - Aquariophilie en Polynésie française 38](#_Toc190092791)

[Sous-section 5 - Aquarioculture en Polynésie française 39](#_Toc190092792)

[Sous-section 6 - Education 40](#_Toc190092793)

[Section 3 - Dispositions particulières à certaines espèces protégées relevant de la catégorie B 41](#_Toc190092794)

[Sous-section 1 - Gestion durable 41](#_Toc190092795)

[A - Mammifères marins 41](#_Toc190092796)

[B - Santal 42](#_Toc190092797)

[C - Poissons 43](#_Toc190092798)

[D - Crabe de cocotier (Kaveu) 43](#_Toc190092799)

[Sous-section 2 – Observation 45](#_Toc190092800)

[A - Observation des mammifères marins 45](#_Toc190092801)

[Section 4 - Dispositions transitoires 50](#_Toc190092802)

[Chapitre 2 - Les espèces non menacées 50](#_Toc190092803)

[Chapitre 3 - Les espèces menaçant la biodiversité 50](#_Toc190092804)

[Liste des espèces disposant d'une dérogation générale et permanente 50](#_Toc190092805)

[Section 1 - Inscription et contrôle 50](#_Toc190092806)

[I- Espèces végétales 50](#_Toc190092807)

[II- Espèces animales 52](#_Toc190092808)

[Section 2 - Conséquences relatives à l'inscription sur la liste des espèces menaçant la biodiversité 53](#_Toc190092809)

[Sous-section 1 - Régime particulier applicable à la petite fourmi de feu 53](#_Toc190092810)

[Sous-section 2 - Régime particulier applicable aux rongeurs 53](#_Toc190092811)

[Titre III - Dispositions pénales 54](#_Toc190092812)

[Livre III - Gestion des ressources naturelles 56](#_Toc190092813)

[Titre Ier - La gestion des ressources en eau 56](#_Toc190092814)

[Chapitre 1er RÉservÉ 56](#_Toc190092815)

[Chapitre 2 RÉservÉ 56](#_Toc190092816)

[Chapitre 3 - Dispositions pénales 56](#_Toc190092817)

[Section 1 - La protection des eaux de baignade, des aires de reproduction des animaux et des zones de pêche 56](#_Toc190092818)

[Section 2 – Dispositions applicables en cas de pollution par les rejets des navires 56](#_Toc190092819)

[Sous-section 1- Responsabilité civile et obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures 56](#_Toc190092820)

[Sous-section 2 - Dispositions répressives relatives aux rejets polluants des navires 56](#_Toc190092821)

[A - Incriminations et peines 56](#_Toc190092822)

[B - Procédures 56](#_Toc190092823)

[Titre II - La préservation de la qualité de l'air 56](#_Toc190092824)

[Titre III RÉservÉ 56](#_Toc190092825)

[Titre IV - Accès aux ressources génétiques, usage et partage des avantages issus de leur valorisation 56](#_Toc190092826)

[Chapitre 1er - RÉservÉ 56](#_Toc190092827)

[Chapitre 2 - RÉservÉ 56](#_Toc190092828)

[Chapitre 3 - RÉservÉ 56](#_Toc190092829)

[Chapitre 4 - RÉservÉ 56](#_Toc190092830)

[Chapitre 5 - Partage des avantages découlant de l'usage autorisé des ressources génétiques 57](#_Toc190092831)

[Section 1 - Convention de partage des avantages 57](#_Toc190092832)

[Section 2 - Réservé 57](#_Toc190092833)

[Section 3 - Contributions financières 57](#_Toc190092834)

[Livre IV - Prévention des pollutions, des risques et des nuisances 58](#_Toc190092835)

[Titre I - Les installations classÉes 61](#_Toc190092836)

[Chapitre 1er - Nomenclatures des installations classÉes 61](#_Toc190092837)

[Chapitre 2 - Dispositions particulières applicables aux installations de première et de deuxième classe 61](#_Toc190092838)

[Section 1 - Pour les installations de la première classe 62](#_Toc190092839)

[Sous-section 1 - Dossier de demande d'autorisation 63](#_Toc190092840)

[Sous-section 2 - Enquête publique avec commissaire enquêteur 66](#_Toc190092841)

[Section 2 - Pour les installations de la deuxième classe 68](#_Toc190092842)

[Sous-section 1 - Dossier de demande d'autorisation 68](#_Toc190092843)

[Sous-section 2- Prescription par type d'installation 71](#_Toc190092844)

[Section 3 - Dispositions applicables à toutes les installations classées 72](#_Toc190092845)

[Chapitre 3 - Autres dispositions relatives aux installations classÉes 73](#_Toc190092846)

[Section 1 - Inspection des installations classées 73](#_Toc190092847)

[Section 2 - Dispositions financières 73](#_Toc190092848)

[Section 3 - Sanctions 73](#_Toc190092849)

[Sous-section 1 - Sanctions pénales 73](#_Toc190092850)

[Sous-section 2 - Sanctions administratives 73](#_Toc190092851)

[Section 4 - Dispositions diverses 73](#_Toc190092852)

[Titre II - Dispositifs spécifiques aux déchets 74](#_Toc190092853)

[Chapitre 1 - Prévention et gestion des déchets 74](#_Toc190092854)

[Section 1 - Dispositions générales 74](#_Toc190092855)

[Sous-section 1 - Principes fondamentaux et définitions 74](#_Toc190092856)

[Sous-section 2 - Sortie du statut de déchet 74](#_Toc190092857)

[Sous-section 3 - Obligation de gestion des déchets 74](#_Toc190092858)

[Section 2 - Planification 74](#_Toc190092859)

[Sous-section 1 - Schéma territorial de prévention et de gestion des déchets 74](#_Toc190092860)

[Sous-section 2 - Plan municipal de gestion des déchets 74](#_Toc190092861)

[Section 3 - Responsabilité élargie du producteur 74](#_Toc190092862)

[Section 4 - Dispositions spécifiques applicables aux produits utilisant du plastique 75](#_Toc190092863)

[Chapitre 2 - Conditions générales de traitement des déchets ultimes 75](#_Toc190092864)

[Section 1 - Interdiction de brûlage 75](#_Toc190092865)

[Section 2 - Obligations de stockage 75](#_Toc190092866)

[Section 3 - Zones de stockage 75](#_Toc190092867)

[Chapitre 3 - Conditions techniques d'aménagement et d'exploitation des C.E.T. de déchets de catégorie 1 75](#_Toc190092868)

[Section 1 - Définitions et dispositions générales 75](#_Toc190092869)

[Section 2 - Conditions d’admission des déchets 76](#_Toc190092870)

[Section 3 - Choix, localisation et aménagement du site 77](#_Toc190092871)

[Section 4 - Règles d'exploitation du site 80](#_Toc190092872)

[Section 5 - Autorisation d'exploiter 81](#_Toc190092873)

[Section 6 - Limitation des nuisances et contrôle des eaux 81](#_Toc190092874)

[Section 7 - Information sur l’exploitation 83](#_Toc190092875)

[Section 8 - Couverture des parties comblées 83](#_Toc190092876)

[Section 9 - Fin d’exploitation 84](#_Toc190092877)

[Chapitre 4 - Conditions techniques d’aménagement et d’exploitation des centres d’enfouissement technique de déchets de catégorie 2 et 3 87](#_Toc190092878)

[Section 1 - Définitions et champ d’application 87](#_Toc190092879)

[Section 2 - Condition d’admission des déchets 88](#_Toc190092880)

[Section 3 - Choix, localisation et aménagement du site 89](#_Toc190092881)

[Section 4 - Règles d'exploitation du site 92](#_Toc190092882)

[Section 5 - Limitation des nuisances et contrôle des eaux et du biogaz 93](#_Toc190092883)

[Section 6 - Information sur l’exploitation 95](#_Toc190092884)

[Section 7 - Couverture des parties comblées 96](#_Toc190092885)

[Section 8 - Fin d’exploitation 96](#_Toc190092886)

[Section 9 - Elimination par incinération 97](#_Toc190092887)

[Chapitre 5 - Autres dispositions relatives aux déchets ultimes 105](#_Toc190092888)

[Section 1 - Centres d'enfouissement techniques simplifiés (C.E.T.S.) 105](#_Toc190092889)

[Sous-section 1 - Condition d'admission des déchets 105](#_Toc190092890)

[Sous-section 2 - Choix, localisation et aménagement et exploitation du site 105](#_Toc190092891)

[Sous-section 3 - Programme de surveillance 108](#_Toc190092892)

[Sous-section 4 - Fin d'exploitation 109](#_Toc190092893)

[Section 2 - Zones de stockage temporaire 110](#_Toc190092894)

[Chapitre 6 - Dispositions générales relatives aux opérations d’immersion des déchets 111](#_Toc190092895)

[Section 1 - Définitions et champ d’application 111](#_Toc190092896)

[Section 2 - Lieux d’immersion 111](#_Toc190092897)

[Section 3 - Principe d’interdiction d’immersion et exceptions 113](#_Toc190092898)

[Section 4 - Autorisations requises 113](#_Toc190092899)

[Section 5 - Conditions d’opérations d’immersion 113](#_Toc190092900)

[Chapitre 7 - Dispositions pénales 114](#_Toc190092901)

[Section 1 - Dispositions générales 114](#_Toc190092902)

[Section 2 - Dispositions pénales relatives à toutes opérations de prévention et de gestion des déchets 114](#_Toc190092903)

[Section 3 - Dispositions pénales spécifiques relatives aux opérations d’immersion des déchets 114](#_Toc190092904)

[Titre III - Autres dispositions spécifiques 115](#_Toc190092905)

[Chapitre 1er - Le crématorium 115](#_Toc190092906)

[Section 1 : Dispositions techniques 115](#_Toc190092907)

[Chapitre 2 – RÉSERVÉ 119](#_Toc190092908)

[Chapitre 3 - Dispositifs spécifiques au cadre de vie 119](#_Toc190092909)

[Section 1 - Obligation d’embellissement 119](#_Toc190092910)

[Section 2 Réservé 119](#_Toc190092911)

[Section 3 - Lutte contre le bruit 119](#_Toc190092912)

[Convention type de partage des avantages 121](#_Toc190092913)

[La nomenclature des installations classées 124](#_Toc190092914)

[Arrêtés type ICPE 162](#_Toc190092915)

[Arrêté-type n°0000 applicable à toutes les nouvelles intallations classées de 2ème classe. 162](#_Toc190092916)

[Arrêté-type n°1412 applicable aux stockages en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l’exception de ceux visés explicitement par d’autres rubriques de la nomenclature. 174](#_Toc190092917)

[Arrêté-type n°1414 applicable aux installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés. 182](#_Toc190092918)

[Arrêté-type n°2515 applicables au broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 189](#_Toc190092919)

[Arrêté-type n°2710 applicable aux déchetteries aménagées en plein air pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public. 191](#_Toc190092920)

[Arrêté-type n°2930 applicables aux ateliers de réparation et d’entretien de véhicules et engins à moteur terrestres, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie 195](#_Toc190092921)

# Livre Ier - Dispositions fondamentales

**Art. A. 1000-1. -** Outre les définitions prévues par ailleurs dans le présent code, aux fins du présent code, on entend par :

- *Routes* : toutes voies de communication terrestres aménagées ;

- *Zone urbaine* : la zone urbaine - UA telle que définie par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

## Titre Ier - Patrimoine commun de la Polynésie française

*Le présent titre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre II - Institutions

### Chapitre 1er - Commission des sites et des monuments naturels (CSMN)

**Art. A. 1210-2-1. -** La commission de sites et des monuments naturels est composé comme suit :

- Le ministre chargé de l'environnement, président ;

- Le directeur de l'environnement ;

- Le chef du service du tourisme ;

- Le chef du service de l'urbanisme ;

- Le chef du service de la culture et du patrimoine ;

- Le directeur des ressources marines et minières ;

- Le directeur de l'agriculture ;

- Le directeur de la biosécurité ;

- Le directeur des affaires foncières.

Les membres peuvent se faire représenter aux séances de la commission.

Ils exercent leurs fonctions à titre gratuit. Il en est de même pour les personnes que la commission peut entendre lorsqu'elle estime leur audition utile à son information.

**Art. A. 1210-2-2.-** La commission se réunit autant de fois qu'il est nécessaire.

Elle est convoquée par son président ou, en son absence, par son représentant, qui fixe l'ordre du jour. La convocation est de droit si la moitié des membres au moins en adresse la demande écrite au président.

Elle ne peut délibérer que si la moitié au moins des membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, la commission est reconvoquée dans un délai de deux à quinze jours. Elle délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les avis sont pris à la majorité simple, la voix du président est prépondérante.

**Art. A. 1210-2-3. -** Le secrétariat des séances de la commission est assuré par la direction de l'environnement.

### Chapitre 2 - Commission des installations classées (CIC)

**Art. A. 1220-2-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1771 CM du 26 août 2021). -* La commission des installations classées est composée comme suit :

- Le ministre chargé de l'environnement, président ;

- Le directeur de l'environnement ;

- Le directeur de la construction et de l'aménagement ;

- Le directeur de la santé ;

- Le chef de service des énergies ;

- Le directeur des ressources marines et minières ;

- Le directeur de l'agriculture ;

- Le directeur de la biosécurité ;

- Le directeur de la protection civile ;

- Le chef de service de l'inspection du travail.

Les membres peuvent se faire représenter aux séances de la commission.

Ils exercent leurs fonctions à titre gratuit. Il en est de même pour les personnes que la commission peut entendre lorsqu'elle estime leur audition utile à son information.

**Art. A. 1220-2-2. -** Le tavana hau de la circonscription concernée par l'installation, ainsi que le maire de la commune concernée par l'installation, sont invités chaque fois qu'un dossier les concernant est évoqué pour donner leur avis.

Ils ne sont présents au sein de la commission que pour le dossier qui les concerne.

**Art. A. 1220-2-3. -** La commission se réunit autant de fois qu'il est nécessaire.

Elle est convoquée par son président ou, en son absence, par son représentant, qui fixe l'ordre du jour. La convocation est de droit si la moitié des membres au moins en adresse la demande écrite au président.

Elle ne peut délibérer que si la moitié au moins des membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, la commission est reconvoquée dans un délai de deux à quinze jours. Elle délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les avis sont pris à la majorité simple, la voix du président est prépondérante.

**Art. A. 1220-2-4. -** Le secrétariat des séances de la commission est assuré par la direction de l'environnement.

## Titre III - Evaluation de l'impact sur l'environnement

*(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023)*

### Chapitre 1er - Champ d'application

**Art. A. 1310-3-1. -** Conformément aux dispositions de l'article LP. 1310-3 du présent code, la liste des travaux, activités et projets d'aménagements soumis à l'obligation d'une évaluation d'impact sur l'environnement est fixée conformément au tableau annexé au présent chapitre.

Ne sont pas soumis à l'obligation d'une évaluation d'impact sur l'environnement en application des dispositions du présent titre, les travaux sur le domaine public fluvial et maritime nécessités par les dégâts occasionnés lors d'un état de calamité ou de catastrophe naturelle déclaré par arrêté pris en conseil des ministres.

**Art. A. 1310-3-2. -** Dans ce tableau, il est défini, pour chaque type d'opération, les seuils entraînant l'application des dispositions précisées aux chapitres 2 et 3 du présent Titre III.

**Art. A. 1310-3-3. -** Lorsque les travaux, activités et projets d'aménagement font l'objet d'aménagements ultérieurs, l'évaluation d'impact porte sur l'ensemble de l'opération.

Lorsque les réalisations ultérieures sont connues à l'avance, notamment en cas de lotissements s'effectuant en tranches successives, l'évaluation d'impact initiale porte sur la globalité de l'opération.

**Art. A 1310-3-4.** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* Lorsqu’une demande d’autorisation administrative est soumise à plusieurs procédures d’information et de participation du public, en application du Titre IV du présent Livre Ier, une seule procédure d’information et de participation du public peut être appliquée, en privilégiant la procédure la plus complète.

#### Evaluation d'impact sur l'environnement

*(Rédaction issue de Arrêté n°1345 CM du 28 août 2020)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Thématique** | **Opérations** | **Études d’impact** | **Notice d’impact** |
| Eau | Eaux |  |  |
| * système d’épuration collectif | capacité de traitement > à 5.000 équivalent habitants |  |
| * stockage d’eau potable | exigée à partir de 3.000 m3 |  |
| Domaine public maritime ou fluvial (occupation) |  |  |
| * émissaire en mer ou en lagon ou en rivière ou en lagune |  |  |
| * rejets d’eaux pluviales | au-dessus d’un diamètre de 1 m |  |
| * autres rejets | exigée |  |
| * remblai | au-dessus de 5.000 m² |  |
| * dragage | au-dessus de 10.000 m3 |  |
| * à des fins hôtelières | à partir de 10 unités hôtelières |  |
| Energie | Electricité (transport) | travaux des installations des ouvrages de tension |  |
| Gazoducs ou oléoducs | exigée |  |
| Energie hydraulique |  |  |
| * barrages et centrales hydroélectriques | ouvrages dont la puissance excède 500 kW | au-dessous de 500 kW |
| Matériau | Mines |  |  |
| * permis exclusif de recherche |  | exigée |
| * travaux de recherche et exploration |  | exigée |
| * exploitation de fonds marins | exigée |  |
| * travaux d’exploitation de substances minières | exigée |  |
| Extractions |  |  |
| * sur le domaine public fluvial ou maritime | au-dessus de 5.000 m3 | de 1.000 à 5.000 m3 |
| * en terrain privé | au-dessus de 10.000 m3 |  |
| Terrassement | exigée au-dessus de 10.000 m3 | de 2.000 à 10.000 m3 |
| Stationnement | Aires de stationnement, à l’exception des stationnements provisoires (bal, foire…) | 150 emplacements ou plus | de 50 à 149 emplacements |
| Equipement | Port |  |  |
| * de commerce | exigée |  |
| * de plaisance | exigée au-dessus de 80 emplacements | exigée de 10 à 80 emplacements |
| Aéroport | exigée |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Immobilier | Constructions |  |  |
| permis de construire | lorsque la construction porte sur une superficie couverte |  |
| * dans un P.G.A | supérieure à 2.400 m² |  |
| * hors P.G.A | supérieure à 2.000 m² |  |
| immeuble (hauteur) |  |  |
| * dans un P.G.A | à partir de R + 7 |  |
| * hors P.G.A. | à partir de R + 6 |  |
| Lotissement |  |  |
| * dans un P.G.A. | au-dessus de 16.000 m² d’aménagement général ou de 40 lots |  |
| * hors P.G.A | au-dessus de 12.000 m² d’aménagement général ou de 30 lots |  |
| Voirie | Piste carrossable (en 4x4) | plus de 10 km linéaires | de 2 à 10 km linéaires |
| Route | plus de 10 km linéaires | de 2 à 10 km linéaires |
| Tourisme | Camping, caravaning | 10 emplacements ou plus |  |
| Parc d’attraction ou aménagement sportif terrestre |  | pour une emprise supérieure à 5ha |
| Golf | pour une emprise supérieure à 5 ha |  |
| Sols | Serre ou abri de culture |  | à partir de 2.000 m² |
| Abattage d’arbres |  | domaine public de l’Etat, du territoire ou de la commune, situé en zone urbaine |
| Défrichement |  |  |
| * dans une zone agricole protégée |  |  |
| * plaine | au-dessus de 20 ha |  |
| * pente > à 15 % | au-dessus de 10 ha |  |
| * hors zone agricole protégée |  |  |
| * plaine | à partir de 5 ha |  |
| * pente > à 15 % | à partir de 2 ha |  |

### Chapitre 2 - Modalités

*Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 3 - Procédure d'instruction

*Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre IV - Information et participation du public

*(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023)*

### Chapitre 1er - Dispositions générales

*Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 2 - Procédures d'information et de participation du public

*(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023)*

#### Section 1 - La concertation préalable

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - L'enquête publique avec commissaire enquêteur

*(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023)*

**Art. A. 1422-9-1.** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* Lorsque le dossier est complet, l’autorité compétente l’enregistre et propose l’arrêté portant ouverture de l’enquête publique avec commissaire enquêteur.

A la requête du demandeur, l'autorité compétente peut disjoindre du dossier soumis à enquête, les éléments de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication ou du secret professionnel ou assimilé.

**Art. A. 1422-9-2.** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* Le commissaire enquêteur est choisi :

- parmi les personnes figurant sur une liste établie par l’autorité compétente et ayant acquis, en raison notamment de leurs fonctions, de leurs activités professionnelles ou de leur participation à la vie associative, une compétence ou des qualifications particulières, soit dans le domaine technique de l'opération soumise à enquête, soit en matière d'environnement ;

- parmi les personnes figurant sur une liste territoriale tenue en application de l'article R. 11-5 du code de l'expropriation applicable en Polynésie française pour cause d'utilité publique.

Ne peuvent être désignées pour exercer les fonctions de commissaires enquêteurs, les personnes intéressées à l'opération à titre personnel, soit en raison des fonctions qu'elles exercent ou ont exercées depuis au moins cinq ans, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête, ou au sein des associations concernées par cette opération.

Il leur est accordé, sur leur demande, des vacations, le remboursement de leurs frais de déplacement (transports, missions) et le remboursement sur justificatifs des autres frais qu'ils engagent pour l'accomplissement de leur mission.

Ces frais sont à la charge du demandeur. Le nombre de vacations, le montant de cette indemnisation et les modalités de remboursement sont fixés conformément aux dispositions en vigueur en matière d'indemnisation des commissaires enquêteurs assurant les fonctions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Art. A. 1422-9-3.***(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* Après clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rédige un rapport d'enquête précisant ses conclusions motivées.

**Art. A. 1422-9-4** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* L’autorité compétente centralise les observations recueillies (avis du public, des services, du commissaire enquêteur), et les transmet au demandeur, en l'invitant à produire, dans un délai de 30 jours, un mémoire en réponse.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du mémoire en réponse du demandeur et des conclusions motivées du commissaire enquêteur après la prise de décision de l’autorité compétente.

**Art. A. 1422-9-5** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* Dès l'ouverture de l'enquête, l’autorité compétente communique, pour avis, un exemplaire de la demande d'autorisation aux services concernés par le dossier. Le maire de la commune ou du groupement de communes concernées, est également appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.

A cette fin, des dossiers supplémentaires peuvent être réclamés au demandeur.

Les services et les maires consultés doivent se prononcer dans un délai de 30 jours. A défaut de réponse, l'avis est considéré comme favorable.

#### Section 3 - L'enquête publique sans commissaire enquêteur

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 4 - La consultation électronique

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre V - Prévention et réparation des dommages causés au patrimoine commun de la Polynésie française

### Chapitre 1er - Dispositions générales

*Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 2 - Mesures de prévention et de réparation des menaces ou des dommages causés par l'activité d'un exploitant

#### Section 1 - Mesures de prévention

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Mesures de réparation

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 3 - Mesures de police administrative

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 3 - Mesures de réparation des menaces ou des dommages causés aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes et aux bénéfices collectifs tirés par l'homme

*Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre VI - Dispositions relatives aux contrôles et aux sanctions

### Chapitre 1er - Dispositions générales

#### Section 1 - Gardes Nature de la Polynésie française

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Gardes particuliers

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 2 - Contrôles administratifs et mesures de police administrative

#### Section 1 - Contrôles administratifs

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Mesures et sanctions administratives

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 3 RÉservÉ

### Chapitre 4 - Dispositions pÉnales

**Art. A. 1640-9-1. -** Les dispositions des articles A. 1640-9-2 à A. 1640-9-3 ont pour objet de déterminer le montant de l'amende forfaitaire applicable aux contraventions des quatre premières classes prévues par le présent code ainsi que les caractéristiques des carnets destinés à relever les contraventions en matière de protection de l'environnement soumises à la procédure de l'amende forfaitaire et de l'amende forfaitaire majorée.

**Art. A. 1640-9-2.-** Le montant de l'amende forfaitaire applicable aux contraventions des quatre premières classes prévues par le présent code est fixé comme suit :

1°- 1 300 F CFP pour les contraventions de la 1ère classe ;

2°- 4 150 F CFP pour les contraventions de la 2ème classe ;

3°- 8 100 F CFP pour les contraventions de la 3ème classe ;

4°- 16 100 F CFP pour les contraventions de la 4ème classe.

La requête tendant à l'exonération du paiement de l'amende forfaitaire est formulée et transmise dans les conditions prévues à l'alinéa 1er de l'article 529-2 du code de procédure pénale. La majoration de l'amende forfaitaire intervient dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 529-2 du code de procédure pénale.

Le montant de l'amende forfaitaire majorée est fixé comme suit :

1°- 3 900 F CFP pour les contraventions de la 1ère classe ;

2°- 8 900 F CFP pour les contraventions de la 2ème classe ;

3°- 21 450 F CFP pour les contraventions de la 3ème classe ;

4°- 44 700 F CFP pour les contraventions de la 4ème classe.

L'amende forfaitaire et l'amende forfaitaire majorée sont recouvrées au profit de la paierie de la Polynésie française.

**Art. A. 1640-9-3.- Du carnet de contravention environnementale**

Le modèle de carnet à souches de contravention à utiliser pour les contraventions environnementales est celui prévu par l'article 2 de l'arrêté n° 315 CM du 8 mars 2007 portant création des carnets à souches de contravention.

L'agent verbalisateur indique toutes les informations relatives à l'infraction constatée en utilisant les rubriques concernant les contraventions environnementales.

# Livre II - Protection, conservation et gestion du patrimoine naturel

**Art. A. 2000-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024). -* Outre les définitions prévues par ailleurs dans le présent code, aux fins du présent code, on entend par :

- Recherche et approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins : toute manœuvre ou action, y compris en se laissant dériver, consistant à approcher ou à laisser approcher tout spécimen de mammifères marins, et ce quel que soit le mode de transport utilisé et pour quelque raison que ce soit.

## Titre Ier - La protection, la conservation et la gestion des espaces naturels

### Chapitre 1er - Principes gÉnÉraux du classement en espace naturel protÉgÉ

#### Section 1 - Classement

##### Sous-section 1 - Catégories de classement

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Tableau des objectifs de gestion et catégories des espaces protégés

##### Sous-section 2 - Procédure de classement

**Art. A. 2111-13-1. -** Les sites figurant dans le tableau annexé font l'objet d'une inscription sur la liste des espaces naturels protégés du code de l'environnement.

#### Liste des espaces naturels protégés du code de l’environnement (classée par ordre chronologique de classement)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom** | **Iles** | **Commune**  **(section de commune)** | **Catégorie** | **Année de classement (Acte de classement)** |
| Grotte Pare | Tahiti | Pirae | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Grotte Monoihere | Tahiti | Mahina | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Grotte Pufau | Tahiti | Hitia’a 0 Te Ra (Papenoo) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Grotte Anapiro | Tahiti | Hitia’a 0 Te Ra (Papenoo) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Source (pointe Narii Domingo) | Tahiti | Hitia’a 0 Te Ra (Mahaena) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Cascade du Vahi | Tahiti | Taiarapu-Est (Tautira) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Grotte de Vaipoiri | Tahiti | Taiarapu-Ouest (Teahupoo) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Cascade Atehiti | Tahiti | Teva I Uta (Mataiea) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Cascade Vaipahi | Tahiti | Teva I Uta (Mataiea) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Grotte de Maraa | Tahiti | Paea | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Grotte de Turupo | Moorea | Moorea-Maiao (Afareaitu) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Grotte de Vaitaraa | Moorea | Moorea-Maiao (Afareaitu) | III | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Belvédère du Tahara'a | Tahiti | Mahina | V | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Pointe Vénus | Tahiti | Mahina | V | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Lac Vaihiria | Tahiti | Teva I Uta (Mataiea) | V | 1952 (???) |
| Plateau de Tamanu | Tahiti | Punaauia | V | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Pointe Hotuarea | Tahiti | Faa'a | V | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Baie de Hohoi | Ua Pou | Ua Pou | V | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Baie des Vierges | Fatu Hiva | Fatu Hiva | V | 1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52) |
| Pari | Tahiti | Taiarapu-Est (Tautira) Taiarapu-Ouest (Teahupoo) | V | 1964 (Arr. n° 391 AA du 15/02/64) |
| Motu Tapu | Bora-Bora | Bora-Bora | V | 1964 (Arr. n°715 AA du 21/03/64) |
| Scilly et Bellighausen | Scilly et Bellighausen | Maupiti | I | 1971 lagon de Scilly (Arr. n° 2259 du 27/07/71)  1992 atolls (Arr. n° 1230 CM du 12/11/92) |
| Eiao | Eiao | Nuku-Hiva | IV | 1971 (Arr. n° 2559 du 28/07/71) |
| Hatutu | Hatutu | Nuku-Hiva | IV | 1971 (Arr. n° 2559 du 28/07/71) |
| Motu One | Motu One | Nuku-Hiva | IV | 1971 (Arr. n° 2559 du 28/07/71) |
| Mohotane | Mohotane | Hiva-Oa | IV | 1971 (Arr. n° 2559 du 28/07/71) |
| Taiaro | Taiaro | Fakarava | Ia  VI | 1972 lagon (Arr. n° 2456 AA du 01/08/72  1977 désigné en réserve de biosphère par UNESCO  2016 (Arr. n° 955 CM du 18/07/2016) |
| Te Faaiti | Tahiti | Hitia’a 0 Te Ra (Papenoo) | II | 1989 (Arr. n° 678 CM du 05/06/89) |
| Réserve de Vaikivi | Ua Huka | District de Vaipaee | I | 1997 (Arr. n° 1472 CM du 26/12/97) |
| Parc de Vaikivi | Ua Huka | District de Vaipaee | II | 1997 (Arr. n° 1472 CM du 26/12/97) |
| Temehani Ute Ute | Raiatea | Tumaraa (Tevaitoa) | IV | 2010 (Arr. n° 350 CM du 19/03/2010) |
| Fenua Aihere | Tahiti | Taiarapu Ouest (Teahupoo) | VI | 2014 (Arr. n° 864 CM du 06/06/2014) |
| Fakarava Intracommunal | Fakarava | Fakarava | VI | 2016 (Arr. n° 949 CM du 18/07/2016)  Réserve de biosphère |
| Aratika | Aratika | Fakarava | IV  VI | 2016 (Arr. n° 950 CM du 18/07/2016)  Réserve de biosphère |
| Fakarava | Fakarava | Fakarava | III  IV  V  VI | 2016 (Arr. n° 951 CM du 18/07/2016)  Réserve de biosphère |
| Kauehi | Kauehi | Fakarava | IV  VI | 2016 (Arr. n° 952 CM du 18/07/2016)  Réserve de biosphère |
| Niau | Niau | Fakarava | Ib  VI | 2016 (Arr. n° 953 CM du 18/07/2016)  Réserve de biosphère |
| Raraka | Raraka | Fakarava | IV  VI | 2016 (Arr. n° 954 CM du 18/07/2016)  Réserve de biosphère |
| Toau | Toau | Fakarava | IV  VI | 2016 (Arr. n° 956 CM du 18/07/2016)  Réserve de biosphère |

#### Section 2 - Conséquences du classement

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 3 - Déclassement

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 2 - Dispositions particulières relatives à la protection, la conservation et la gestion de certains espaces naturels de Polynésie française

#### Section 1 - Milieu marin

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Rahui

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 3 - Réserves de biosphère

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre II - La protection, la conservation et la gestion des espèces

### Chapitre 1er - Les espÈces menacÉes

**Art. A. 2210-1-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1013 CM du 10 juin 2021). -* I- Les espèces animales et végétales figurant dans le tableau annexé font l'objet d'une inscription sur la liste des espèces protégées relevant de la catégorie A.

#### Liste des espèces protégées relevant de la catégorie A

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom scientifique** | **Famille** | **Nom vernaculaire** |
| **Flore vasculaire terrestre** |  |  |
| *Abutilon mangarevicum* | Malvaceae | - |
| *Abutilon sachetianum* | Malvaceae | Ko'otea |
| *Acalypha lepinei* | Euphorbiaceae | - |
| *Acalypha raivavensis* | Euphorbiaceae | - |
| *Achyranthes mangarevica* | Amaranthaceae | - |
| *Achyranthes marchionica* | Amaranthaceae | - |
| *Apetahia longistigmata* | Campanulaceae | - |
| *Apetahia raiateensis* | Campanulaceae | 'Apetahi |
| *Apetahia seigelii* | Campanulaceae | - |
| *Apostates rapae* | Asteraceae | - |
| *Atractocarpus tahitensis (syn. Trukia tahitensis)* | Rubiaceae | - |
| *Bidens aoraiensis* | Asteraceae | - |
| *Bidens orofenensis* | Asteraceae | - |
| *Bischofia javanica* | Euphorbiaceae | - |
| *Botrychium daucifolium* | Ophioglossaceae | - |
| *Calanthe tahitensis var. Marquisensis* | Orchidaceae | Vahane vao |
| *Calanthe tahitensis var. Tahitensis* | Orchidaceae | - |
| *Charpentiera australis* | Amaranthaceae | - |
| *Christiana vescoana (syn. Tahitia vescoana)* | Malvaceae | - |
| *Coprosma rapensis var. Mangarevica* | Rubiaceae | - |
| *Coprosma velutina* | Rubiaceae | - |
| *Corybas minutus* | Orchidaceae | - |
| *Corymborkis veratrifolia* | Orchidaceae | - |
| *Cyrtandra biflora* | Gesneriaceae | Ha'ahape |
| *Cyrtandra connata* | Gesneriaceae | - |
| *Cyrtandra elizabethae (syn. C. Marthae)* | Gesneriaceae | Ano |
| *Cyrtandra jonesii* | Gesneriaceae | - |
| *Cyrtandra toviana* | Gesneriaceae | - |
| *Cyrtandra vescoi* | Gesneriaceae | - |
| *Dendrocnide harveyi* | Urticaceae | Harato |
| *Dicliptera clavata* | Acanthaceae | - |
| *Dicliptera forsteriana* | Acanthaceae | - |
| *Diplazium subquadripinnatum* | Aspleniaceae | - |
| *Erythrina tahitensis* | Fabaceae | 'Atae 'oviri, 'Oporovainui |
| *Exocarpos psilotiformis* | Santalaceae | - |
| *Fitchia cordata* | Asteraceae | Tiare 'anei |
| *Fitchia cuneata subsp. Cuneata* | Asteraceae | - |
| *Fitchia cuneata subsp. Tahaensis* | Asteraceae | - |
| *Fitchia mangarevensis* | Asteraceae | - |
| *Geniostoma clavatum* | Loganiaceae | - |
| *Glochidion papenooense* | Phyllanthaceae | - |
| *Glochidion hivaoaense* | Phyllanthaceae | - |
| *Glochidion huahineense* | Phyllanthaceae | - |
| *Gossypium hirsutum var. Taitense* | Malvaceae | Cotonnier, Vavai, Vavai ma'ohi, Haha'avai |
| *Gouania mangarevica* | Rhamnaceae | Tarakoa |
| *Grewia tahitensis* | Malvaceae | Mao, Haupa'a |
| *Gyrocarpus americanus subsp. Americanus* | Hernandiaceae | 'Oporovainui |
| *Habenaria cryptostyla* | Orchidaceae | - |
| *Habenaria marquisensis* | Orchidaceae | - |
| *Habenaria tahitensis* | Orchidaceae | - |
| *Haloragis erecta subsp. Erecta* | Haloragidaceae | - |
| *Haloragis stokesii* | Haloragidaceae | Age |
| *Haroldiella rapaensis* | Urticaceae | Ohe'ohe |
| *Haroldiella sykesii* | Urticaceae | - |
| *Hernandia moerenhoutiana subsp. Campanulata* | Hernandiaceae | - |
| *Hernandia moerenhoutiana subsp. Elliptica* | Hernandiaceae | Turina |
| *Hibiscus australensis* | Malvaceae | 'Autia , Rautia, Vavau, Fautea, 'Autea |
| *Kadua grantii (syn. Hedyotis grantii)* | Rubiaceae | - |
| *Kadua lucei (syn. Hedyotis lucei)* | Rubiaceae | - |
| *Kadua nukuhivensis (syn. Hedyotis nukuhivensis)* | Rubiaceae | - |
| *Kadua raiateensis (syn. Hedyotis raiateensis)* | Rubiaceae | - |
| *Kadua tahuatensis (syn. Hedyotis tahuatensis)* | Rubiaceae | - |
| *Lebronnecia kokioides* | Malvaceae | Fau 'iki, Fautea, Fautona, Hautea |
| *Lepinia marquisensis* | Apocynaceae | - |
| *Lepinia taitensis* | Apocynaceae | 'A'aia, Ma'ama'aitai, Ma'ama'atai, Ma'ama'a i ra'au, Mamatai |
| *Lindsaea tetragona* | Dennstaedtiaceae | - |
| *Liparis clypeolum subsp. Clypeolum* | Orchidaceae | 'Autahi, Opiarapoa |
| *Liparis clypeolum subsp. Cuspidata (syn. L. Cuspidata)* | Orchidaceae | - |
| *Lipocarpha mangarevica* | Cyperaceae | - |
| *Macaranga truncata* | Euphorbiaceae | - |
| *Melicope bracteata* | Rutaceae | - |
| *Melicope fatuhivensis* | Rutaceae | 'Auona |
| *Melicope inopinata* | Rutaceae | - |
| *Melicope tekaoensis* | Rutaceae | - |
| *Meryta brachypoda* | Araliaceae | Puru, Kofe |
| *Meryta lucida* | Araliaceae | 'Ofepara |
| *Meryta salicifolia* | Araliaceae | 'Ofepara |
| *Metatrophis margaretae* | Urticaceae | Maroro |
| *Moerenhoutia commelynae (syn. M. Plantaginea)* | Orchidaceae | Tupu, Tupu tupu |
| *Mussaenda raiateensis* |  | - |
| *Myoporum rapense subsp. Rapense* | Myoporaceae | Gaio |
| *Myoporum rimatarense* | Myoporaceae | - |
| *Myoporum stokesii* | Myoporaceae | Naio, Gaio |
| *Myrsine hartii* | Myrsinaceae | - |
| *Myrsine longifolia* | Myrsinaceae | - |
| *Nicotiana fatuhivensis (syn. N. Fragrans var. Fatuhivensis)* | Solanaceae | Pua momona |
| *Ochrosia brownii (syn. Neisosperma brownii)* | Apocynaceae | - |
| *Ochrosia fatuhivensis* | Apocynaceae | Ho'ei |
| *Ochrosia tahitensis* | Apocynaceae | Tamore mou'a |
| *Oparanthus teikiteetinii* | Asteraceae | - |
| *Ophiorrhiza nelsonii* | Rubiaceae | - |
| *Ophiorrhiza orofenensis* | Rubiaceae | - |
| *Ophiorrhiza platycarpa* | Rubiaceae | - |
| *Ophiorrhiza scorpioidea* | Rubiaceae | - |
| *Ophiorrhiza setosa* | Rubiaceae | - |
| *Ophiorrhiza solanderi* | Rubiaceae | - |
| *Ophiorrhiza subumbellata* | Rubiaceae | - |
| *Ophiorrhiza tahitensis* | Rubiaceae | - |
| *Oreobolus furcatus* | Cyperaceae | - |
| *Osteomeles anthyllidifolia* | Rosaceae | - |
| *Oxalis gagneorum* | Oxalidaceae | - |
| *Pacifigeron rapensis (syn : Erigeron rapensis)* | Asteraceae | - |
| *Pavonia domatiifera* | Malvaceae | - |
| *Pavonia papilionacea* | Malvaceae | Fautea |
| *Pelagodoxa henryana* | Arecaceae | Palmier des Marquises, Palmier de Taipivai, Enu, Ha'ari rohutu |
| *Peristylus societatis* | Orchidaceae | - |
| *Phyllanthus aoraiensis* | Phyllanthaceae | - |
| *Phyllostegia tahitensis* | Lamiaceae | - |
| *Pilea bisepala* | Urticaceae | - |
| *Pilea occulta* | Urticaceae | - |
| *Pilea sancti-johannis* | Urticaceae | - |
| *Pilea solanderi* | Urticaceae | - |
| *Pisonia amplifolia* | Nyctaginaceae | - |
| *Pisonia austro-orientalis* | Nyctaginaceae | Pokea |
| *Pisonia brownii* | Nyctaginaceae | - |
| *Pisonia coronata* | Nyctaginaceae | - |
| *Pisonia graciliscens* | Nyctaginaceae | - |
| *Pisonia rapaensis* | Nyctaginaceae | - |
| *Pittosporum raivavaeense* | Pittosporaceae | - |
| *Plakothira parviflora* | Loasaceae | - |
| *Plakothira perlmanii* | Loasaceae | - |
| *Planchonella tahitensis (syn. Pouteria grayana var. Grayana, Pouteria grayana var. Florencei, Pouteria tahitensis)* | Sapotaceae | Torotea, Karaka, Moto |
| *Polyscias tahitensis* | Araliaceae | 'Apape mono'i |
| *Pritchardia mitiaroana (syn. P. Vuylstekeana, P. Pericularum)* | Arecaceae | Palmier de Makatea, Tavevo, Umeume |
| *Psychotria franchetiana* | Rubiaceae | - |
| *Psychotria grantii* | Rubiaceae | - |
| *Psychotria lepiniana* | Rubiaceae | - |
| *Psychotria marauensis* | Rubiaceae | - |
| *Psychotria speciosa* | Rubiaceae | - |
| *Psychotria trichocalyx* | Rubiaceae | - |
| *Psychotria tubuaiensis* | Rubiaceae | - |
| *Rauvolfia nukuhivensis (syn. Ochrosia nukuhivensis)* | Apocynaceae | Tueiao, Tueiau |
| *Rauvolfia sachetiae* | Apocynaceae | - |
| *Santalum insulare var. Alticola* | Santalaceae | Ahi |
| *Santalum insulare var. Insulare* | Santalaceae | Ahi |
| *Santalum insulare var. Margaretae* | Santalaceae | Ahi |
| *Scaevola tahitensis* | Goodeniaceae | - |
| *Sclerotheca arborea* | Campanulaceae | - |
| *Sclerotheca forsteri* | Campanulaceae | - |
| *Sclerotheca jayorum* | Campanulaceae | - |
| *Sclerotheca magdalenae* | Campanulaceae | - |
| *Sclerotheca oreades* | Campanulaceae | - |
| *Senecio stokesii* | Asteraceae | - |
| *Senna glanduligera* | Caesalpiniaceae | Paoratuumato, Paoratu mato |
| *Serianthes rurutensis* | Mimosaceae | 'Ai'ai |
| *Sesbania coccinea subsp. Atollensis var. Atollensis* | Fabaceae | 'Ofai, Kofai, Faifai |
| *Sesbania coccinea subsp. Atollensis var. Marchionica* | Fabaceae | Kohai |
| *Sesbania coccinea subsp. Atollensis var. Parkinsonii* | Fabaceae | 'Ofai |
| *Sesbania coccinea subsp. Atollensis var. Quaylei* | Fabaceae | Kohai |
| *Sesbania coccinea subsp. Atollensis var. Tuamotensis* | Fabaceae | Kofai, Kofai |
| *Sideroxylon nadeaudii (syn. Nesoluma nadeaudii)* | Sapotaceae | - |
| *Sophora mangarevaensis* | Fabaceae | Paina |
| *Sophora raivavaeensis* | Fabaceae | - |
| *Sophora rapaensis* | Fabaceae | - |
| *Stichorkis caespitosa (syn. Liparis revoluta)* | Orchidaceae | - |
| *Streblus pendulinus* | Moraceae | - |
| *Tabernaemontana pandacaqui* | Apocynaceae | Faiate, Porohitimatavai |
| *Taeniophyllum elegantissimum* | Orchidaceae | - |
| *Terminalia glabrata var. Glabrata* | Combretaceae | 'Autera'a, 'Autara'a, 'Auari'iroa |
| *Terminalia glabrata var. Haroldii* | Combretaceae | 'Autera'a, Tara'ire |
| *Terminalia glabrata var. Koariki* | Combretaceae | Koueriki, Kouariki |
| *Tetragonia tetragonioides* | Aizoaceae | - |
| *Ximenia americana var. Americana* | Olacaceae | Rama |
| *Zanthoxylum nadeaudii* | Rutaceae | Ahumou |
| **Faune malacologique terrestre** |  |  |
| *Partula sp.* |  | 'Areho |
| **Faune malacologique marine** |  |  |
| *Atrina vexillum* | Pinnidae | Moule géante, oota |
| *Cassis cornuta* | Cassidae | Casque, pu tara |
| *Charonia tritonis* | Cymatiidae | Triton, pu |
| *Cypraecassis rufa* | Cassidae | Casque, pu tara |
| **Faune ichtyologique marine** |  |  |
| *Mobula sp.* | Mobulidae | Raie manta, fafa piti |
| **Reptiles marins** |  |  |
| *Caretta caretta* | Cheloniidae | Tortue caouanne |
| *Dermochelys coriacea* | Dermochelyidae | Tortue luth |
| *Eretmochelys imbricata* | Cheloniidae | Tortue imbriquée |
| *Lepidochelys olivacea* | Cheloniidae | Tortue olivâtre |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Faune aviaire terrestre** |  |  |
| *Acrocephalus atyphus* | Silviidae | Oromao, Rousserolle de Rimatara |
| *Acrocephalus caffer (Sparmman)* | Silviidae | Otatare, Manu ofe, Rousserolle à long bec |
| *Acrocephalus mendanae* | Silviidae | Komako, Rousserolle de Marquises du sud |
| *Acrocephalus percenis* | Silviidae | Komako, Rousserolle des Marquises du Nord |
| *Acrocephalus rimatarae* | Silviidae | Oromao, Rousserolle de Rimatara |
| *Aerodramus leucophaeus* | Apodidae | ‘Opea’a, Salangane de la Société |
| *Aerodramus ocistus* | Apodidae | Kopeka, salangane des Marquises |
| *Alopecoenas erythropterus* | Columbidae | Tutururu, Gallicolombe erythroptère, |
| *Alopecoenas rubescens* | Columbidae | Kotue, Gallicolombe des Marquises |
| *Anas superciliosa* | Anatidae | Mo’ora oviri, Canard à sourcils |
| *Butorites striatus patruelis* | Ardeidae | A'o, Héron vert, |
| *Ducula aurorae* | Columbidae | Rupe, Carpophage de la Société |
| *Ducula galeata* | Columbidae | Upe, Carpophage des Marquises, |
| *Hirundo tahitica* | Hirundinidae | ‘Opea’a, Hirondelle de Tahiti |
| *Numenius tahitensis* | Scolopacidae | Teu'e, Courlis d'Alaska |
| *Pomarea iphis* | Monarchidae | Pati ‘oti’o, Monarque iphis |
| *Pomarea mendozae* | Monarchidae | Koma’o atua, Monarque marquisien |
| *Pomarea nigra* | Monarchidae | Omama'o, Monarque de Tahiti, |
| *Pomarea withneyi (Murphy et Matthews)* | Monarchidae | ‘Omao, Monarque de Fatu Hiva |
| *Zapornia tabuensis* | Rallidae | Meho, Moho, Marouette fuligineuse, |
| *Prosobonia parvirostris* | Scolopacidae | Titi, Chevalier des Tuamotu, |
| *Ptilinopus coralensis chalcurus* | Columbidae | U'upa, Ptilope de Makatea, |
| *Ptilinopus coralensis* | Columbidae | ‘o’o, Ptilope des Tuamotu |
| *Ptilinopus dupetithouarsii* | Columbidae | Kuku, Ptilope de Petit-Thouars |
| *Ptilinopus huttoni* | Columbidae | Koko, Ptilope de Hutton, |
| *Ptilinopus purpuratus* | Columbidae | U’upa, Ptilope de la Société |
| *Todiramphus gertrudae* | Alcedidae | Koteuteu, Martin chasseur de Niau |
| *Todiramphus godeffroyi* | Alcedidae | Pahi, Martin chasseurs des Marquises |
| *Todiramphus tutus* | Alcedidae | Otatare, Martin chasseurs respecté |
| *Todiramphus veneratus* | Alcedidae | Ruro, Martin chasseur vénéré |
| *Vini kuhlii* | Psittacidae | ‘Ura, Lori de Kuhl |
| *Vini peruviana* | Psittacidae | Vini, Lori nonette |
| *Vini ultramarina* | Psittacidae | Pihiti, Lori des Marquises |
| **Faune aviaire marine** |  |  |
| *Nesofregatta fuliginosa* | Procellariidae | Océanite à gorge blanche |
| *Pseudobulweria rostrata* | Procellariidae | Noha, Pétrel de Tahiti |
| *Pterodoma ultima* | Procellariidae | Pétrel de Murphy |
| *Pterodroma alba* | Procellariidae | Pétrel à poitrine blanche |
| *Pterodroma leucoptera* | Procellariidae | Pétrel de Gould |

II- Les espèces animales et végétales figurant dans le tableau annexé font l'objet d'une inscription sur la liste des espèces protégées relevant de la catégorie B.

#### Liste des espèces protégées relevant de la catégorie B

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom scientifique** | **Famille** | **Nom vernaculaire** |
| *Santalum insulare var. deckeri* | Santalaceaes | Santal des Marquises |
| *Santalum insulare var. marchionense* |
| *s.p* | Elasmobranchii | Toutes les espèces de requins |
| *s.p* | Balaenopteridae | Toutes les espèces de baleines |
| *s.p* | Dephinidae | Toutes les espèces de dauphins |
| Et plus généralement toutes les espèces de mammifères marins | | |
| *Chelonia mydas* | Cheloniidae | Tortue verte, Honu, Tifai |
| *Birgus latro* | Coenobitidae. | Crabe de cocotier, Kaveu |

#### Section 1 - Dispositions générales

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Dérogations

##### Sous-section 1 - Conservation

**Art. A. 2212-1-1. -** I-En application des dispositions de l'article LP. 2212-1 et aux fins uniquement de conservation des espèces protégées relevant de la catégorie A ou B, la capture, la cueillette, l'enlèvement, la détention, l'utilisation, le transport, l'exportation ou l'importation, ou encore l'entretien dans des installations de conservation "ex-situ" ou dans le milieu naturel de tout ou partie de spécimens d'espèces protégées, peuvent être autorisées par arrêté du président de la Polynésie française et après avis de la commission des sites et monuments, dans les cas suivants :

1° Lorsque l'espèce est menacée d'extinction en Polynésie française en raison de la diminution, observée ou prévisible, de ses effectifs ;

2° Dans le cadre de programmes de repeuplement, de réintroduction à des fins de conservation, pour des opérations de reproduction et de conservation nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle de plantes.

II- La dérogation temporaire prévue au premier alinéa du présent article peut être accordée à une personne physique ou morale sur présentation à la direction de l'environnement d'un dossier explicitant précisément le but, les modalités du programme de conservation ou de réintroduction à des fins de conservation. L'autorisation est personnelle, temporaire, spéciale et incessible.

III- En plus du dossier présentant le programme de conservation ou de réintroduction à des fins de conservation, la demande comporte les éléments suivants :

- Le nom de la personne responsable du programme, sa qualité, le cas échéant la dénomination ou raison sociale de la personne morale concernée, son siège social, son numéro d'immatriculation ;

- Les ressources visées en précisant le nom de(s) l'espèce(s), les éléments visés (partie de la plante ou de l'animal), les modalités d'accès (technique de collecte, prélèvement...) ;

- La quantité concernée ;

- La date et la durée de l'accès demandé ;

- L'impact du prélèvement sur l'espèce ;

- L'utilisation prévue, la destination des éléments prélevés.

L'arrêté d'autorisation précise tous ces éléments. Il peut en outre prescrire toute mesure jugée utile pour minimiser l'impact sur l'espèce concernée.

**Art. A. 2212-1-2. -** La réintroduction de spécimens d'espèces protégées prélevés en Polynésie puis élevés hors de Polynésie française est autorisée sous réserve du respect des conditions sanitaires prévues par la réglementation en vigueur relative à l'importation des animaux vivants en Polynésie française. Ces spécimens réintroduits doivent cependant faire l'objet d'un suivi scientifique d'au moins un an en milieu isolé avant toute réintroduction en milieu naturel.

##### Sous-section 2 - Soins animaliers et botaniques, analyses et autopsie

**Art. A. 2212-1-3. -** En application des dispositions de l'article LP. 2212-1, la demande d'autorisation de transport et de détention de spécimens morts d'espèces protégées aux fins uniquement d'analyses et d'autopsie est faite auprès de la direction de l'environnement. Elle est personnelle, temporaire, spéciale et incessible.

1° La demande d'autorisation de transport et détention de spécimens morts d'espèces protégées doit comporter :

- S'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, sa qualité ;

- S'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, ses statuts, l'adresse de son siège social, son numéro d'immatriculation, la qualité du mandataire social ;

- L'espèce concernée, le nombre de spécimens concernés ;

- Le lieu de détention, ou en cas de transport les lieux de provenance et de destination et le mode de transport envisagé ;

- Le motif de la demande, les modalités d'analyse, les modalités de destruction.

2° L'autorisation, accordée par arrêté du président de la Polynésie française, précise :

- Le nom et la qualité du titulaire de l'autorisation ;

- La raison sociale, le siège social et le numéro d'immatriculation s'il s'agit d'une personne morale ;

- L'espèce concernée, le nombre de spécimens concernés ;

- La durée de l'autorisation qui ne peut excéder la durée nécessaire à l'accomplissement du motif de l'autorisation ;

- Le lieu de détention ;

- En cas de transport les lieux de provenance et de destination ainsi que le mode de transport ;

- Le motif de l'autorisation : destruction, analyse et/ou autopsie ;

- Le mode de destruction, y compris pour les autorisations aux fins d'analyses ou d'autopsie.

L'arrêté d'autorisation peut prescrire des conditions particulières de détention et de transport. L'autorisation accordée est sans préjudice des formalités et autres autorisations administratives requises pour le mode de transport choisi.

L'arrêté d'autorisation précise le cas échéant la personne ou le laboratoire en charge des analyses.

Lorsque l'autorisation est délivrée aux fins d'analyses ou d'autopsie, un rapport des résultats est adressé au ministère en charge de l'environnement.

La destruction des spécimens concernés et l'élimination des carcasses respectent la réglementation en vigueur.

##### Sous-section 3 - Recherches scientifiques

**Art. A. 2212-1-4. -** I- En application de l'article LP. 2212-1 du présent code, et sous réserve des dispositions spécifiques prévues au titre IV du livre III du code de l'environnement, les activités d'approche, d'étude et de recherche, réalisées à des fins scientifiques, sur tout spécimen d'espèces protégées, sont soumises à l'obtention d'un arrêté d'autorisation délivré par le président de la Polynésie française, sur proposition du ministre chargé de l'environnement. L'autorisation est temporaire, personnelle, spéciale et incessible.

La délivrance d'une autorisation est subordonnée à la présentation d'une demande adressée à la direction de l'environnement qui en assure l'instruction.

II- Le dossier de demande indique :

- S'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, ses qualifications scientifiques ;

- S'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, son numéro d'immatriculation, ses statuts, l'adresse de son siège social, la qualité du mandataire social, ses références scientifiques ;

- Les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce et le nombre de spécimens étudiés, marqués ou devant faire l'objet de prélèvements ;

- Les conditions dans lesquelles s'effectue l'étude, le marquage ou le prélèvement ;

- Les lieux et la période d'étude, de marquage ou de prélèvements.

Par prélèvement, on entend la prise d'échantillons réalisée sur un spécimen mort ou en toute innocuité sur un spécimen vivant.

Il comporte également l'engagement du demandeur :

- A tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations de marquage, d'observation des spécimens, de prélèvements, la destination et l'utilisation de ces derniers ;

- A permettre aux agents habilités des services, le libre accès aux fins de contrôle de ce registre ;

- A respecter les dispositions du présent code relatives à la protection des espèces ;

- A fournir un exemplaire du rapport scientifique final et toute publication relative à la recherche autorisée au ministre chargé de l'environnement, au ministre chargé de la recherche scientifique et le cas échéant au ministre chargé de la pêche.

Le demandeur doit retirer un exemplaire du formulaire de demande et du registre à la direction de l'environnement.

III- L'arrêté d'autorisation comporte, outre les indications relatives à l'identité du bénéficiaire telles que mentionnées au II ci-dessus :

- Les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce concernée ;

- Les motifs de prélèvements ;

- Le nombre de spécimens capturés, marqués ou prélevés autorisé ;

- La date de délivrance et la durée de validité de l'autorisation ;

- Le lieu d'études, de marquage ou de prélèvement d'échantillons ;

- Les conditions d'études, de marquage ou de prélèvement d'échantillons ;

- Les conditions complémentaires qui peuvent être imposées en application du dernier alinéa du présent article.

Toute modification du programme de recherche ainsi que tout empêchement du bon déroulement des opérations doivent être immédiatement déclarés à la direction de l'environnement.

Des prescriptions complémentaires tendant à garantir la protection des espèces protégées pourront à tout moment être imposées par arrêté du président de la Polynésie française.

##### Sous-section 4 - Aquariophilie en Polynésie française

**Art. A.2212-1-5. -** I- En application de l'article LP. 2212-1 du présent code, l'aquariophilie de spécimens d'espèces protégées marines et d'eau douce est soumise à l'obtention d'un arrêté d'autorisation, délivré par le président de la Polynésie française, sur proposition du ministre en charge de l'environnement. L'autorisation est personnelle, spéciale, temporaire et incessible.

L'autorisation de l'activité d'aquariophilie d'espèces protégées marines et d'eau douce est subordonnée au dépôt d'une demande auprès de la direction de l'environnement qui en assure l'instruction.

II- Le dossier de demande indique les informations suivantes :

- S'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, sa qualité ;

- S'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, son numéro d'immatriculation, ses statuts, l'adresse de son siège social, la qualité du mandataire social ;

- Les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce et le nombre de spécimens concernés ;

- Le(s) lieu(x) ou s'exerce l'activité d'aquariophilie ;

- Les motifs de la demande accompagnés d'un projet pédagogique liée à l'activité d'aquariophilie ;

- Une description détaillée des conditions de détention et des modalités de soins envisagées.

Il comporte également l'engagement du demandeur :

- A tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les informations relatives au suivi des espèces détenues ;

- A permettre aux agents habilités des services, le libre accès aux fins de contrôle de ce registre ;

- A respecter les dispositions du présent code relatives à la protection des espèces ;

- A fournir un rapport annuel de l'activité au ministre chargé de l'environnement.

Le demandeur doit retirer un exemplaire du formulaire de demande et du registre à la direction de l'environnement.

III- L'arrêté d'autorisation d'activités d'aquariophilie comporte, outre les indications relatives à l'identité du bénéficiaire telles que mentionnées au II ci-dessus :

- Les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce concernée ;

- Le nombre de spécimens autorisé ;

- La date de délivrance et la durée de validité de l'autorisation ;

- Le lieu de détention ;

- Les conditions de détention, de suivi et de soins ;

- Le sort des spécimens détenus à l'issue de l'autorisation ;

- L'obligation de fournir un rapport annuel au ministère en charge de l'environnement ;

- Les conditions complémentaires qui peuvent être imposées en application du dernier alinéa du présent article.

La durée de l'autorisation d'activités d'aquariophilie ne peut excéder cinq (5) années. L'autorisation peut être renouvelée selon la même procédure que la demande initiale.

Des prescriptions complémentaires tendant à garantir la protection des espèces protégées pourront à tout moment être imposées par arrêté du président de la Polynésie française.

##### Sous-section 5 - Aquarioculture en Polynésie française

**Art. A. 2212-1-6. -** I- En application de l'article LP. 2212-1 du présent code, l'aquarioculture de spécimens d'espèces protégées marines et d'eau douce est soumise à l'obtention d'un arrêté d'autorisation, délivré par le président de la Polynésie française, sur proposition du ministre en charge de l'environnement. L'autorisation est personnelle, spéciale, temporaire et incessible.

L'autorisation de l'activité d'aquarioculture d'espèces protégées marines et d'eau douce est subordonnée au dépôt d'une demande auprès de la direction de l'environnement qui en assure l'instruction.

II- Le dossier de demande mentionne les informations suivantes :

- S'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, sa qualité ;

- S'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, son numéro d'immatriculation, ses statuts, l'adresse de son siège social, la qualité du mandataire social ;

- Les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce et le nombre de spécimens concernés ;

- Le(s) lieu(x) ou s'exerce l'activité ;

- Les motifs de la demande accompagnés d'un projet de réhabilitation écologique et de réintroduction des espèces dans leur milieu naturel ;

- Une description détaillée des conditions de détention et des modalités de soins envisagées.

Il comporte également l'engagement du demandeur :

- A tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les informations relatives au suivi des espèces détenues ;

- A permettre aux agents habilités des services, le libre accès aux fins de contrôle de ce registre ;

- A respecter les dispositions du présent code relatives à la protection des espèces ;

- A fournir un rapport annuel de l'activité au ministre chargé de l'environnement.

Le demandeur doit retirer un exemplaire du formulaire de demande et du registre à la direction de l'environnement.

III- L'arrêté d'autorisation d'activités d'aquarioculture comporte, outre les indications relatives à l'identité du bénéficiaire telles que mentionnées au II ci-dessus :

- Les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce concernée ;

- La date de délivrance et la durée de validité de l'autorisation ;

- Le lieu de détention ;

- Les conditions de détention, de suivi et de soins ;

- Les conditions complémentaires qui peuvent être imposées en application du dernier alinéa du présent article.

Des prescriptions complémentaires tendant à garantir la protection des espèces protégées pourront à tout moment être imposées par arrêté du président de la Polynésie française.

##### Sous-section 6 - Education

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 3 - Dispositions particulières à certaines espèces protégées relevant de la catégorie B

##### Sous-section 1 - Gestion durable

###### A - Mammifères marins

**Art. A. 2213-1-1 - Principes généraux pour les mammifères marins** *(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024)*

1. Un sanctuaire pour la protection et la sauvegarde des baleines et des autres mammifères marins est établi par l'article LP. 2213-1-1 du présent code.

Au titre de la protection des espèces protégées de catégorie B de l'article LP. 2211-3, pour les espèces de baleines et autres mammifères marins sont interdites les activités listées à l'article susmentionné ainsi que les activités décrites dans la présente partie.

1. Est interdit :

1° Tout acte produisant une modification du comportement des animaux, tel que notamment une augmentation de la vitesse de déplacement ou une augmentation du temps d'apnée, ainsi que la dispersion ou la séparation d'un groupe ;

2° La poursuite d'un animal ou d'un groupe d'animaux ;

3° Tout acte de nature à changer la trajectoire ou à couper la route de l'animal ou du groupe d'animaux ;

4° Tout acte de nature à bloquer le déplacement d'un animal ou du groupe d'animaux tel que leur encerclement, leur poursuite ou encore leur blocage contre un récif ;

5° Tout changement brusque de direction des embarcations ou de régime de moteur à proximité des animaux ;

6° L'approche de face ou par l'arrière à proximité des animaux ;

7° Toute utilisation de sonars, à des fréquences autres que celles utilisées normalement pour la navigation.

**Art. A. 2213-1-1-1 - Principes spécifiques aux baleines.** *(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024).*

1. Sont établies pour les baleines :

1° Une zone d'observation, soit un périmètre d'un rayon de 300 mètres autour de l'animal, dans lequel aucune embarcation, à l'exception de celles bénéficiant d'une autorisation, n'est autorisée a entrer ;

2° Une zone d'exclusion, soit un périmètre d'un rayon de 100 mètres autour de l'animal, dans lequel aucune embarcation n'est autorisée à entrer ;

3° Une zone de sécurité, soit un périmètre d'un rayon de 15 mètres autour de l'animal, dans lequel aucune personne à l'eau n'est autorisée à rentrer.

1. Si les animaux réduisent volontairement la distance :

1° Les embarcations :

- doivent reprendre une position permettant de rester à l'extérieur de la zone d'observation pour les véhicules ne bénéficiant pas d'une autorisation ;

- doivent mettre au point mort leur moteur, et non l'arrêter, si les animaux se retrouvent, par extraordinaire, sous leur embarcation ;

2° Les personnes à l'eau doivent reprendre une position permettant de rester à l'extérieur de la zone de sécurité.

1. Toute embarcation à proximité des animaux doit suivre une route parallèle et dans la même direction de déplacement que ces derniers.

**Art. A. 2213-1-1-2 – Dérogations** *(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024). -* Les dispositions listées aux articles A. 2213-1-1 et A. 2213-1-1-1 ne sont pas applicables :

1° Aux officiers et agents de police judiciaire, ainsi qu'aux fonctionnaires et agents chargés des contrôles, fiabilités à constater les infractions et comportements fautifs aux dispositions du présent titre et des textes pris pour son application ;

2° Aux engins et navires utilisés pour les contrôles et la constatation des infractions et comportements fautifs ;

3° Pour la détention et le transport des animaux nés en captivité ayant fait l'objet d'une autorisation de détention.

###### B - Santal

**Art. A. 2213-1-2. -** La protection des espèces de santal classées par l'article A. 2210-1-1-II sur la liste des espèces protégées relevant de la catégorie B, garantit le respect des prescriptions suivantes :

- La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens vivants sont interdits ;

- Le transport, le colportage, l'utilisation, la détention, la mise en vente, la vente et l'achat, l'importation sous tous régimes douaniers et l'exportation de bois vert des deux variétés de santal concernées sont interdits ; le prélèvement de bois sec est soumis à l'obtention d'une autorisation administrative délivrée par le service du développement rural ;

- La récolte des semences, la production de plants, de marcottes et de boutures, le transport de ces matériels et leur vente ou achat sont autorisés ;

- La destruction, l'altération, la modification ou la dégradation des habitats sensibles desdites variétés sont interdites.

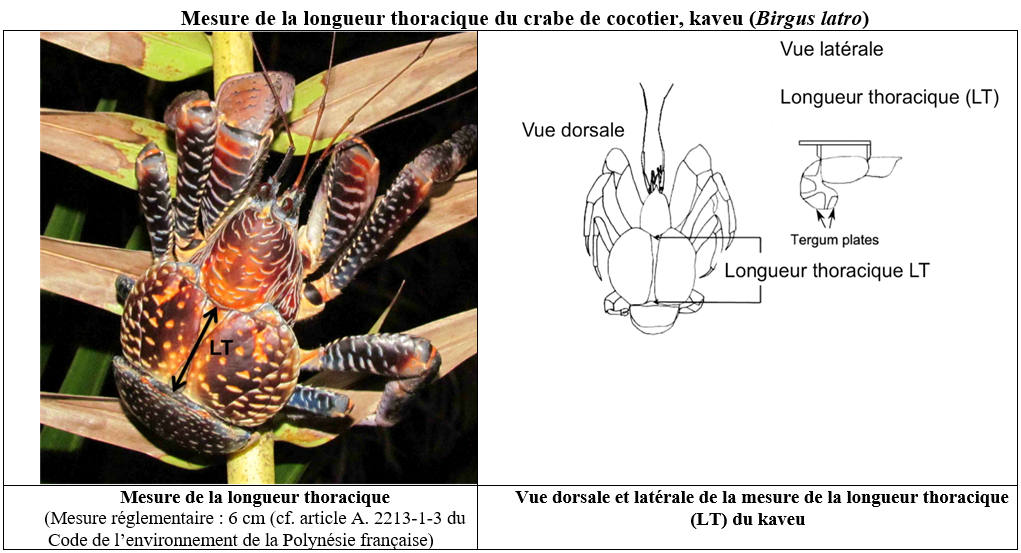
###### C - Poissons

*Le présent paragraphe ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

###### D - Crabe de cocotier (Kaveu)

**Art. A. 2213-1-3** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2472 CM du 4 novembre 2021). -* Pour les individus dont la longueur thoracique est inférieure à 6 centimètres, mesurée de la base de la tête au début de l’abdomen suivant la description figurant dans la fiche technique annexée au présent article, les femelles ovigères (portant des œufs) et pour tous les individus en mue, sont interdits la destruction, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la capture intentionnelle ou l’enlèvement, ou, qu’ils soient vivants ou morts, le transport, le colportage, l’utilisation, la détention, la mise en vente, la vente ou l’achat, l’importation ou l’exportation sous tout régime douanier. La taxidermie de tout individu quel que soit son stade de développement, vivant ou mort, y compris les œufs est interdite.

Le président de la Polynésie française peut autoriser, dans les conditions prévues à l'article A. 2212-1-4 du présent code, la détention de spécimens à des fins de recherches scientifiques.

**[](https://lexpol.cloud.pf/document_gisco.php?document=28022&idk=5c2f6672461fbb2aff69280750ec8858&base=CONSOLIDATION" \t "_blank)**

##### Sous-section 2 – Observation

*(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024)*

###### A - Observation des mammifères marins

*(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024)*

**Art. A. 2213-1-4 - Observation des baleines** *(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024)*

1. L'observation des baleines est soumise à autorisation pour toute personne physique ou morale qui se propose d'en exercer professionnellement l'activité.

II. L'observation ayant bénéficié d'une autorisation n'est possible que :

1° Dans la mer territoriale autour de Bora Bora, Hūāhine, Mo'orea, Ra'iātea, Rurutū, Taha'a, Tahiti, Teti'aroa et Tubuai ;

2° Du 20 juillet au 20 novembre inclus ;

3° De 7 h 30 à 17 h 30 ;

4° Pour un seul navire par île par groupe d'entreprises.

**Art. A. 2213-1-5 - Instruction et décision pour l'observation des baleines** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024)*

1. L'autorisation d'observation des baleines est délivrée par le Président de la Polynésie française aux personnes qui, ayant déposé un dossier complet conformément aux dispositions du présent article et de l’article A. 2213-1-6, disposent des titres, du matériel et du personnel requis pour transporter des passagers dans le cadre d’une activité lucrative, possèdent le certificat d’aptitude à l’approche des mammifères marins et n’ont pas vu leur autorisation être retirée au cours de l’année civile précédant l’année de dépôt de leur demande. Les personnes qui sollicitent l’autorisation d’exercer une activité de mise à l’eau possèdent en outre les titres, le personnel et le matériel leur permettant d’exercer cette activité.
2. Un arrêté du Président de la Polynésie française fixe le nombre d'autorisations pouvant être accordé pour les professionnels au regard de la nécessité d'assurer la sécurité de la navigation, la sécurité des personnes et la sécurité des baleines. Ce nombre est réévalué tous les cinq ans, en fonction du nombre de groupes de baleines observés durant cette période.
3. La demande est instruite par le service chargé de l'environnement.

Le demandeur doit effectuer sa demande par l'intermédiaire d'un téléservice géré par le service instructeur, pendant la période de dépôt des demandes, qui est fixée par arrêté du Président de la Polynésie française.

Les prestataires des Australes peuvent demander et remettre un dossier papier, pendant la période de dépôt des demandes fixée par arrêté du Président de la Polynésie française. Le cachet de la poste fait foi.

Les dossiers sont traités par ordre d'arrivée.

1. L’autorisation est délivrée pour la période du 20 juillet au 20 novembre de l’année de la demande.

**Art. A. 2213-1-6 - Dossier de demande pour l’observation des baleines** (*Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024)*

La demande d'autorisation d'observation des baleines mentionne :

1° S'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, ses coordonnées (téléphone, adresses géographique et postale, adresse électronique), ses qualifications, et s'il s'agit d'une entreprise individuelle, une situation au répertoire des entreprises ;

2° S'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, les statuts et la forme juridique de l'entreprise, son numéro d'immatriculation, l'adresse de son siège social, la qualité du mandataire légal et éventuellement les qualifications du mandataire légal ;

3° Les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce observée ;

4° Les conditions dans lesquelles s'effectue l'observation ;

5° Le lieu et la période d'observation ;

6° Le type d'embarcation utilisée, en précisant le nom, la classification et le numéro d'immatriculation du navire ;

7° Copie de l'acte de francisation du navire ;

8° Titre de navigation du navire, en précisant, en cas de transport de passagers, la validité du permis de navigation ;

9° Attestation de responsabilité civile professionnelle ;

10° Copie du titre de conduite de tous les capitaines susceptibles d'utiliser le navire durant les opérations d'observation ;

11° En cas d'encadrement du public mis a l'eau, le récépissé de déclaration d'exploitation d'établissement de plongée et de randonnée aquatique (snorkeling) et la carte professionnelle d'éducateur plongée ou de guide de randonnée aquatique ;

12° Copie du certificat d’aptitude à l’approche des mammifères marins mentionné à l’article A. 2213-1-10 ;

13° Si le demandeur a précédemment bénéficié d’une autorisation d’observation des baleines, copie des attestations de participation aux formations sur les espèces marines protégées et d’approche des mammifères marins et réunions d’information relatives à l’activité d’approche des mammifères marins mises en place par le service instructeur pendant l’année d’autorisation.

**Art. A. 2213-1-7 - Activité dans les zones pour l'observation des baleines** *(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024)*

I. Pour les activités professionnelles bénéficiant d'une autorisation :

1° Sous réserve des règles d'approche, seuls trois navires, disposant d'une autorisation d'observation des baleines et s'étant préalablement déclarés auprès du service en charge de l'environnement, sont autorisés à pénétrer la zone d'observation, en maintenant une vitesse inférieure à 3 nœuds ;

2° Les mesures d'identification décidées par le service compétent doivent être respectées à l'entrée de la zone d'observation ;

3° Les embarcations doivent se maintenir en dehors de la zone d'exclusion et ne pas causer une perturbation intentionnelle pour les baleines ;

4° Une mise à l'eau est possible à l'extérieur de la zone d'exclusion pour 7 personnes par navire, dont l'encadrant. Les personnes à l'eau ne doivent pas pénétrer dans la zone de sécurité ;

5° Les trois navires à l'intérieur de la zone d'observation veillent à coordonner leurs mouvements et à maintenir un contact radio permanent. Les embarcations ne peuvent pas encercler les animaux. Elles doivent toutes se tenir du même côté, en évitant de bloquer les animaux contre le récif ;

6° Les navires à l'intérieur de la zone d'observation doivent remplir le fichier informatique de l'observatoire des espèces emblématiques de Polynésie française.

II. Lorsque l'observation des mammifères marins se fait depuis un aéronef la hauteur obligatoire entre ces appareils et les animaux doit être supérieure à 300 mètres.

**Art. A. 2213-1-8 - Observation des autres mammifères marins et prise de vue ou de son des mammifères marins** *(Rédaction issue de Arrêté n° 562 CM du 25 avril 2024)*

I. La prise de vue ou de son pour l'ensemble des mammifères marins et l'observation des mammifères marins, autres que les baleines, sont soumises à autorisation pour toute personne physique ou morale qui se propose d'en exercer professionnellement l'activité.

II. Cette autorisation est délivrée par le Président de la Polynésie française.

III. La demande est instruite par le service chargé de l'environnement.

IV. Le dossier de demande est identique à celui décrit à l'article. A. 2213-1-6 du présent code.

**Art. A. 2213-1-9** *Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024). -* Les autorisations mentionnées à l’article LP. 2213-1 du code de l’environnement délivrées à des fins de recherche et d’approche aux fins d’observation ou pour la prise de vue ou de son de mammifères marins peuvent être retirées si les titres, attestations, certificats ou permis mentionnés à l’article A. 2213-1-6 ne sont plus valables ou que le bénéficiaire ne respecte pas une ou des obligations et interdictions fixées par le code de l’environnement pour l’observation des mammifères marins, notamment celles listées aux articles A. 2213-1-1, A. 2213-1-1-1, A. 2213-1-7 et au II. de l’article A. 2213-1-4.

Le Président de la Polynésie française procède au retrait de l’autorisation par arrêté motivé. Cet arrêté est pris à l’issue d’une procédure contradictoire, sauf en cas d’urgence ou de circonstances exceptionnelles. En cas d’urgence résultant d’un manquement grave constaté par un agent assermenté et d’un risque de récidive susceptible de porter atteinte à la protection des mammifères marins ou des passagers, l’autorisation peut être suspendue pendant une durée n’excédant pas un mois dans l’attente de la mise en œuvre de la procédure de retrait de l’autorisation.

Le retrait de l’autorisation entraîne l’impossibilité de solliciter une nouvelle autorisation pendant une durée d’un an à compter de la notification de la décision de retrait.

**Art. A. 2213-1-10** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024). -* I.- Les personnes souhaitant bénéficier d’une autorisation mentionnée à l’article L. 2213-1 du code de l’environnement doivent posséder un certificat d’aptitude à l’approche des mammifère marins.

II.- Le certificat d’aptitude à l’approche des mammifères marins est délivré par le Président de la Polynésie française à toute personne qui :

1° Soit possède un des titres ou diplômes mentionnés en annexe 1 ;

2° Soit justifie d’une expérience professionnelle d’une durée cumulée de trois ans dans le domaine de la navigation, de la randonnée aquatique, de la plongée subaquatique, dans des conditions fixées en annexe 2 ;

3° Soit a réussi un examen organisé par le service en charge de l’environnement à l’issue d’une formation dont le programme est fixé en annexe 3.

**Art. A. 2213-1-11** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024). -* Les personnes bénéficiant d’une autorisation en vertu du présent chapitre participent aux réunions de coordination, d’information et de formation mises en place par le service chargé de l’environnement au titre de la période pour laquelle elles bénéficient de l’autorisation. La participation à ces réunions donne lieu à la délivrance des attestations mentionnées au 13° de l’article A. 2213-1-6.

**Annexes** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024)*

**Annexe 1 - Liste des diplômes et titres requis pour la délivrance du certificat d'aptitude à l'activité d'approche des mammifères marins** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024)*

Certificat, titre ou diplôme de niveau IV, V ou VI dans les référentiels abordent les options suivantes :

- la cétologie ;

- la biodiversité et l’environnement marin ;

- l’écologie et l’environnement marin ;

- les activités maritime et gestion de l’environnement marin ;

- la mer et le littoral ;

- la biologie marine.

**Annexe 2 - Liste des conditions relatives à l'expérience professionnelle requise pour la délivrance du certificat d'aptitude à l'activité d'approche des mammifères marins** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024)*

Pour bénéficier de la certification au titre de l’expérience professionnelle, le demandeur doit justifier, à la date de la demande, une durée minimale de 3 ans d’exercice professionnel dans les domaines suivants :

o Activité d’approche des mammifères marins justifiée par la délivrance d’arrêtés d’autorisation d’exercer une activité d’approche des mammifères marins ;

o Activité de navigation justifiée par un livret de bord ou un carnet de navigation signé par les autorités compétentes ou justifiée par un certificat d’aptitude à la conduite de navires maritimes délivré par une autorité compétente ;

o Activité de guide de randonnée aquatique justifiée par un certificat de travail ou contrat de prestation ou justifiée par un diplôme ou attestation de formation spécifique à la randonnée aquatique ;

o Activité de plongée subaquatique justifiée par un certificat de travail ou contrat ou diplôme de moniteur ou de plongeur professionnel délivré par une autorité compétente.

**Annexe 3 - Programme de formation** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1818 CM du 10 octobre 2024)*

I. Thème réglementation

Réglementation liée aux espèces marines protégées :

- la définition et la distinction des espèces classées de catégorie A et de catégorie B ;

- les dispositions de protection des espèces classées ;

- les usages autorisés et non autorisés et les dérogations ;

- les usages à adopter liés à l’activité d’approche des mammifères marins.

Réglementation liée à l’établissement des dossiers de demande dérogatoire :

- présentation des modalités d’établissement de demande dérogatoire ;

- présentation du téléservice « Parāoa » et modalités de fonctionnement ;

- présentation de l’observatoire du Pays et modalités de fonctionnement.

II. Thème historique scientifique et culturelle

- l’histoire naturelle et culturelle des mammifères marins ;

- la biologie et les différents comportements des mammifères marins.

III. Thème environnement

- présentation du réseau des gardiens de l’océan ;

- prérequis pour l’activité d’approche des mammifères marins.

#### Section 4 - Dispositions transitoires

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 2 - Les espèces non menacées

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 3 - Les espèces menaçant la biodiversité

#### Liste des espèces disposant d'une dérogation générale et permanente

#### Section 1 - Inscription et contrôle

**Art. A. 2231-1-1. -** Les espèces figurant dans le tableau annexé font l'objet d'une inscription sur la liste des espèces menaçant la biodiversité. Elles sont réparties en I- Espèces végétales et II- Espèces animales.

**Liste des espèces menaçant la biodiversité** *(Rédaction issue de Arrêté n° 135 CM du 10 février 2020)*

#### I- Espèces végétales

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom scientifique** | **Famille botanique** | **Nom commun** |
| Acacia farnesiana | Légumineuses | Acacia |
| Anodendron paniculatum | Apocynacées | Liane parachute |
| Antidesma bunius | Euphorbiacées | Arbre qui pue |
| Ardisia elliptica | Myrtacées | Ati Popa’a, ardisia |
| Castilla elastica (syn. Castilloa elastica) | Moracées | Panama, Mexican rubber tree |
| Cecropia peltata | Cécropiacées | Parasolier, faux-ricin, pisse-roux |
| Cestrum nocturnum | Solanacées | Jasmin de nuit |
| Chrysobalanus icaco | Chrysobalanacées | Coco plum, pomme-icaque, prune coton |
| Cinchona pubescens (syn. C. succirubra) | Rubiacées | Quinine, Quinquina, Quinine tree |
| Diplazium proliferum | Athyriacées |  |
| Egeria densa (syn. Elodia densa) | Hydrocharitacées | Elodée du Brésil, Egeria, Waterweed |
| Eugenia uniflora | Myrtacées | Cerise de Cayenne, Surinam cherry |
| Falcataria moluccana (syn. Paraserianthes moluccana, Albizia falcataria) | Légumineuses | Falcata, Molucca albizia |
| Flemingia strobilifera (syn. Moghania strobilifera) | Légumineuses | Queue de chrevette, Sainfoin du Bengale |
| Fucraea foetida | Agavacées | Aloes vert, Choca vert, Sisal, Mauritius hemp |
| Kalanchoe pinnata | Crassulacées | Air plant |
| Lantana camara | Verbénacées | Taratara Hamoa, lantana |
| Leucaena leucocephala | Légumineuses | Faux-acacia |
| Melinis minutiflora | Graminées | Mélinis |
| Merremia peltata | Convolvulacées | Pohue |
| Miconia calvescens | Mélastomatacées | Miconia |
| Mikania micrantha (syn. M scandens) | Composées | Mile-a-minute weed |
| Mimosa diplotricha (syn. Mimosa invisa) | Légumineuses | Sensitive géante, giant sensitive plant |
| Passiflora maliformis | Passifloracées | Barbadine |
| Passiflora rubra | Passifloracées | Red passion fruit |
| Passiflora suberosa | Passifloracées | Wild passion fruit |
| Pluchea carolinensis (syn. P symphytifolia) | Astéracées |  |
| Psidium cattleianum | Myrtacées | Tuava Tinito, goyavier de Chine |
| Rhodomyrtus tomentosa | Myrtacées | Myrte-grosseille, rose myrtle, Feijoa |
| Rubus rosifolius | Rosacées | Framboisier |
| Schefflera actinophylla (syn. Brassaia actinopphylla) | Araliacées | Arbre-pieuvre, arbre-ombrelle, Octopus tree |
| Schinus terebinthifolius | Anacardiacées | Faux-poivrier, poivrier du Brésil, Christmas berry |
| Sphagneticola trilobata | Astéracées | Wedelia |
| Spathodea campanulata | Bignoniacées | Tulipier du Gabon, pisse-pisse |
| Syzygnium cumini | Myrtacées | Faux-pistachier, jamelonguier |
| Syzygnium jambos | Myrtacées | Ahi’a Popa’a |
| Tecoma stans | Bignoniacées | Piti |
| Triplaris weigeltiana (syn. T. surinamensis) | Polygonacées |  |
| Waterhousea floribunda (syn. Syzygium floribundum) | Myrtacées | Weeping myrtle |

#### II- Espèces animales

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom scientifique** | **Famille** | **Nom commun** |
| Pycnonotus cafer | Pycnonotidae | Bulbul à ventre rouge |
| Acridoteres tristis | Sturnidae | Merle des Moluques |
| Circus approximans | Accipitridae | Busard de Gould |
| Bubo virginiatus |  | Grand duc de Virginie |
| Euglandina rosea | Spiraxidae | Escargot carnivore |
| Wasmannia auropunctata | Formicidae | Petite fourmi de feu, fourmi électrique |
| Rattus exulans | Muridae | Rat polynésien, iore, kiore |
| Rattus rattus | Muridae | Rat noir |
| Rattus norvegicus | Muridae | Rat surmulot |
| Mus musculus | Muridae | Souris commune, kiore iti |
| Trachemys scripta | Emydidae | Tortue de Floride |
| Rhinella marina | Bufonidae | Crapaud buffle |
| Platydemus manokwari |  | Platelminthe de Nouvelle-Guinée |

#### Section 2 - Conséquences relatives à l'inscription sur la liste des espèces menaçant la biodiversité

##### Sous-section 1 - Régime particulier applicable à la petite fourmi de feu

**Art. A. 2232-1-1. -** Régime particulier applicable à la petite fourmi de feu :

- Le transfert intentionnel et en connaissance de cause de tous matériaux divers infestés tels que les déchets verts, la terre et autres débris, les plantes, depuis les zones infestées, vers les zones indemnes, est strictement interdit ;

- Les engins lourds travaillant dans les zones infestées sont désinsectisés par l'application d'un produit de traitement adapté à la lutte contre les fourmis de feu, en fin de travaux et avant tout mouvement vers d'autres zones. Une facture attestant du service fait ou de l'achat du produit de traitement est produite à la demande de l'administration chargée du contrôle, par les responsables, utilisateurs et/ou propriétaires de ces engins ;

- Pour faciliter la lutte et le repérage des colonies, les propriétaires ou locataires des terrains infestés par la petite fourmi de feu, dès qu'ils en ont connaissance, en font la déclaration à la direction de l'environnement, en précisant, par tout moyen, la position de leur terre (numéro de parcelle, voie, etc.). Les propriétaires des terrains infestés prennent toutes mesures économiquement et écologiquement appropriées pour traiter leurs terrains ;

- Les propriétaires ou locataires des terrains infestés ou non, sont tenus de laisser le passage sur leur terre aux agents publics et à leurs équipes chargées de la lutte contre la petite fourmi de feu.

##### Sous-section 2 - Régime particulier applicable aux rongeurs

**Art. A. 2232-1-2. -** Régime particulier applicable aux rongeurs :

- Toutes mesures préventives, et notamment la dératisation et la pose de pièges, sont prises par les transporteurs et les personnes responsables des sites de débarquement des matériaux et marchandises à destination des îles, pour prévenir l'introduction de tout rongeur menaçant la biodiversité dans les îles, atolls, îlots et motu réputés indemnes de rongeurs ;

- Les sites d'embarquement, les aires de stockage et de dépôt des matériaux et marchandises à destination des îles font l'objet, par tous moyens appropriés et efficaces, de mesures régulières et continues d'élimination des rongeurs. Ces mesures sont mises en œuvre par les responsables ou gérants desdits sites, aires de stockage et de dépôt ;

- Le transport inter et intra-insulaire de matériaux et marchandises en stock pouvant abriter des rongeurs fait l'objet de dératisation. Les chargements sont dératisés au préalable ainsi que les moyens de transports terrestres, maritimes ou aériens ;

- Les sites de débarquement, les aires de stockage et dépôts de matériaux et marchandises dans les îles réputées indemnes d'au moins une espèce de rongeurs menaçant la biodiversité sont équipés de dispositifs appropriés et efficaces permettant l'élimination desdits rongeurs.

## Titre III - Dispositions pénales

*Le présent titre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

# Livre III - Gestion des ressources naturelles

## Titre Ier - La gestion des ressources en eau

### Chapitre 1er RÉservÉ

### Chapitre 2 RÉservÉ

### Chapitre 3 - Dispositions pénales

#### Section 1 - La protection des eaux de baignade, des aires de reproduction des animaux et des zones de pêche

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 – Dispositions applicables en cas de pollution par les rejets des navires

##### Sous-section 1- Responsabilité civile et obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

##### Sous-section 2 - Dispositions répressives relatives aux rejets polluants des navires

###### A - Incriminations et peines

*Le présent paragraphe ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

###### B - Procédures

*Le présent paragraphe ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre II - La préservation de la qualité de l'air

*Le présent titre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre III RÉservÉ

## Titre IV - Accès aux ressources génétiques, usage et partage des avantages issus de leur valorisation

*(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023)*

### Chapitre 1er - RÉservÉ

### Chapitre 2 - RÉservÉ

### Chapitre 3 - RÉservÉ

### Chapitre 4 - RÉservÉ

### Chapitre 5 - Partage des avantages découlant de l'usage autorisé des ressources génétiques

*(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023)*

#### Section 1 - Convention de partage des avantages

*(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023)*

**Art. A. 3451-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023)***.** La convention-type de partage des avantages telle que prévue par l’article LP. 3451-1 du présent code est annexée au présent article.

***Voir la***[***Convention-type de partage des avantages***](https://lexpol.cloud.pf/document_gisco.php?document=30302&idk=0b6b5d47e4b80ced85da986459790c9e&base=CONSOLIDATION)

#### Section 2 - Réservé

#### Section 3 - Contributions financières

*(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023)*

**Art. A. 3453-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023). -* Le montant des contributions financières prévues par l’article LP. 3453-1 du présent code est calculé sur la base du chiffre d’affaires mondial hors taxes réalisé grâce aux produits et aux procédés obtenus à partir des ressources concernées, et des autres revenus, quelle que soit leur forme, perçus grâce à ces mêmes produits ou procédés. Ce montant est fixé en fonction de la situation de l'utilisateur et du projet :

1° Lorsque le projet est mené par la Polynésie française, par l’un de ses établissements ou par une personne avec laquelle la Polynésie française a signé une convention de partenariat : 0,1 % ;

2° Lorsque le projet est mené par une personne physique domiciliée et exerçant en Polynésie française ou une personne dont le siège social est situé en Polynésie française : 1% ;

3° Dans tous les autres cas : 10 %.

**Art. A. 3453-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023). -* L'utilisateur communique son chiffre d'affaires annuel de l'exercice au cours duquel l'autorisation a conduit à une mise sur le marché ainsi que les prévisions pour les années suivants. Il assure cette information pendant toute la durée de la mise sur le marché afin de permettre le calcul de ses contributions financières.

# Livre IV - Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

**Art. A. 4000-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 338 CM du 19 mars 2024)***. -** Outre les définitions prévues par ailleurs dans le présent code, aux fins du présent code, on entend par :

- *Aluminium à usage unique* : produit fabriqué entièrement ou partiellement à partir d’aluminium et qui n'est pas conçu, créé ou mis sur le marché pour accomplir, pendant sa durée de vie, plusieurs trajets ou rotations en étant retourné à un producteur pour être rempli a nouveau, ou qui n'est pas conçu, créé ou mis sur le marché pour être réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu ;

- *Alvéole* : subdivision horizontale ou verticale du casier ;

- *Animal de compagnie* : sous réserve des dispositions de l'article LP. 2230-1 du présent code, tout animal domestique détenu ou destiné à être détenu par l'homme pour son agrément. Sont exclus les animaux de rente ;

- *Animal de rente* : sous réserve des dispositions de l'article LP. 2230-1 du présent code, tout animal domestique élevé traditionnellement pour sa chair et/ou pour ses produits ;

- *Assiettes jetables de cuisine pour la table* : les assiettes, y compris avec un film plastique, mentionnées a la partie B de l'annexe de la directive (UE) 2019/904 et par “autres assiettes” : les assiettes composées partiellement de plastique, y compris avec un film plastique ;

- *Biogaz* : gaz produit par la fermentation des déchets mis en C.E.T. ;

- *Bruit ambiant* : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l’ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées ;

- *Bruit particulier* : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l’on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu’il est l’objet d’une requête. Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle ;

- *Bruit résiduel* : bruit ambiant en l’absence du (des) bruit(s) particulier (s) objet(s) de la requête considérée ;

- *Casier* : subdivision de la zone à exploiter, délimitée par une digue périmétrique stable et étanche, hydrauliquement indépendante ;

- *Coefficient de perméabilité K* : caractérise la vitesse (en mètre par seconde) de pénétration de l'eau vers les horizons aquifères. Sa valeur s'exprime par 1.10-x m/s. Plus l'exposant « x » est élevé, plus la vitesse de transmission est faible ;

- *Contenants ou récipients alimentaires* :

1° Les récipients pour aliments destinés à la consommation sur place ou nomade, c'est-à-dire les récipients tels que les boîtes ou barquettes, avec ou sans moyen de fermeture, utilisés pour contenir des aliments qui sont destinés à être consommés immédiatement, soit sur place, soit à emporter, généralement consommés dans le récipient, et prêts à être consommés sans autre préparation, telle que le fait de les cuire, de les bouillir ou de les réchauffer et sous atmosphère non modifiée, à l'exception des récipients pour boissons, des assiettes et des sachets et emballages contenant des aliments sous atmosphère modifiée (CO2, N2) ou sous vide ;

2° Les récipients pour boissons, y compris leurs bouchons et couvercles.

- *Couvercles* : les couvercles à verre ou à gobelet ;

- *Couverts* : les fourchettes, couteaux, cuillères, baguettes ainsi que tout autre ustensile de table similaire servant à prélever, découper ou mélanger des aliments, hormis les ustensiles de dosage de produits non alimentaires ;

- *Crémation* : processus funéraire par lequel le corps d'un être humain ou d'un animal mort est brûlé et réduit en cendres. De cette technique résultent trois catégories de résidus : artefacts, cendres de crémation et résidus de fumées ;

- *Déchet biodégradable* : tout déchet pouvant faire l'objet d'une décomposition aérobie ou anaérobie, tels que les déchets alimentaires, les déchets de jardin, le papier et le carton ;

- *Déchets d'amiante lié* : déchets de matériaux contenant de l'amiante lié à un support inerte ou non, le matériau conservant son intégrité ;

- *Déchets issus des opérations de curage de rivière* : matériaux supplémentaires apportés lors des crues, des atterrissements localisés de sédiments, les embâcles qui entravent la circulation naturelle de l’eau, la végétation se développant dans le lit du cours d’eau ou sur les rives, qui sont à retirer afin de restaurer la fonctionnalité hydraulique du cours d’eau sans en modifier sensiblement sa forme ;

- *Emergence* : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel ;

- *Extension* : augmentation de la capacité de stockage autorisée par augmentation de la hauteur de stockage des déchets à exploiter ou par augmentation de la superficie de la zone à exploiter ;

- *Film alimentaire en plastique étirable* : Pellicule fine en Polychlorure de vinyle (PVC), Polyamide (PA), en polypropylène (PP), Polyéthylène (PE) ou autres matières plastiques, servant à recouvrir les aliments et utilisée pour la protection des produits alimentaires ;

- *Géomembrane* : produit adapté au génie civil, mince, souple, étanche au liquide même sous les sollicitations en service tels que défini par la norme NF P 84-500 ;

- *Grand Récipient en Vrac (GRV)* : emballage transportable souple ou rigide utilisé pour les expéditions en vrac des produits non liquide ;

- *Grand récipient en Vrac Souple (GRVS)* : conteneur pour semi-vrac dont le corps est constitué de matériaux souples tels que toile tissée, film plastique ou papier, conçu pour être en contact du contenu soit directement, soit par l'intermédiaire d'une doublure interne, et pliable quand il est vide (anglicisme de Big Bag) ;

- *Incinération* : méthode de traitement thermique des déchets qui consiste en une combustion et un traitement des fumées. De cette technique résultent trois catégories de résidus : mâchefers, cendres et résidus d'épuration des fumées ;

- *Installation de stockage mono-déchets* : une installation recevant exclusivement des déchets de même nature, issus d'une même activité et présentant un même comportement environnemental ;

- *Lixiviat* : liquide filtrant des déchets enfouis et s'écoulant d'un casier ou contenu dans celui-ci ;

- *Pailles* : les pailles qui sont mentionnées a la partie B de l'annexe de la directive (UE) 2019-904, hormis celles qui relèvent de la directive 90-385/CEE ou de la directive 93-42/CEE ou du règlement UE 2017-745 ;

- *Période d'exploitation* : période couvrant les actions d'admission et de stockage des déchets ;

- *Période de suivi* : période pendant laquelle aucun apport de déchets ne peut être réalisé et pendant laquelle il est constaté une production significative de biogaz ou de lixiviat ;

- *Zone d'exploitation* : zone qui reçoit les déchets admis. La zone à exploiter est divisée en casiers, eux-mêmes éventuellement subdivisés en alvéoles.

**Art. A. 4000-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2493 CM du 28 décembre 2023). -* Les déchets dangereux définis à l'article LP. 4000-1 du présent code sont ceux présentant une ou plusieurs des propriétés de danger suivantes :

1° "*Explosif*" : substances et préparations pouvant exploser sous l'effet de la flamme ou qui sont plus sensibles aux chocs ou aux frottements que le dinitrobenzène ;

2° "*Comburant*" : substances et préparations qui, au contact d'autres substances, notamment de substances inflammables, présentent une réaction fortement exothermique ;

3° "*Facilement inflammable*" :

- substances et préparations à l'état liquide (y compris les liquides extrêmement inflammables) dont le point d'éclair est inférieur à 21 °C, ou ;

- substances et préparations pouvant s'échauffer au point de s'enflammer à l'air à température ambiante sans apport d'énergie, ou ;

- substances et préparations à l'état solide qui peuvent s'enflammer facilement par une brève action d'une source d'inflammation et qui continuent à brider ou à se consumer après l'éloignement de la source d'inflammation, ou ;

- substances et préparations à l'état gazeux qui sont inflammables à l'air à une pression normale, ou ;

- substances et préparations qui, au contact de l'eau ou de l'air humide, produisent des gaz facilement inflammables en quantités dangereuses ;

4° "*Inflammable*" : substances et préparations liquides dont le point d'éclair est égal ou supérieur à 21 °C et inférieur ou égal à 55 °C ;

5° "*Irritant*" : substances et préparations non corrosives qui, par contact immédiat, prolongé ou répété avec la peau ou les muqueuses, peuvent provoquer une réaction inflammatoire ;

6° "*Nocif*" : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques de gravité limitée ;

7° "*Toxique*" : substances et préparations (y compris les substances et préparations très toxiques) qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques graves, aigus ou chroniques, voire la mort ;

8° "*Cancérogène*" : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire le cancer ou en augmenter la fréquence ;

9° "*Corrosif*" : substances et préparations qui, en contact avec des tissus vivants, peuvent exercer une action destructrice sur ces derniers ;

10° "*Infectieux*" : substances et préparations contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants ;

11° "*Toxique pour la reproduction*" : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des malformations congénitales non héréditaires ou en augmenter la fréquence ;

12° "*Mutagène*" : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence ;

13° Déchets qui, au contact de l'eau, de l'air ou d'un acide, dégagent un gaz toxique ou très toxique ;

14° "*Sensibilisant*" : substances et préparations qui, par inhalation ou pénétration cutanée, peuvent donner lieu à une réaction d'hypersensibilisation telle qu'une nouvelle exposition à la substance ou à la préparation produit des effets néfastes caractéristiques ;

15° "*Ecotoxique*" : déchets qui présentent ou peuvent présenter des risques immédiats ou différés pour une ou plusieurs composantes de l'environnement ;

16° Déchets susceptibles, après élimination, de donner naissance, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus.

## Titre I - Les installations classÉes

### Chapitre 1er - Nomenclatures des installations classÉes

**Art. A. 4110-2-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1920 CM du 28 octobre 2024)***.** La nomenclature et la division en deux classes des installations classées, prévues à l'article LP. 4110-2 du présent code, sont fixées conformément au tableau annexé ci-dessous.

[***Voir la nomenclature des installations classées***](https://lexpol.cloud.pf/document_gisco.php?document=33025&idk=873659d845b500ab2bbdcad6c7d9a52f&base=CONSOLIDATION)

**Art. A. 4110-2-2**

La nomenclature annexée à l'article A. 4110-2-1 du présent code définit, pour certaines rubriques, une distance d'isolement par rapport à des tiers, des propriétés voisines ou d'autres activités. En cas de distance inférieure, des dispositions spéciales seront, soit déterminées par le dossier technique, soit imposées.

### Chapitre 2 - Dispositions particulières applicables aux installations de première et de deuxième classe

#### Section 1 - Pour les installations de la première classe

**Art. A. 4121-6-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2001 CM du 12 septembre 2019). -* Les conditions et modalités de stockage de terres polluées en vue d'un traitement par bio tertres sont définies par les dispositions ci-après.

Afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article LP. 4110-1 du code de l'environnement :

- Les terres polluées ne doivent pas être mises en stockage sur site plus de 3 ans ;

- Le volume des terres polluées par des hydrocarbures traitées en bio tertres est limité à 15 000 mètres cubes ;

- Le volume des terres polluées par des hydrocarbures et des métaux lourds traitées en bio tertres est limité à 10 000 mètres cubes.

La durée de stockage temporaire de 3 ans peut être prolongée au titre de l’arrêté d’autorisation individuel, sur des motifs justifiés comme notamment l’amélioration de l’efficacité du traitement, l’accomplissement des formalités de rapportage et de contrôle de fin d’exploitation ou encore la logistique de transfert des terres vers leur destination finale, sans toutefois excéder 2 années supplémentaires.

La demande de prolongation est adressée à la direction de l’environnement par le pétitionnaire, au moins deux mois avant la date de caducité de l’arrêté d’autorisation individuel.

**Art. A. 4121-6-2. -** Les terres polluées sont stockées dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) et plus particulièrement :

- Les dépôts doivent être tenus en état constant de propreté et aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage ;

- Les aires affectées au stockage des terres polluées doivent être pourvues d'un sol étanche aux produits entreposés et aménagées de façon à pouvoir collecter la totalité des liquides répandus. Plus précisément, les liquides en provenance des bio tertres sont récupérés en un point bas du bio tertre (pente de 1 % permettant cette récupération) et stockés dans un réceptacle étanche avant leur évacuation ou leur réinjection dans les bio tertres ;

- Les aires affectées au stockage des terres polluées doivent être placées à l'abri des intempéries afin de prévenir l'entraînement de polluants par l'intermédiaire des eaux pluviales ou de ruissellement ;

- Les dépôts ne doivent pas être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant notamment à l'émission d'odeurs gênantes, de gaz toxiques ou à la formation de produits explosifs ;

- Le gaz de ventilation du bio tertre doit faire l'objet d'un suivi qualitatif (teneur en hydrocarbures) ;

- Le débit de gaz rejeté doit être inférieur à 300 m3/h.

**Art. A. 4121-6-3. -** Toutes mesures jugées indispensables à la protection des intérêts mentionnés à l'article LP. 4110-1 du code de l'environnement, notamment les moyens d'analyses et de mesures nécessaires au contrôle de l'installation et à la surveillance de ses effets sur l'environnement, ainsi que les modalités de remise en état et de désaffectation des aires affectées au stockage des terres polluées, sont fixées par l'arrêté d'autorisation individuel.

**Art. A. 4121-6-4** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* L'autorisation de stockage des terres polluées en bio tertres est délivrée par le président de la Polynésie française conformément à l'article LP. 4121-1 du code de l'environnement, après enquête publique avec commissaire enquêteur.

**Art. A. 4121-6-5. -** L'autorisation de stockage peut être retirée dès lors que les dangers et inconvénients constatés par un inspecteur des installations classées sont nouveaux ou trop importants même sur une durée limitée et que la protection des intérêts mentionnés à l'article LP. 4110-1 du code de l'environnement n'est plus garantie.

##### Sous-section 1 - Dossier de demande d'autorisation

**Art. A. 4121-1-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023). -* Le dossier de demande doit être remis en un exemplaire papier et un exemplaire numérique (sur CD, clé usb ou tout autre support) et mentionne :

Le dossier de demande mentionne :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;

2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;

3° La nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;

4° Les procédés de fabrication que le demandeur mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation. Le cas échéant, le demandeur pourra adresser en exemplaire unique et sous pli séparé les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation des secrets de fabrication.

Lorsque l'implantation d'une installation nécessite l'obtention d'un permis de construire, la demande en sera faite dans le même temps.

**Art. A. 4121-1-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* A chaque exemplaire de la demande d'autorisation doivent être jointes les pièces suivantes :

1° Une carte au 1/20.000e ou, à défaut, au 1/50.000e, sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée ; à défaut de cartes existantes à l'une de ces échelles, toute carte à une autre échelle ou tout document permettant de localiser l'installation sera jointe à ce plan une note de renseignements d'aménagement datant de moins de six mois concernant le terrain, indiquant si l'installation est compatible avec la zone ;

2° Un plan, ou à défaut, tout document précisant les abords de l'installation jusqu'à une distance qui sera au moins égale à 100 mètres, ou plus si le directeur de l'environnement le juge utile. Sur ce document, seront indiqués tous bâtiments avec leur affectation, les voies publiques, les points d'eau et cours d'eau ;

3° Un plan d'ensemble à l'échelle du 1/200e indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des égouts existants, les emplacements des transformateurs et lignes électriques existants. Une échelle plus réduite peut être admise par l'administration dans la mesure où tous les renseignements nécessaires figurent ;

4° Une étude exposant, en fonctionnement normal d'installation (phase de chantier) et d'exploitation, les dangers et inconvénients engendrés par l'installation classée sur les intérêts et activités visés à l'article LP. 4110-1 du code de l'environnement. Cette étude comprendra notamment :

- Une analyse du site et de son environnement immédiat portant notamment sur les intérêts et activités visés à l'article LP. 4110-1 du code de l'environnement ;

- Une analyse en fonctionnement normal d'installation (phase chantier) et d'exploitation des effets directs et indirects, temporaires et permanents que peut avoir l'installation classée sur les intérêts et activités visés à l'article LP. 4110-1 du code de l'environnement ;

- Une justification économique et technique des choix du projet ;

- Une description des mesures envisagées pour supprimer, limiter et si possible compenser les inconvénients de l'installation. Les effets attendus de ces mesures, en termes d'amélioration environnementale, devront être présentés. Dans ce cadre une proposition visant à définir les mesures d'auto-surveillance en cours d'exploitation est à produire. Les coûts pour la société en matière d'investissement et d'autocontrôle sont également à estimer ;

- Les conditions de la remise en état du site après exploitation ;

- Un résumé non technique pour faciliter la prise de connaissance par le public dans le cadre de l'enquête publique avec commissaire enquêteur définie à l'article A. 4121-1-4 et suivants du code de l'environnement.

Les mesures envisagées par le demandeur pour supprimer, limiter ou compenser les inconvénients de l'installation feront l'objet de descriptifs précisant les dispositions d'aménagement et d'exploitation prévues, leurs caractéristiques détaillées ainsi que les performances attendues.

5° Une étude des dangers contenants les éléments suivants :

- Une description de l'installation et de son environnement immédiat ;

- La description détaillée de l'installation : inventaire des produits dangereux utilisés, manipulés, produits et stockés, et description des réactions ou activités mises en œuvre ;

- La présentation du système de gestion de la sécurité du site ;

- Le recensement et l'identification des accidents et incidents survenus et potentiels pour le type d'activité faisant l'objet de la demande ;

- L'identification et la caractérisation de potentiels de danger interne et externes à l'installation ;

- Une analyse des risques et mesures de prévention dûment justifiées avec descriptifs précis et notes de calcul correspondantes ;

- Le détail des mesures prises pour réduire la probabilité et les effets des accidents potentiels (moyens privés, inter-entreprises, publics) ;

- Un résumé non technique pour faciliter la prise de connaissance par le public dans le cadre de l'enquête publique avec commissaire enquêteur définie à l'article A. 4121-1-4 et suivants du code de l'environnement ;

6° Une notice relative à la conformité de l'installation projetée avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel ;

7° Un extrait du cadastre rénové ou, lorsque le projet d'installation n'est pas situé dans une zone soumise à conservation cadastrale, un titre de propriété ou tout document prouvant le droit d'utilisation du sol par le demandeur, assorti des autorisations d'occupation du domaine public éventuellement nécessaires, ou à défaut d'une attestation de dépôt de la demande d'autorisation d'occupation du domaine public auprès du service compétent ;

8° Soit une attestation de dépôt de la demande de permis de travaux immobiliers lorsque l'obtention de celui-ci est nécessaire, délivrée par le maire, soit une copie du permis de travaux immobiliers ou du certificat de conformité lorsque l'installation est prévue dans un aménagement ou une construction en cours ou existant ;

9° Le document attestant, en cas de présence d'un/des poteau(x) d'incendie normalisé(s) à moins de 150 mètres de l'installation, sa/leur conformité à la norme applicable. A défaut, l'étude des dangers prévue au 5° du présent article doit être adaptée en conséquence ;

10° Le cas échéant, l'autorisation d'abattage d'arbres ;

11° Le cas échéant, le N° T.A.H.I.T.I de l'exploitant ;

12° Une estimation du montant global du projet, à titre indicatif. Cette information peut être exclue, à la demande expresse du pétitionnaire, des pièces communiquées dans le cadre des éventuelles procédures d'information et de participation du public.

Les études et documents prévus au présent article porteront sur l'ensemble des installations ou d'équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients.

**Art. A. 4121-1-3. -** Si le directeur de l'environnement constate que l'installation projetée n'est pas concernée par l'application de la réglementation sur les installations classées ou lorsqu'il estime que la demande ou les pièces jointes sont irrégulières ou incomplètes, il en avise l'intéressé dans un délai maximum de deux mois. Si l'installation est incompatible avec la zone, telle que définie par le présent code, dans laquelle elle est située, ou en matière d'aménagement et d'urbanisme (plan de prévention des risques, plan général d'aménagement...), avec la note de renseignements d'aménagement délivrée par le service de l'urbanisme, tel que prévue à l'article A. 4121-1-2, 1° du code de l'environnement, le dossier est rejeté en l'état et renvoyé par courrier motivé au demandeur.

##### Sous-section 2 - Enquête publique avec commissaire enquêteur

*(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023)*

**Art. A.4121-1-4** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023)***. -** Sous réserve des dispositions prévues aux articles suivants, l’enquête publique avec commissaire enquêteur est celle prévue à l’article A. 1422-9-1 et suivants du présent code.

**Art. A. 4121-1-5** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* Le commissaire enquêteur doit visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après information préalable des propriétaires et occupants. Lorsque ceux-ci n'ont pas pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur en fait mention dans son rapport.

S'il entend faire compléter le dossier par un document existant, le commissaire enquêteur en avise le demandeur. Le document ainsi obtenu, ou la réponse motivée en cas de refus du demandeur est versé au dossier tenu au siège de l'enquête et communiquée à l’autorité compétente.

Par décision motivée, lorsqu'il estime que la nature de l'opération ou les conditions du déroulement de l'enquête l'exigent, le commissaire enquêteur peut organiser une réunion d'information et d'échange avec le public en présence du demandeur. Il en avise préalablement le demandeur et le directeur de l'environnement en leur indiquant les modalités qu'il propose pour la tenue de cette réunion. Une copie du rapport établi à l'issue de la réunion publique par le commissaire- enquêteur est adressée au demandeur dans les trois jours ; le demandeur dispose alors d'un délai de douze jours pour produire ses observations s'il le juge utile.

**Art. A. 4121-1-6. -** Après clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rédige un rapport d'enquête précisant ses conclusions motivées.

La direction de l'environnement centralise les observations recueillies (avis du public, des services, du commissaire enquêteur), et les transmet à l'exploitant, en l'invitant à produire, dans les meilleurs délais, un mémoire en réponse.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du mémoire en réponse du demandeur et des conclusions motivées du commissaire enquêteur à la direction de l'environnement après examen de ces documents en commission des installations classées.

**Art. A. 4121-1-7** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). Article supprimé*

**Art. A. 4121-1-8** *(Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023). -* Dès l'ouverture de l'enquête, le directeur de l'environnement est tenu de communiquer, pour avis, un exemplaire de la demande d'autorisation aux services concernés par le dossier. Le demandeur peut être sollicité pour fournir des dossiers supplémentaires, au format défini par le directeur de l'environnement.

Les services consultés doivent se prononcer dans un délai de 30 jours, faute de quoi il sera considéré que le service n’a rendu aucun avis.

**Art. A. 4121-1-9** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023). -* Au vu du dossier de l'enquête et des avis prévus par les articles précédents et sous réserve des dispositions de l'article A. 1422-9-5, l'inspection des installations classées établit un rapport sur la demande d'autorisation et sur les résultats de l'enquête ; ce rapport est présenté à la commission des installations classées saisie par le directeur de l'environnement.

L'inspection des installations classées soumet également à la commission ses propositions concernant soit le refus de la demande, soit les prescriptions envisagées.

Le demandeur a la faculté de se faire entendre par la commission ou de désigner à cet effet un mandataire. Il doit être informé par la direction de l'environnement au moins huit jours à l'avance de la date et du lieu de la réunion de la commission.

**Art. A. 4121-1-10** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 17 septembre 2021)**Article supprimé*

**Art. A. 4121-1-11** *(Rédaction issue de Arrêté n° 135 CM du 10 février 2020). -* Si plusieurs installations classées doivent être exploitées par le même exploitant sur le même site, une seule demande d'autorisation doit être présentée pour l'ensemble de ces installations. Il est procédé à une seule enquête et un seul arrêté doit statuer sur l'ensemble et fixer les prescriptions prévues à l'article LP. 4110-3. Il est procédé à une seule enquête et un seul arrêté peut statuer sur l’ensemble et fixer les prescriptions prévues aux articles LP. 4110-3 et LP. 4121-2.

**Art. A. 4121-1-12** *(Rédaction issue de Arrêté n° 135 CM du 10 février 2020). -* Les arrêtés complémentaires préparés en application de l'article LP. 4121-4 du présent code, sont pris après avis de la commission des installations classées.

L’exploitant peut se faire entendre et présenter ses observations dans les conditions prévues à l’article A. 4121-1-9, troisième alinéa.

**Art. A. 4121-1-13. -** En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est déposée à la mairie et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire dans un délai de quinze jours suivant la date de la fin de l'affichage.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;

3° Un avis est également diffusé par les soins de la direction de l'environnement et aux frais du demandeur, par voie radiophonique ou par tout autre procédé, si le directeur de l'environnement le juge utile, en raison de la nature et de l'importance de l'installation.

A la demande de l'exploitant, certaines dispositions de l'arrêté peuvent être exclues de la publicité prévue par le présent article lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.

**Art. A. 4121-1-14. -** Dans le cas où l'installation n'est appelée à fonctionner que pendant une durée de mois d'un an, l'arrêté d'autorisation prévu par l'article LP. 4121-7 du présent code fixe les prescriptions prévues par son article LP. 4121-2. Il est soumis aux modalités de publication fixées à l'article A. 4121-1-13 ci-dessus.

**Art. A. 4121-1-15. -** Pour les installations existantes faisant l'objet des dispositions de l'article LP. 4121-4 du présent code, l'exploitant doit fournir au directeur de l'environnement les indications suivantes :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile ; s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ;

2° Un plan de situation de l'installation ;

3° La nature et le volume des activités exercées ;

4° Les procédés de fabrication que le demandeur met en œuvre, les matières qu'il utilise, les produits qu'il fabrique, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation. Le cas échéant, le demandeur pourra adresser en exemplaire unique et sous pli séparé les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.

Le cas échéant, le directeur de l'environnement peut exiger la production des pièces mentionnées à l'article A. 4121-1-2.

**Art. A. 4121-1-16** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023) Article supprimé*

**Art. A. 4121-1-17** *(Rédaction issue de Arrêté n° 614 CM du 11 avril 2023) Article supprimé*

#### Section 2 - Pour les installations de la deuxième classe

##### Sous-section 1 - Dossier de demande d'autorisation

**Art. A. 4122-1-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023). -* Le dossier de demande doit être remis en un exemplaire papier et un exemplaire numérique (sur CD, clé usb ou tout autre support). Le demandeur peut être sollicité pour fournir des dossiers supplémentaires, au format défini par le directeur de l'environnement, et chaque exemplaire doit inclure les documents suivants :

Le dossier de demande remis en deux exemplaires comprendra les documents suivants :

1° La demande d'autorisation mentionnant :

a) S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, ainsi que la qualité du signataire ;

b) Le lieu et la localité d'implantation de l'installation ;

c) La nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.

2° Un plan de situation précisant les abords de l'installation jusqu' à une distance de 100 mètres.

Un plan de masse au 1/500ème, accompagné de légendes et au besoin de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et égouts. L'échelle peut, avec l'accord du directeur de l'environnement, être réduite au 1/1.000ème.

3° Une note précisant le mode et les conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toute nature ainsi que l'élimination des déchets et résidus d'exploitation.

Cette note indique également les dispositions prévues en cas de sinistre. Les mesures de prévention sont dûment justifiées.

4° Une note concernant les procédés de fabrication que le demandeur met en œuvre, les matières qu'il utilise, les produits qu'il fabrique, l'effectif des salariés qu'il envisage d'affecter à ces opérations, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation.

Le cas échéant, le demandeur pourra adresser en exemplaire unique et sous pli séparé les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.

5° Un extrait du cadastre rénové ou, lorsque le projet d'installation n'est pas situé dans une zone soumise à conservation cadastrale, un titre de propriété ou tout document prouvant le droit d'utilisation du sol par le demandeur, assorti des autorisations d'occupation du domaine public éventuellement nécessaires, ou à défaut d'une attestation de dépôt de la demande d'autorisation d'occupation du domaine public auprès du service compétent.

6° Une note de renseignements d'aménagement datant de moins de 6 mois concernant le terrain, indiquant si l'installation est compatible avec la zone.

7° Soit une attestation de dépôt de la demande de permis de travaux immobiliers lorsque l'obtention de celui-ci est nécessaire, délivrée par le maire, soit une copie du permis de travaux immobiliers ou du certificat de conformité lorsque l'installation est prévue dans un aménagement ou une construction en cours ou existant.

8° L'avis du maire de la commune concernée.

9° Le document attestant, en cas de présence d'un/des poteau(x) d'incendie normalisé(s) à moins de 150 mètres de l'installation, sa/leur conformité à la norme applicable.

10° Le cas échéant, l'autorisation d'abattage d'arbres.

11° Le cas échéant, le N° T.A.H.I.T.I de l'exploitant.

12° Une estimation du montant global de projet à titre indicatif.

**Art. A. 4122-1-2. -** Si le directeur de l'environnement constate que l'installation projetée ne relève pas de la réglementation sur les installations classées ou, lorsque la demande ou les pièces jointes sont irrégulières ou incomplètes, il en avise l'intéressé dans un délai maximum d'un mois suivant la date du dépôt du dossier. Passé ce délai, le dossier est réputé complet. Si l'installation est incompatible avec la zone telle que définie par le présent code, dans laquelle elle est situé, ou en matière d'aménagement et d'urbanisme (plan de prévention des risques, plan général d'aménagement...), avec la note de renseignements d'aménagement délivrée par le service de l'urbanisme, telle que prévue à l'article A. 4122-1-1, 6° du code de l'environnement, le dossier est rejeté en l'état et renvoyé par courrier motivé au demandeur.

**Art. A. 4122-1-3** *(Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023). -* Lorsque le dossier est complet, le directeur de l'environnement l'enregistre sur le registre ad hoc, en avise le demandeur et propose l'arrêté d'autorisation à la signature du président de la Polynésie française.

L'autorisation ou le refus d'autorisation, pour les installations de la 2ème classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, relevant des prescriptions générales prévues par les arrêtés-types, est délivrée à l'intéressé par arrêté du Président de la Polynésie française, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'enregistrement du dossier au registre ad hoc de la direction de l'environnement.

Si, pour une installation donnée, les intérêts mentionnés a l'article LP. 4110-1 ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions générales prévues dans l'arrêté type, toutes prescriptions spéciales nécessaires peuvent être imposées par arrêté, après avis des différents services concernés par le dossier et après avis de la commission des installations classées.

Dans le cas où les prescriptions générales n’auraient pas été édictées pour certaines catégories d’installations, les intérêts visés a l'article LP. 4110-1 sont protégés par des mesures particulières prises par arrêté individuel, après avis des différents services concernés par le dossier et après avis de la commission des installations classées.

Des dossiers supplémentaires, au format défini par le directeur de l’environnement, peuvent être réclamés au demandeur afin de réaliser la saisine des services. La direction de l'environnement centralise les observations des services et les transmet a l'exploitant, en l'invitant à produire, dans les meilleurs délais, un mémoire en réponse.

L'arrêté d'autorisation est publié au Journal officiel de la Polynésie française.

**Art. A. 4122-1-4. -** Le maire de la commune où l'installation doit être exploitée reçoit une copie de l'arrêté qu'il affichera pendant une durée minimum d'un mois à la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. Il est envoyé dans un délai de quinze jours à la direction de l'environnement suivant la date de la fin du délai d'affichage.

Publicité de l'arrêté est également faite, par les soins de la direction de l'environnement et aux frais du demandeur, par voie radiophonique et par tout autre procédé, si le délégué à l'environnement le juge utile, en raison de la nature et de l'importance des risques et inconvénients que le projet est susceptible de présenter.

A la demande de l'exploitant, certaines dispositions peuvent être exclues de la publicité lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.

L'extrait de l'arrêté d'autorisation individuel ainsi que ses éventuels compléments sont affichés en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Art. A. 4122-1-5. -** Pour les installations existantes faisant l'objet des dispositions de l'article LP. 4121-4 du présent code, l'exploitation doit fournir au directeur de l'environnement les indications suivantes :

1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ;

2° Un plan de situation de l'installation ;

3° La nature et le volume des activités exercées ;

4° Les procédés de fabrication que le demandeur met en œuvre, les matières qu'il utilise, les produits qu'il fabrique, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation.

Eventuellement, le demandeur pourra adresser en exemplaire unique et sous pli séparé les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.

Le cas échéant, le directeur de l'environnement peut exiger la production des autres documents et renseignements mentionnés à l'article A. 4122-1-1 ci-dessus.

##### Sous-section 2- Prescription par type d'installation

**Art. A. 4122-1-6** *(Rédaction issue de Arrêté n° 1476 CM du 31 août 2023). -* En application des dispositions de l’article LP. 4110-3 du présent code, sont fixées conformément aux arrêtés-types ci-annexés les prescriptions générales à imposer aux installations de la 2e classe suivantes, le numéro de référence renvoyant au numéro correspondant de la nomenclature des installations classées déterminée conformément aux dispositions de l’article LP. 4110-2 et annexée à la suite de l’article A. 4110-2-1 ;

- **0000 : Arrêté type** applicable à toutes les nouvelles installations classées de 2e classe ;

- **1412 : Arrêté-type** applicable au stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l’exception de ceux visés explicitement par d’autres rubriques de la nomenclature ;

- **1414 : Arrêté-type** applicable aux installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés ;

- **2515 : Arrêté-type** applicable au broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes ;

- **2710 : Arrêté-type** applicable aux déchetteries aménagées en plein air pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public ;

- **2930 : Arrêté-type** applicable aux ateliers de réparation et d’entretien de véhicules et engins à moteur terrestres, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.

Les dispositions annexées au présent article sont applicables, à la date de leur publication au Journal officiel de la Polynésie française, aux installations autorisées postérieurement. Les installations classées déjà autorisées avant cette date restent assujetties aux prescriptions de leur autorisation spécifique, sauf en cas de modification de l’autorisation.

Les dispositions annexées au présent article s’appliquent sans préjudice des autres réglementations applicables.

Lorsqu’un même site relève de plusieurs rubriques de classification en vertu de la nomenclature annexée à l’article A. 4110-2-1 du présent code, impliquant différentes dispositions constructives en vertu des arrêtés types annexés à l’article A. 4122-1-6, et indépendamment des éventuelles incompatibilités déterminées par le dossier d’exploitation, les dispositions les plus restrictives l’emportent.

Si la protection des intérêts mentionnés à l’article LP. 4110-1 du code de l’environnement n’est pas garantie par l’exécution des prescriptions générales prévues par les arrêtés types annexés au présent article, le Président de la Polynésie française peut imposer, par arrêté, toutes prescriptions spéciales nécessaires, dans les conditions prévues à l’article LP. 4122-3.

#### Section 3 - Dispositions applicables à toutes les installations classées

**Art. A. 4123-1-1. -** En application de l'article LP. 4123-1, il peut être accordé une prorogation de deux années supplémentaires du délai de mise en service des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les dispositions des articles A. 4123-1-1 à A. 4123-1-6 du présent code ne concernent que les exploitations qui n'ont pas démarré leur activité.

Ce délai supplémentaire court à compter du lendemain de la date d'échéance du délai de mise en service initial.

**Art. A. 4123-1-2. -** La demande de prorogation est adressée à la direction de l'environnement qui en assure l'instruction, par lettre recommandée avec accusé de réception, par le pétitionnaire, au moins deux mois avant la date d'échéance du délai de mise en service initial.

**Art. A. 4123-1-3. -** La demande de prorogation du délai de mise en service contient :

- S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénom et domicile ;

- S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, le n° TAHITI ainsi que la qualité du signataire de la demande ;

- L'arrêté d'autorisation initial et, s'il y a lieu, ses modifications ultérieures, faisant l'objet de la demande de prorogation ;

- Les justifications de la demande de prorogation.

**Art. A. 4123-1-4. -** La prorogation du délai de mise en service d'une installation classée pour la protection de l'environnement est accordée d'office, sans présentation en commission des installations classées, aux projets n'ayant pas subi de modification.

Pour les projets ayant subi des modifications, la demande de prorogation du délai de mise en service d'une installation classée pour la protection de l'environnement est soumise à la commission des installations classées.

La prorogation du délai de mise en service d'une installation classée pour la protection de l'environnement peut être assortie de prescriptions complémentaires, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article LP. 4110-1.

Le refus de prorogation fait l'objet d'une lettre de refus motivée, adressée au pétitionnaire.

**Art. A. 4123-1-5. -** Outre les poursuites pénales qui peuvent être exercées, toute fausse déclaration constatée par un inspecteur des installations classées entraîne immédiatement le refus de la prorogation du délai de mise en service de l'installation classée.

**Art. A. 4123-1-6. -** Les présentes dispositions s'appliquent aux demandes de prorogation du délai de mise en service d'une installation classée déposée auprès de la direction de l'environnement à compter du 13 février 2015.

### Chapitre 3 - Autres dispositions relatives aux installations classÉes

#### Section 1 - Inspection des installations classées

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Dispositions financières

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 3 - Sanctions

##### Sous-section 1 - Sanctions pénales

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

##### Sous-section 2 - Sanctions administratives

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 4 - Dispositions diverses

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre II - Dispositifs spécifiques aux déchets

### Chapitre 1 - Prévention et gestion des déchets

#### Section 1 - Dispositions générales

##### Sous-section 1 - Principes fondamentaux et définitions

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

##### Sous-section 2 - Sortie du statut de déchet

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

##### Sous-section 3 - Obligation de gestion des déchets

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Planification

##### Sous-section 1 - Schéma territorial de prévention et de gestion des déchets

**Art. A. 4212-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 3 CM du 3 janvier 2024). -* Le projet de schéma territorial de prévention et de gestion des déchets est préparé par le ministre en charge de l’environnement en concertation avec les ministres, organismes publics et collectivités territoriales intéressés.

**Art. A. 4212-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 3 CM du 3 janvier 2024). -* Le projet de schéma territorial de prévention et de gestion des déchets est mis à la disposition du public par voie électronique pendant trente jours. Il est le cas échéant modifié pour tenir compte des observations formulées.

**Art. A. 4212-3** *(Rédaction issue de Arrêté n° 3 CM du 3 janvier 2024). -* Le schéma territorial de prévention et de gestion des déchets fait l'objet d'une évaluation tous les trois ans par le service administratif en charge de l’environnement. Il est révisé, si nécessaire, selon une procédure qui est identique à celle de son adoption.

##### Sous-section 2 - Plan municipal de gestion des déchets

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 3 - Responsabilité élargie du producteur

*La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 4 - Dispositions spécifiques applicables aux produits utilisant du plastique

*(Rédaction issue de Arrêté n° 2332 CM du 22 octobre 2021)*

**Art. A. 4214-4-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2332 CM du 22 octobre 2021). -* Par exception à l’interdiction prévue par l’article LP. 4214-4 du code de l’environnement, la mise à disposition, à titre gratuit ou onéreux, dans les espaces de vente, des sacs isothermes destinés au transport des marchandises surgelées reste autorisée pour des raisons d’hygiène et de respect de la chaîne du froid et ce, jusqu’à la mise sur le marché d’alternatives appropriées.

### Chapitre 2 - Conditions générales de traitement des déchets ultimes

#### Section 1 - Interdiction de brûlage

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Obligations de stockage

La *présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 3 - Zones de stockage

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

### Chapitre 3 - Conditions techniques d'aménagement et d'exploitation des C.E.T. de déchets de catégorie 1

#### Section 1 - Définitions et dispositions générales

**Art. A. 4231-1. -** Pour l’application pour présent chapitre, les définitions retenues sont celles qui figurent aux articles LP. 4000-1 et A. 4000-1 du présent code.

**Art. A. 4231-2. -** Tout producteur ou détenteur de déchets à risque est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions du présent titre, dans des conditions propres à éviter tout effet nocif sur l'environnement et la santé.

Ces déchets sont éliminés dans une installation autorisée adéquate. Les déchets pour lesquels il n'existe pas de filière d'élimination sur le territoire de la Polynésie française sont exportés vers un pays disposant de la technologie nécessaire, et conformément à la réglementation en vigueur.

**Art. A. 4231-3. -** Les déchets admissibles en C.E.T. de catégorie 1 appartiennent à la catégorie des « déchets à risque », tels que définis par l’article LP. 4000-1 du présent code, à l’exclusion de tout autre déchet.

Une liste non exhaustive indiquant les principaux types de déchets à risque est présentée à l'annexe 1 du présent chapitre.

Les déchets admissibles en C.E.T. de catégorie 1 sont essentiellement solides, minéraux, avec un potentiel polluant constitué de métaux lourds peu mobilisables. Ils sont très peu réactifs, très peu évolutifs, très peu solubles.

La liste des déchets admissibles en C.E.T. de catégorie 1 est présentée à l'annexe 2 du présent chapitre.

**Art. A. 4231-4** *(Rédaction issue de Arrêté n° 899 CM du 4 mai 2018). -* Sont interdits en C.E.T. de catégorie 1 :

- les déchets pouvant être stockés en C.E.T. de catégorie 2 ou 3 ;

- les déchets présentant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

- explosif, inflammable, radioactif, non pelletable, pulvérulent non préalablement conditionné en vue de prévenir une dispersion, fermentescible ;

-  les déchets résultant d'activités de soins et assimilés à risques infectieux n'ayant pas fait l'objet du traitement prévu par les dispositions de la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 portant réglementation de l'élimination des déchets d'activités de soins ;

- les déchets spéciaux d’abattoirs ;

- les déchets dont il est possible d'extraire une part valorisable ou dont la charge polluante ou les inconvénients peuvent être réduits par un traitement préalable à un coût économiquement acceptable ;

- les déchets dont les caractéristiques ne répondent pas aux critères d'admission de la section 2 ci-après.

#### Section 2 - Conditions d’admission des déchets

**Art. A. 4232-1. -** Pour être admis dans un C.E.T. de catégorie 1, les déchets doivent satisfaire :

- à la procédure d'acceptation des déchets décrite à l’article A. 4232-2 ;

- et aux contrôles d’arrivée sur le site, définis à l’article A. 4232-3.

**Art. A. 4232-2. -** Procédure d’acceptation des déchets :

En vue de l'admission de déchets, le producteur ou détenteur doit fournir à l'exploitant une information préalable sur la nature de ses déchets.

Cette information préalable comprend une fiche de renseignements généraux sur le déchet, accompagnée des résultats de l'analyse de caractérisation indiquant la composition complète du déchet.

Cette analyse permet également d'établir le caractère polluant ou dangereux du déchet en précisant ses propriétés mécaniques et de lixiviation.

Effectuée sur un échantillon représentatif du déchet, l'analyse de caractérisation est réalisée par un laboratoire spécialisé et indépendant, sur les déchets bruts et sur les lixiviats suivant les méthodologies indiquées par les normes NFT applicables.

Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans.

Après examen de cette information préalable, et dans le cas où le déchet satisfait aux critères d'acceptation imposés à l'exploitant dans le cadre de son arrêté d'autorisation, l'exploitant remet au producteur de déchets un titre d'acceptation qui stipule que les déchets concernés sont autorisés à être stockés au sein du C.E.T. de catégorie 1.

Il indique également :

- les paramètres à analyser sur les déchets à chaque apport sur le site, les conditions de prélèvements ainsi que les méthodes et normes des analyses à effectuer ;

- si le déchet doit faire l'objet d'une stabilisation préalable à l'enfouissement ou s'il peut être enfoui directement dans un casier du C.E.T. de catégorie 1 ;

- et le procédé de stabilisation retenu si nécessaire.

Ce titre d'acceptation des déchets est renouvelé tous les ans.

**Art. A. 4232-3. -** Contrôles d’arrivée sur le site :

A leur arrivée sur le site, les déchets font l'objet d'un contrôle visuel et d'une analyse simplifiée réalisée dans un laboratoire installé sur le site même, à partir d'un échantillonnage aléatoire.

Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces contrôles. Les récipients clos ne sont en aucun cas admis en l’état sur la zone à exploiter. Ils sont préalablement ouverts ou perforés, afin d’en vérifier le contenu.

Ces contrôles, qui permettent de vérifier la correspondance entre les déchets présentés et les caractéristiques figurant sur l'information préalable, s’effectuent en dehors de la zone à exploiter, sur une aire particulière.

Les déchets de type DMS et DTQD, tels que mentionnés à l'annexe 1, font l'objet d'une procédure d'acceptation adaptée, précisée dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter du C.E.T. de catégorie 1.

Le chargement de déchets est refusé :

- en cas d'absence de titre d'acceptation des déchets ;

- en cas de non-conformité entre le contrôle visuel et l'information préalable.

#### Section 3 - Choix, localisation et aménagement du site

**Art. A. 4233-1. -** Un C.E.T. de catégorie 1 est implanté et aménagé de sorte que :

- il respecte les dispositions du P.G.A. communal, s’il existe ;

- il ne génère pas de nuisances qui ne peuvent faire l’objet de mesures compensatoires et qui mettent en cause la préservation de l’environnement et la salubrité publique ;

- la distance séparant les limites des casiers, des zones d’habitations, soit au minimum de 100 m.

**Art. A. 4233-2. -** Le contexte géologique et hydrogéologique doit être favorable. En particulier, le sous-sol de la zone à exploiter constitue une barrière de sécurité passive qui ne doit pas être sollicitée pendant l’exploitation et qui doit permettre, à long terme, d’assurer la préservation des sols, des eaux souterraines et de surface vis-à-vis de toute pollution engendrée par les déchets et les lixiviats.

La barrière de sécurité passive est normalement constituée par le substratum du site qui doit présenter les caractéristiques de perméabilités suivantes :

- perméabilité (K) inférieur à 10 puissance -9 m/s sur 5 mètres.

Lorsque le substratum ne présente pas les caractéristiques énoncées ci-avant, la barrière passive est renforcée par l'adjonction d'une couche de matériaux compactés d'une épaisseur de 1 mètre et présentant une perméabilité (K) inférieure à 10 puissance -9 m/s ou par tout autre procédé permettant d'obtenir une perméabilité identique sur le fond et les talus des casiers.

**Art. A. 4233-3. -** Le site à exploiter est divisé en casiers, eux-mêmes éventuellement subdivisés en alvéoles. La capacité et la géométrie des casiers contribuent à limiter les risques de pollution des eaux souterraines et de surface. La hauteur des déchets dans un casier est déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l’efficacité du système drainant défini à l'article suivant.

Les superficies des casiers, et éventuellement des alvéoles, sont précisées dans l’arrêté d’autorisation d'exploiter du C.E.T. de catégorie 1.

**Art. A. 4233-4. -** La barrière de sécurité passive décrite à l'article A. 4233-2 est renforcée par une barrière de sécurité active constituée de :

Sur le fond des casiers (de bas en haut) :

- un géotextile de 250 mg/m2 minimum, constituant une couche anticontamination dite couche G1 ;

- une couche de matériau drainant, d’une épaisseur minimum de 0,30 m, équipée d’un réseau de drainage de contrôle, dite couche D1 ;

- un géotextile constituant une couche anti-poinçonnement, présentant des caractéristiques mécaniques adaptées aux poids de déchets à stocker, dite couche G2 ;

- une géomembrane d’une épaisseur minimum de 15/10, dite couche G3 ;

- un géotextile constituant une couche anti-poinçonnement, présentant des caractéristiques mécaniques adaptées aux poids de déchets à stocker, dite couche G4 ;

- une couche de matériau drainant, d’une épaisseur minimum de 0,30 mètre, équipée d’un réseau de collecte des lixiviats, dite couche D2 ;

- un géotextile anti-contaminant.

Sur les flancs de casiers ou des digues (de l'extérieur vers l'intérieur du casier) :

- un géotextile drainant ;

- une géomembrane G3 ;

- un géotextile drainant ;

- un géotextile anti-contaminant et anti-poinçonnant G4.

La géomembrane doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet.

Sa mise en place conduit en particulier à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

**Art. A. 4233-5. -** Des dispositions sont prises pour éviter tout apport d’eau, latéral ou par la base des casiers, par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Afin d’éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, ceinture l’installation sur tout son périmètre, si nécessaire.

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d’être entrées en contact avec des déchets, et si nécessaire les eaux souterraines issues des dispositifs visés au premier alinéa du présent article passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence annuelle, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.

**Art. A. 4233-6. -** Afin de limiter au maximum la production de lixiviats, chaque casier ou alvéole en exploitation est surmonté d'un toit qui peut être mobile ou de tout autre dispositif équivalent.

Cependant, les casiers ou alvéoles comportent des points de captage d'éventuels lixiviats. Ces équipements de collecte sont réalisés au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

**Art. A. 4233-7. -** L’accès au site est limité et contrôlé. A cette fin, le site est clôturé sur une hauteur minimum de 2 mètres, sauf dans le cas où le relief des abords interdit naturellement l’accès au site.

L'arrêté d'autorisation d'exploiter précise les voiries permanentes qui disposent d’un revêtement durable.

Un dispositif de contrôle est installé à l’entrée du site afin de mesurer notamment le tonnage des déchets admis et le taux de radioactivité des déchets apportés.

Le site est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l’extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l’incendie.

**Art. A. 4233-8. -** L’exploitant veille à l’intégration paysagère du C.E.T., dès le début de son exploitation et pendant toute sa durée. A cet effet, le dossier de demande d’autorisation d'exploiter prévoit les dispositions paysagères qui sont à mettre en œuvre durant les phases d’exploitation successives et une esquisse des niveaux atteints par le projet, après réaménagement du site, à l’issue de la période de suivi. Un document fait valoir les aménagements réalisés dans l’année et est intégré dans le rapport annuel mentionné à l’article A. 4237-1.

#### Section 4 - Règles d'exploitation du site

**Art. A. 4234-1. -** L’exploitant tient en permanence à jour, et à la disposition de l’inspection des installations classées, un registre des admissions et un registre des refus.

Toute livraison de déchets fait l’objet, avant l’accès au site, d’un contrôle quantitatif effectué sur un pont-bascule d’une portée suffisante.

A l’arrivée de chaque chargement, l’exploitant consigne dans un registre tenu à jour :

- la date et l’heure de réception ;

- le nom du transporteur et le numéro d’immatriculation du véhicule ;

- l’origine et la nature des déchets ;

- le poids des déchets ;

- et le numéro du titre d'acceptation des déchets délivré par l'exploitant ;

- l'analyse simplifiée.

**Art. A. 4234-2. -** Les conditions d'enfouissement des déchets dans un casier de C.E.T. de catégorie 1 dépendent du critère de stabilisation des déchets.

Un déchet est considéré comme stabilisé quand sa perméabilité à l'eau et sa fraction lixiviable sont réduites et quand sa tenue mécanique est améliorée de façon à ce que ses caractéristiques satisfassent aux critères d'acceptation des déchets stabilisés précisés à l'annexe 4 du présent chapitre.

Conformément aux indications précisées sur le titre d'acceptation remis par l'exploitant dans les conditions énoncées à l'article A. 4232-1, les déchets autorisés C.E.T. de catégorie 1 se répartissent en deux groupes :

A - les déchets qui respectent en l'état les seuils d'acceptation qui caractérisent les déchets stabilisés et qui peuvent être enfouis directement dans un casier du C.E.T. de catégorie 1 sans devoir subir de traitement de stabilisation ;

B - les déchets qui doivent être stabilisés avant stockage ou au moment du stockage dans un casier du C.E.T. de catégorie 1.

Les procédés de stabilisation retenus par l'exploitant sont, au préalable, agréés par la direction de l’environnement.

Les déchets stabilisés ou simplement conditionnés sont déposés en couches successives dans les casiers. Elles sont séparées par une couche de liant exempte de déchets.

**Art. A. 4234-3. -** La mise en exploitation du casier ou de l’alvéole n + 1 est conditionnée par le réaménagement du casier ou de l’alvéole n - 1 qui peut être soit un réaménagement final tel que défini à l’article A. 4238-1 si le casier ou l’alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d’une couverture intermédiaire dans le cas de casiers ou d’alvéoles superposées.

L’exploitant tient à jour un plan d’exploitation de l’installation de stockage indiquant précisément, pour chaque casier, les zones de stockage des différents chargements de déchets reçus. Ce plan est mis à la disposition de l’inspection des installations classées.

**Art. A. 4234-4. -** Les activités de tri et de stockage temporaire des déchets en attente de stabilisation ou d'enfouissement sont pratiquées sur une aire spécialement aménagée.

#### Section 5 - Autorisation d'exploiter

**Art. A. 4235-1. -** Pour obtenir un arrêté d'autorisation d'exploiter un C.E.T. de catégorie 1, l'exploitant fournit un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une installation de première classe.

Ce dossier comprend notamment la description du projet accompagnée d'un levé topographique du site et d'un plan prévisionnel d'exploitation des casiers.

**Art. A. 4235-2. -** L’arrêté d'autorisation d’exploiter un C.E.T. de catégorie 1 au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l’environnement, précise :

- la nature et l’origine géographique des déchets pouvant être admis dans le C.E.T., sur la base des indications du dossier de demande d’autorisation ;

- les capacités maximales et annelles du C.E.T. en masse et en volume de déchets pouvant y être admis ;

- la durée de l’exploitation ;

- les superficies du C.E.T. et de la zone à exploiter ;

- la hauteur sur laquelle la (les) zones (s) à exploiter peut être comblée ;

- les aménagements de stockage nécessaires ;

- et les conditions d'exploitation et de post-exploitation.

#### Section 6 - Limitation des nuisances et contrôle des eaux

**Art. A. 4236-1.** Le C.E.T. est construit, équipé et exploité, de sorte que son fonctionnement ne puisse être à l’origine de bruits, de vibrations mécaniques ou d'odeurs susceptibles de compromettre la tranquillité, la santé ou la sécurité du voisinage.

Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d’un incendie s’étant développé sur le site ou, à l’inverse, les conséquences d’un incendie extérieur sur le stockage. Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l’incendie et sont précisés dans l’arrêté d’autorisation.

L’exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs et des insectes.

Tout brûlage de déchets à l’air libre est strictement interdit.

**Art. A. 4236-2. -** L’exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d’être pollués par le C.E.T. de catégorie 1. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l’arrêté d’autorisation. Ce nombre ne doit pas être inférieur à 3 et doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique du C.E.T. de catégorie 1.

Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur, de façon à atteindre la nappe phréatique ou, à défaut, sur une profondeur minimum de 30 mètres à partir du fond du casier le plus proche.

Pour chacun des puits de contrôle et préalablement au début de l’exploitation, il est procédé à une analyse de référence.

**Art. A. 4236-3. -** L’exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines dont le détail figure dans l’arrêté d’autorisation d'exploiter du C.E.T. de catégorie 1.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l’inspection des installations classées et au service gestionnaire du domaine public fluvial, selon une fréquence fixée par l’arrêté d’autorisation. Ils sont archivés par l’exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à quinze ans après la cessation de l’exploitation.

En cas d’évolution défavorable et significative d’un paramètre mesuré, constatée par l’exploitant et/ou l’inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour le paramètre en cause et éventuellement complétées par d’autres.

Si l’évolution défavorable est confirmée, l’exploitant, en accord avec l’inspecteur des installations classées, met en place un plan d’action et de surveillance renforcée.

L’exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l’inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée. Une copie de ce rapport est adressée au service gestionnaire du domaine public fluvial.

**Art. A. 4236-4. -** Les eaux de ruissellement internes au site, n'ayant pas été en contact avec les déchets et stockées dans les bassins mentionnés à l’article A. 4233-5 font l'objet, avant d'être rejetées dans le milieu naturel, d'analyses régulières du pH et de la résistivité selon les modalités définies par l’arrêté d’autorisation. En cas d’anomalie, les paramètres fixés dans le programme de surveillance visé à l’article A. 4236-3 sont analysés.

**Art. A. 4236-5. -** L’exploitant tient à jour un registre sur lequel il rapporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l’installation (pluviométrie, ensoleillement, relevé de la hauteur d’eau dans les puits, quantités d’effluents rejetés). Ce bilan est calculé annuellement. Son suivi contribue à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l’installation et à compléter, si nécessaire, les aménagements du site.

Par ailleurs, l’inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses sur les déchets bruts ou sur les lixiviats afin de vérifier la conformité des critères d'acceptation des déchets. Les frais occasionnés sont à la charge de l’exploitant.

En cas de formation de lixiviats, la dilution et l’épandage des lixiviats bruts sont strictement interdits.

Les éventuels lixiviats collectés grâce aux points de captage, mentionnés à l'article A. 4233-6, sont analysés par un laboratoire spécialisé et éliminés en fonction de leur composition.

Les critères de rejets des lixiviats dans le milieu naturel sont indiqués à l'annexe 4 du présent chapitre.

Les résultats des analyses, accompagnés des informations sur les causes de la production des lixiviats, sont transmis à l’inspection des installations classées qui les archive.

En cas de production anormale de lixiviats, l'exploitation du casier concerné est stoppée et le casier condamné.

#### Section 7 - Information sur l’exploitation

**Art. A. 4237-1. -** Les résultats des analyses prévues par le présent chapitre sont consignés dans un registre et communiqués à l’inspection des installations classées selon des modalités et une fréquence fixées par l’arrêté d’autorisation.

Une fois par an, l’exploitant adresse à l’inspection des installations classées un rapport d’activité comportant une synthèse des informations prévues aux articles A. 4236-2 à A. 4236-5 ainsi que, plus généralement, tout élément d’information pertinent sur l’exploitation du C.E.T. de catégorie1 concernant l’année écoulée.

L’inspection des installations classées présente ce rapport d’activité au ministre en charge de l’environnement en le complétant par un rapport récapitulant les contrôles effectués et les mesures administratives éventuelles proposées pendant l’année écoulée.

Le ministre chargé de l’environnement adresse le rapport de l’exploitant au comité de suivi.

#### Section 8 - Couverture des parties comblées

**Art. A. 4238-1. -** Dès la fin du comblement d’un casier, une couverture finale est mise en place pour éviter les infiltrations d’eau et pour permettre le confinement des déchets. La couverture finale, située après la dernière couche de déchets, est constituée de bas en haut, par :

- une couche drainante de 0,30 mètre protégée par des géotextiles ;

- une couche de matériaux, d’une épaisseur minimum de 0,5 mètre, présentant un coefficient de perméabilité K<1.10 puissance -8 m/s ;

- une géomembrane d’une épaisseur minimum de 1,5 mm ;

- une couche de matériau drainant d’une hauteur minimum de 0,30 mètre ;

- une couche de terre arable d’une hauteur minimum de 0,30 mètre.

La couverture finale doit présenter une pente égale ou supérieure à 5%.

#### Section 9 - Fin d’exploitation

**Art. A. 4239-1. -** A la fin de la période d’exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture des casiers, au suivi du site et au maintien en opération des dispositifs de contrôle de la qualité des eaux sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l’issue de cette période, les dispositifs de contrôle de la qualité des eaux et tous les moyens nécessaires au suivi du site restent protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de la période de suivi.

**Art. A. 4239-2. -** Dès la fin de la période d’exploitation, des servitudes d’utilité publique sont instituées sur tout ou partie du site.

Ces servitudes doivent interdire l’implantation de constructions et d’ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles assurent la protection des moyens de contrôle de la qualité des eaux et garantissent le maintien durable du confinement des déchets stockés. Ces servitudes peuvent limiter les autres usages du sol du site.

**Art. A. 4239-3. -** Toute zone couverte fait l’objet d’un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d’exploitation prévu à l’article A. 4234-3.

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d’au moins 15 ans. Son contenu est détaillé dans l’arrêté d’autorisation.

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l’exploitant adresse un mémoire sur l’état du site accompagné d’une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l’inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fait l’objet d’un arrêté complémentaire pris par le ministre en charge de l’environnement.

**Art. A. 4239-4. -** Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l’exploitant adresse au ministre chargé de l’environnement un dossier retraçant l’historique de la période de suivi accompagné d’une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Le ministre fait procéder par l’inspection des installations classées à une visite du site pour s’assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l’arrêté d’autorisation.

Le rapport de visite établi par l’inspection des installations classées est adressé par le ministre en charge de l’environnement à l’exploitant et au maire de la commune intéressée ainsi qu’aux membres du comité de suivi.

Le ministre chargé de l’environnement détermine ensuite par arrêté, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels du C.E.T., la date à laquelle peuvent être levées les obligations de l’exploitant. Il peut également décider de la révision des servitudes publiques instituées sur le site.

**Annexe I - Déchets à risque**

**Annexe I - Déchets à risque**

Les principaux types de déchets dits "à risque" sont :

- les déchets industriels spéciaux (DIS) ;

- les déchets dangereux des ménages collectés séparément ou déchets ménagers spéciaux (DMS) ;

- les déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD) ;

- les résidus d'épuration des fumées issues de l'incinération des ordures ménagères (REFIOM) et des déchets hospitaliers (REFIDH) ;

- les déchets toxiques ;

- les déchets d'amiante pulvérulent ;

- les déchets résultant d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ;

- les déchets spéciaux d’abattoirs ;

- les déchets inflammables et explosifs.

**Annexe II - Liste des déchets à risque admissibles dans les C.E.T. de Catégorie 1**

**Annexe II - Liste des déchets à risque admissibles dans les C.E.T. de Catégorie 1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 904 CM du 3 juin 2022)*

Résidus d'incinération :

- suies et cendres non volantes ;

- poussières fines et cendres volantes ;

- déchets de neutralisation des gaz ou des eaux de lavage des gaz ;

- mâchefers non matures résultant de l’incinération des déchets des installations de traitement thermique de déchets non dangereux de 1eme classe selon la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement de l’article A. 4110-2-1 du code de l’environnement ;

- mâchefers résultant de l’incinération des déchets dangereux, des déchets contenant des substances dangereuses ou de préparations dangereuses des installations de traitement thermique de 1re classe selon la rubrique 2770 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement de l’article A. 4110-2-1 du code de l’environnement.

Résidus de la métallurgie :

- poussières de fabrication d'aciers alliés ;

- poussières issues de procédés de fabrication de métaux ;

- scories et crasses de seconde fusion de métaux par bains de sels ;

- scories et crasses issues de procédés de fabrication de métaux à l'exception des précédentes ;

- boues d'usinage contenant moins de 5% d'hydrocarbures ;

- sables de fonderie n'ayant pas subi la coulée ;

Résidus de forages déshydratés résultant de l'emploi de fluides de forage à base d'hydrocarbures ;

Déchets minéraux de traitement chimique :

- oxydes métalliques résiduaires solides hors alcalins ;

- sels métalliques résiduaires de solides hors alcalins ;

- sels minéraux résiduaires solides non cyanurés ;

- catalyseurs usés ;

Résidus de traitement d'effluents industriels et d'eaux industrielles, de déchets ou de sols pollués :

- boues d'épuration d'effluents industriels et bains de traitement de surface (boues d'hydroxydes notamment) à faible teneur en chrome hexavalant et en cyanures ;

- résidus de station d'épuration d'eaux industrielles ;

- résines échangeuses d'ions saturés ;

- résidus de traitement de sols pollués ;

Résidus de peinture :

- déchets de peinture polymérisés ou solides, de résines, de vernis ou de polymères sans phase liquide (à faible teneur en solvants) ;

Résidus de recyclage d'accumulateurs et de batteries ;

Déchets provenants de l'industrie électronique et présentant de fortes concentrations en métaux lourds :

- circuits imprimés, matériels informatiques à l'exception des éléments d'habillage ;

- écrans cathodiques à traitement fluorescent ;

Résidus d'amiante pulvérulent :

- résidus d'amiante conditionnés en vue de neutraliser leurs propriétés dangereuses pour l'environnement et la santé ;

- autres résidus d'amiante ;

Réfractaires et autres matériaux minéraux usés et souillés :

- matériaux souillés au cours du processus de fabrication ;

- matières premières, rebuts de fabrication et matériels divers souillés non recyclables.

**Annexe III - Critères d'admission des déchets en casier de C.E.T. de Catégorie 1**

**Annexe III - Critères d'admission des déchets en casier de C.E.T. de Catégorie 1**

Les déchets sont admissibles dans un casier de C.E.T. de catégorie 1 s'ils présentent les caractéristiques suivantes :

4 < pH < 13 ;

Siccité > 35 % ;

Fraction soluble < 10 % ;

DCO < 2.000 mg/kg ;

Phénols < 100 mg/kg ;

Cr6+ < 5 mg/kg ;

Cr < 50 mg/kg ;

Pb < 50 mg/kg ;

Zn < 250 mg/kg ;

Cd < 25 mg/kg ;

CN < 5 mg/kg ;

Ni < 50 mg/kg ;

As < 10 mg/kg ;

Hg < 5 mg/kg.

**Annexe IV - Critères de rejets des lixiviats dans le milieu naturel**

**Annexe IV - Critères de rejets des lixiviats dans le milieu naturel**

Les lixiviats ne peuvent être rejetés dans le milieu naturel qu'après prise en compte des objectifs de qualité du milieu naturel et notamment que s'ils respectent au moins les valeurs suivantes :

5,5 < pH < 8,5

Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90-203)

DCO < 125 mg/l (sur eau brute)

Phénols < 0,1 mg/l

Métaux lourds totaux < 15 mg/l

dont Cr 6+ < 0,1 mg/l

Cd < 0,2 mg/l

Pb < 0,5 mg/l

CN libres < 0,1 mg/l

Hg < 0,05 mg/l

As < 0,1 mg/l

Fluorures < 50 mg/l.

### Chapitre 4 - Conditions techniques d’aménagement et d’exploitation des centres d’enfouissement technique de déchets de catégorie 2 et 3

#### Section 1 - Définitions et champ d’application

**Art. A. 4241-1. -** Pour l’application pour présent chapitre, les définitions retenues sont celles qui figurent aux articles LP. 4000-1 et A. 4000-1 du présent code.

**Art. A. 4241-2. -** Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions du présent titre, en particulier les dispositions des articles LP. 4211-6 et suivants du présent code.

Ces déchets sont éliminés dans une installation autorisée adéquate.

**Art. A. 4241-3. -** Les déchets de catégories 2 et 3 qui peuvent être déposés dans un C.E.T sont ceux qui figurent à l’annexe 1 du présent chapitre, à l’exclusion de tout autre déchet.

Outre les déchets strictement interdits en catégories 2 et 3 figurants à l’annexe 1 du présent chapitre, sont également interdits en C.E.T. de catégories 2 et 3

- les déchets devant être stockés en C.E.T. de catégorie 1 ;

- les déchets dont il est possible d'extraire une part valorisable dans le cadre de la hiérarchie des modes de traitement prévue par les dispositions de l’article LP. 4211-7 ;

- les déchets dont les caractéristiques ne répondent pas aux critères d'admission de la section 2 ci-après.

#### Section 2 - Condition d’admission des déchets

**Art. A. 4242-1. -** L’autorisation d’exploiter le C.E.T au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l’environnement précise notamment :

- les capacités maximales et annelles du C.E.T en masse et en volume de déchets pouvant y être admis ;

- la durée de l’exploitation ;

- les superficies du C.E.T et de la zone à exploiter ;

- la hauteur sur laquelle la (les) zones (s) à exploiter peut être comblée.

Ces indications peuvent être détaillées casier par casier.

L’étude d’impact figurant au dossier de demande d’autorisation précise la nature et l’origine des déchets qui sont potentiellement admis.

L’exploitant établit un plan prévisionnel d’exploitation des casiers en précisant son évolution dans le temps. Ce plan est joint au dossier de demande d’autorisation d’exploiter

**Art. A. 4242-2. -** Pour être admis dans un C.E.T., les déchets doivent satisfaire :

- à la procédure d’information préalable ;

- et au contrôle d’arrivée sur le site.

Avant d’admettre un déchet dans le C.E.T. et en vue de vérifier son admissibilité, l’exploitant demande aux producteurs de déchets, collecteur ou détenteur, une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans.

Toute livraison de déchet fait l’objet d’une vérification de l’existence d’une information préalable et d’un contrôle visuel. En cas de non-conformité avec les données figurant sur l’information préalable et avec les règles d’admission dans le C.E.T., le chargement est refusé.

L’exploitant tient en permanence à jour et à disposition de l’inspecteur des installations classées un registre des admissions et un registre des refus. Toute livraison de déchets doit faire l’objet, avant l’accès au site, d’un contrôle quantitatif, effectué sur pont bascule d’une portée suffisante lorsqu’il existe, ou évalué en cas d’absence de pont bascule.

A l’arrivée de chaque chargement, l’exploitant consigne dans un registre :

- la date et l’heure de réception ;

- le nom du transporteur et le numéro d’immatriculation du véhicule ;

- l’origine et la nature des déchets ;

- le poids des déchets.

Les récipients clos ne sont en aucun cas admis en l’état sur la zone à exploiter. Ils sont préalablement ouverts ou perforés afin d’en vérifier le contenu. Ce contrôle s’effectue en dehors de la zone à exploiter, sur une aire particulière.

L’arrêté d’autorisation d’exploiter le C.E.T. précise l’origine géographique des déchets pouvant être admis, sur la base des indications du dossier de demande d’autorisation d’exploiter.

#### Section 3 - Choix, localisation et aménagement du site

**Art. A. 4243-1. -** Le site à exploiter est implanté et aménagé de telle sorte que :

- il respecte les dispositions du P.G.A. communal, s’il existe ;

- il ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l’objet de mesures compensatoires et qui mettraient en cause la préservation de l’environnement et la salubrité publique ;

- la distance séparant les limites des casiers des zones d’habitations soit au minimum de 100 mètres aux Îles du Vent et de 75 mètres dans les archipels des Australes, des Îles Sous-le-Vent, des Marquises, des Tuamotu et des Gambier

Un relevé topographique du site est réalisé et joint au dossier de demande d’autorisation d’exploiter.

**Art. A. 4243-2. -** Le contexte géologique et hydrogéologique du site d’accueil du C.E.T. doit être favorable. En particulier, le sous-sol de la zone à exploiter doit constituer une barrière de sécurité passive, qui ne doit pas être sollicitée pendant l’exploitation, et qui doit permettre à long terme d’assurer la préservation de la pollution des sols, des eaux souterraines et de surface par les déchets et les lixiviats.

La barrière de sécurité passive est normalement constituée par le substratum du site qui doit présenter, de haut en bas, selon la catégorie de stockage, les caractéristiques suivantes :

- Catégorie 2 : perméabilité (K) inférieure à 1.10 puissance -6 m/s sur 5 mètres.

Lorsque le substratum du site ne présente pas les caractéristiques énoncées ci-avant, la barrière de sécurité passive est renforcée par l'adjonction d'une couche de matériau compacté d’une épaisseur de 0,50 mètres et présentant une perméabilité (K) inférieur à 1.10 puissance -7 m/s.

- Catégorie 3 : pas d’exigences de perméabilité de la barrière de sécurité passive, mais interdiction d’implantation d’une zone de stockage de cette catégorie à l’intérieur des périmètres de protection rapprochée des captages d’eau.

**Art. A. 4243-3. -** Le site à exploiter est divisé en casiers, eux-mêmes éventuellement subdivisés en alvéoles. La capacité et la géométrie des casiers contribuent à limiter les risques de pollution des eaux souterraines et de surface. La hauteur des déchets dans un casier est déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l’efficacité du système drainant défini ci-après. Les superficies des casiers, et éventuellement des alvéoles, sont précisés dans l’arrêté d’autorisation d’exploiter le C.E.T.

En aucun cas, les déchets de catégorie 1 ne peuvent être stockés avec les déchets de catégorie 2 et 3. Les déchets de catégorie 2 et de catégorie 3 sont stockés dans des casiers distincts.

**Art. A. 4243-4. -** I- Aux Îles du Vent, la barrière de sécurité passive décrite à l’article A. 4243-2 est renforcée par une barrière de sécurité active constituée de bas en haut de :

- Sur le fond des casiers :

- un géotextile de 250 mg/m2 minimum, constituant une couche anticontamination dite couche G1 ;

- une couche de matériau drainant, d’une épaisseur minimum de 0,30 m, équipée d’un réseau de collecte des effluents, dite couche D1 ;

- un géotextile constituant une couche anti-poinçonnement, présentant des caractéristiques mécaniques adaptées aux poids de déchets à stocker, dite couche G2 ;

- une géomembrane d’une épaisseur minimum de 1,2 mm, dite couche G3 ;

- un géotextile constituant une couche anti- poinçonnement, présentant des caractéristiques mécaniques adaptées aux poids de déchets à stocker, dite couche G4 ;

- une couche de matériau drainant, d’une épaisseur minimum de 0,30 mètre, équipée d’un réseau de collecte des lixiviats, dite couche D2.

- Sur les flancs de casiers ou des digues :

- de la géomembrane G3 ;

- du géotextile G4.

II- Dans les archipels des Australes, des Îles Sous-le-Vent, des Marquises, des Tuamotu et des Gambier, lorsque le substratum du site présente les caractéristiques de perméabilité énoncés à l’article A. 4243-2 sur une profondeur supérieure à 5 mètres et en l’absence de contraintes environnementales indiquées dans les orientations du schéma territorial de prévention et de gestion des déchets applicable au site concerné, la barrière de sécurité passive est renforcée par une barrière de sécurité active constituée bas en haut de :

Sur le fond des casiers :

- une couche de matériau compacté de 0,50 mètres présentant une perméabilité K inférieure à 1.10 puissance -7 m/s ;

- une couche de matériau drainant, d’une épaisseur minimum de 0,30 mètres, équipée d’un réseau de collecte des effluents.

Sur les flancs des casiers ou des digues :

- une couche de matériau compacté.

Dans les archipels des Australes, des Îles Sous-le-Vent, des Marquises, des Tuamotu et des Gambier, lorsque le substratum du site présente les caractéristiques de perméabilité énoncées à l’article A. 4243-2 sur une profondeur supérieure à 5 mètres mais qu’il existe des contraintes environnementales indiquées dans les orientations du schéma territorial de prévention et de gestion des déchets applicable au site concerné, la barrière de sécurité passive est renforcée par une barrière de sécurité active, constituée de bas en haut :

Sur le fond des casiers :

- un géotextile constituant une couche anti-contamination ;

- une géomembrane ;

- un géotextile constituant une couche anti-poinçonnement, présentant des caractéristiques mécaniques adaptées aux poids de déchets à stocker ;

- une couche de matériau drainant, d’une épaisseur minimum de 0,30 mètres, équipée d’un réseau de collecte des lixiviats.

Sur les flancs des casiers ou des digues :

- la géomembrane ;

- les géotextiles anti-poinçonnement.

Ce dispositif est également adopté lorsque le substratum du site présente une perméabilité (K) supérieure à 1.10 puissance -6 m/s ou une perméabilité (K) inférieure à 1.10 puissance -6 m/s sur une profondeur inférieure à 5 mètres.

**Art. A. 4243-5. -** Dans le cas où la zone à exploiter est constituée de casiers de même catégorie, la couverture énoncée à l’article précédent (flancs des casiers) peut n’être appliquée que sur les flancs de la zone. Cette option fait l’objet d’une justification figurant dans le dossier de demande d’autorisation d’exploiter.

La géomembrane est étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet.

Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

Ces dispositions ne s’appliquent pas au stockage, dans des casiers dédiés, des déchets de catégorie 3. Pour ces derniers, le fond des casiers est en pente de façon que les lixiviats soient drainés gravitairement vers le point de rejet dans le milieu naturel

**Art. A. 4243-6. -** Des dispositions sont prises pour éviter tout apport d’eau latéral ou par la base des casiers, par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Afin d’éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, ceinture l’installation sur tout son périmètre si nécessaire.

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d’être entrées en contact avec des déchets, et si nécessaire les eaux souterraines issues des dispositifs des visés au premier alinéa du présent article passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.

**Art. A. 4243-7. -** Des équipements de collecte des lixiviats sont réalisés pour chaque casier. L’ensemble des installations de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique à 1 mètre au fond des casiers.

Les casiers contenant les déchets de catégorie 2 sont équipés, au fur et à mesure de leur comblement, d’un réseau de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter vers une installation de valorisation ou de destruction par combustion.

La conception des installations de drainage, de collecte, de traitement des lixiviats et des installations de drainage, de collecte et de traitement de biogaz fait l’objet d’une étude jointe au dossier de demande d’autorisation d’exploiter.

**Art. A. 4243-8. -** L’accès au site est limité et contrôlé. A cette fin, le site est clôturé sur une hauteur de 2 mètres, sauf dans le cas où le relief des abords interdit naturellement l’accès au site.

L'arrêté d'autorisation d'exploiter précise les voiries permanentes qui disposent d’un revêtement durable.

Un dispositif de contrôle est installé à l’entrée du site afin de mesurer notamment le tonnage des déchets admis.

Le site est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l’extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l’incendie.

**Art. A. 4243-9. -** L’exploitant veille à l’intégration paysagère du C.E.T., dés le début de son exploitation et pendant toute sa durée. A cet effet, le dossier de demande d’autorisation prévoit les dispositions paysagères qui seront mises en œuvre durant les phases d’exploitation successives et une esquisse des niveaux atteints par le projet, après réaménagement du site à l’issue de la période de suivi. Un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l’année est intégré dans le rapport annuel mentionné à l’article A. 4246-1.

#### Section 4 - Règles d'exploitation du site

**Art. A. 4244-1. -** Il ne peut être exploité qu’un casier, ou qu’une alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles, par catégorie de déchets. La mise en exploitation du casier ou de l’alvéole n + 1 est conditionnée par le réaménagement du casier ou de l’alvéole n - 1 qui peut être, soit un réaménagement final si le casier ou l’alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d’une couverture intermédiaire dans le cas de casiers ou d’alvéoles superposées.

La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse de déchets.

Les déchets sont déposés en couches successives et compactés sur site sauf s’il s’agit de déchets en balles. Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les nuisances. L’arrêté d’autorisation précise les modalités de mise en place des déchets, la fréquence de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présent sur le site.

L’annexe III spécifie les prescriptions techniques complémentaires pour les CET de catégorie 2 qui accueillent des déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes.

L’annexe IV spécifie les prescriptions techniques complémentaires pour les CET de catégorie 3 qui accueillent des déchets d’amiante lié à des matériaux inertes.

**Art. A. 4244-2. -** L’exploitant doit tenir à jour un plan d’exploitation de l’installation de stockage, plan mis à la disposition de l’inspecteur des installations classées.

Les activités de tri des déchets et de récupération sont pratiquées sur une aire spécialement aménagée et conformément à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l’environnement.

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s’enflammer spontanément n’est admis. Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d’un incendie s’étant développé sur le site ou, à l’inverse, les conséquences d’un incendie extérieur sur le stockage. Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l’incendie et sont précisés dans l’arrêté d’autorisation.

Le stockage des carburants nécessaires aux engins d’exploitation est effectué selon la réglementation en vigueur.

#### Section 5 - Limitation des nuisances et contrôle des eaux et du biogaz

**Art. A. 4245-1. -** Le C.E.T. est construit, équipé et exploité, de sorte que son fonctionnement ne puisse être à l’origine de bruits, de vibrations mécaniques ou d'odeurs susceptibles de compromettre la tranquillité, la santé ou la sécurité du voisinage.

L’inspection des installations classées peut demander la réalisation d’une campagne d’évaluation de l’impact olfactif de l’installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Le mode de stockage doit permettre de limiter les envols de déchets. L’exploitant met en place autour de la zone d’exploitation un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède en tant que de besoin au nettoyage des abords de l’installation et des voiries permanentes.

L’exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs et des insectes.

Sous réserve des dispositions prévues à la section 9 du présent chapitre, tout brûlage de déchets à l’air libre est strictement interdit.

**Art. A. 4245-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 2493 CM du 28 décembre 2023). -* I- Aux Îles du Vent, les lixiviats provenant des casiers de stockage des déchets de catégorie 2 ne peuvent être rejetés dans le milieu naturel que s’ils respectent les valeurs fixées à l’annexe II.

Sont interdits :

- la dilution des lixiviats ;

- l’épandage des lixiviats bruts.

Le traitement des lixiviats doit être réalisé dans une station d’épuration propre au site.

Les points de rejet dans le milieu naturel des lixiviats traités et des eaux de ruissellement doivent être différents et en nombre aussi réduits que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

II- Dans les archipels des Australes, des Îles Sous-le-Vent, des Marquises, des Tuamotu et des Gambier, les lixiviats collectés en fond de casiers sont dirigés vers un dispositif ou stockage tampon correctement dimensionné pour accepter des surcharges momentanées.

En fonction des contraintes environnementales indiquées dans les orientations du schéma territorial de prévention et de gestion des déchets applicable au site concerné, le traitement des lixiviats après passage dans un dispositif ou stockage tampon est assuré :

- soit par un bassin d'aération puis lagunage aéré ;

- soit par un dispositif de cultures fixées ;

- soit par un dispositif de séchage du lixiviat ;

- soit par un dispositif de recirculation fermé avec des casiers couverts.

Les effluents issus de ces installations de traitement sont rejetés dans le milieu naturel au moyen de fossés d'infiltration. Dans le cas d'un dispositif de séchage du lixiviat ou de recirculation du lixiviat, les matières sèches devront être stockées dans les casiers du CET de catégorie 2.

Le traitement des lixiviats peut être réalisé dans une station d'épuration propre au site. Lorsqu'il existe un réseau de collecte des eaux usées raccordé à une station d'épuration, le réseau de collecte des lixiviats est raccordé à ce réseau.

Lorsqu’il existe un réseau de collecte des eaux usées raccordé à une station d’épuration, le réseau de collecte des lixiviats est raccordé à ce réseau.

**Art. A. 4245-3. -** L’exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l’arrêté d’autorisation.

Les résultats des mesures sont transmis à l’inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l’arrêté d’autorisation.

Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l’environnement.

Par ailleurs, l’inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d’effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l’exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l’exploitant. Une convention avec un organisme extérieur compétent peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés demandés par l’inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l’exploitant pendant une durée de cinq ans.

**Art. A. 4245-4. -** L’exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité des aquifères susceptibles d’être pollués par le C.E.T. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l’arrêté d’autorisation. Ce nombre ne doit pas être inférieur à 3 et doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique du C.E.T.

Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur, de façon à atteindre la nappe phréatique ou, à défaut, sur une profondeur minimum de 30 mètres à partir du fond du casier le plus proche.

Pour chacun des puits de contrôle et préalablement au début de l’exploitation, il doit être procédé à une analyse de référence.

L’exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines dont le détail figure dans l’arrêté d’autorisation.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l’inspection des installations classées et au service gestionnaire du domaine public fluvial, selon une fréquence fixée par l’arrêté d’autorisation. Ils sont archivés par l’exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à quinze ans après la cessation de l’exploitation.

En cas d’évolution défavorable et significative d’un paramètre mesuré constatée par l’exploitant et l’inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour le paramètre en cause et éventuellement complétées par d’autres. Si l’évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées à l’article suivant sont mises en œuvre.

**Art. A. 4245-5. -** Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l’exploitant, en accord avec l’inspecteur des installations classées, met en place un plan d’action et de surveillance renforcée.

L’exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l’inspecteur des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée. Une copie de ce rapport est adressée au service gestionnaire du domaine public fluvial.

**Art. A. 4245-6. -** Une analyse de pH et une mesure de la résistivité des eaux des bassins mentionnés à l’article A. 4243-6 sont réalisées régulièrement selon les modalités définies par l’arrêté d’autorisation. En cas d’anomalie, les paramètres fixés dans le programme de surveillance visé à l’article A. 4245-3 sont analysés.

**Art. A. 4245-7. -** L’exploitant tient à jour un registre sur lequel il rapporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l’installation (pluviométrie, ensoleillement, relevé de la hauteur d’eau dans les puits, quantités d’effluents rejetés). Ce bilan est calculé annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l’installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

**Art. A. 4245-8. -** Les installations de valorisation ou de stockage du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques, et pollutions dus à leur fonctionnement.

L’exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH4, CO2, O2, H2S et H2O.

#### Section 6 - Information sur l’exploitation

**Art. A. 4246-1. -** Les résultats des analyses prévues par le présent chapitre doivent être consignés dans des registres et communiqués à l’inspection des installations classées selon des modalités et une fréquence fixées par l’arrêté d’autorisation.

Une fois par an, l’exploitant adresse à l’inspecteur des installations classées un rapport d’activité comportant une synthèse des informations prévues aux articles A. 4245-2 à A. 4247-7 (A. 4245-7). Ainsi que, plus généralement, tout élément d’information pertinent sur l’exploitation du C.E.T. concernant l’année écoulée.

L’inspection des installations classées présente ce rapport d’activité au ministre de l’environnement en le complétant par un rapport récapitulant les contrôles effectués et les mesures administratives éventuelles proposées pendant l’année écoulée.

Le ministre de l’environnement adresse le rapport de l’exploitant au comité de suivi.

#### Section 7 - Couverture des parties comblées

**Art. A. 4247-1. -** Dès la fin du comblement d’un casier, une couverture finale est mise en place pour éviter les infiltrations d’eau. Dans le cas des casiers de stockage de catégorie 2, la couverture finale, située après la dernière couche de déchets, est constituée de bas en haut, par :

- une dernière couche de recouvrement, d’une hauteur minimum de 0,50 mètre, présentant un coefficient de perméabilité K<1.10 puissance -7 m/ s ;

- une géomembrane d’une épaisseur minimum de 1 mm ;

- une couche de matériau drainant d’une hauteur minimum de 0,30 mètre ;

- un géotextile anticontamination ;

- une couche de terre cultivable d’une hauteur minimum de 0,40 mètre.

La couverture finale doit présenter une pente égale ou supérieure à 5%.

Dans le cas de déchets de catégorie 3 qui ont été stockés dans un casier dédié, la couverture finale pourra consister en un recouvrement réalisé de sorte à limiter à long terme le ré envol des poussières de déchets.

#### Section 8 - Fin d’exploitation

**Art. A. 4248-1. -** A la fin de la période d’exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l’issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

**Art. A. 4248-2. -** Dès la fin de la période d’exploitation, des servitudes d’utilité publique doivent être instituées sur tout ou partie du site.

Ces servitudes doivent interdire l’implantation de constructions et d’ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets stockés. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter les autres usages du sol en site.

**Art. A. 4248-3. -** Toute zone couverte fait l’objet d’un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d’exploitation prévu à l’article A. 4244-2.

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d’au moins 15 ans. Son contenu doit être détaillé dans l’arrêté d’autorisation.

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l’exploitant adresse un mémoire sur l’état du site accompagné d’une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Sur la base de ces documents, l’inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l’objet d’un arrêté complémentaire pris par le ministre de l’environnement.

**Art. A. 4248-4. -** Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l’exploitant adresse au ministre de l’environnement un dossier retraçant l’historique de la période de suivi accompagné d’une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Le ministre fait procéder par l’inspection des installations classées à une visite du site pour s’assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l’arrêté d’autorisation.

Le rapport de visite établi par l’inspecteur des installations classées est adressé par le ministre de l’environnement à l’exploitant et au maire de la commune intéressée ainsi qu’aux membres du comité de suivi.

Le ministre de l’environnement détermine ensuite par arrêté, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels du C.E.T. la date à laquelle peuvent être levées les obligations de l’exploitant. Il peut également décider de la révision des servitudes publiques instituées sur le site.

#### Section 9 - Elimination par incinération

**Art. A. 4249-1. -** Les installations d’incinération de déchets de catégorie 2 sont implantées sur des sites spécialement conçus et aménagés afin de limiter les nuisances et réduire les risques de pollution du milieu.

Elles sont constituées :

- d’une aire de stockage temporaire des déchets à incinérer (réception) ;

- d’un bâtiment technique accueillant l’incinérateur ou les incinérateurs et les locaux nécessaires à l’exploitation ;

- des casiers de stockage des cendres et mâchefers.

**Art. A. 4249-2. -** Le stockage des déchets à incinérer n’excède pas quarante-huit heures.

L’incinération des déchets est effectuée dans un appareil conçu à cet effet et présentant les caractéristiques suivantes :

- une porte ou un sas d’admission des déchets ;

- une chambre de combustion ;

- une chambre de postcombustion assurant un traitement des gaz de combustion ;

- un dispositif de récupération des cendres et mâchefers ;

- un circuit d’évacuation des gaz à l’atmosphère éventuellement équipé d’un dispositif de filtration si le tonnage à incinérer est supérieure à 1 t/h.

La température des gaz en sortie de l’étage de postcombustion n’est pas inférieure à 850°C. Le temps de séjour des gaz de combustion dans l’étage de postcombustion est au minimum de 2 secondes.

Les équipements d’évacuation des gaz de combustion à l’atmosphère sont dimensionnés de telles sortes qu’ils ne génèrent pas de nuisances pour le voisinage et assurent une bonne dilution des gaz dans l’atmosphère.

**Art. A. 4249-3. -** L’arrêté d’autorisation d’exploiter précise les règles de conduite et de sécurité nécessaires à une exploitation pérenne des installations.

**Art. A. 4249-4. -** Les cendres et mâchefers issus de l’incinération sont stockés dans des alvéoles ou casiers situés à proximité des installations d’incinération. Les surfaces internes des alvéoles ou des casiers sont recouvertes d’une géomembrane d’étanchéité.

Les alvéoles sont équipés d’un dispositif de collecte des lixiviats. L’élimination de ces derniers est réalisée soit par injection dans l’incinérateur (vaporisation), soit par rejet dans le milieu naturel.

Cette dernière option fait l’objet d’une autorisation particulière figurant dans l’arrêté d’autorisation d’exploiter.

L’incinération de déchets de catégorie 1 dans les installations conçues pour l’incinération de déchets de catégorie 2 est interdite.

**Annexe I - Déchets admissibles par catégorie**

**Annexe I - Déchets admissibles par catégorie** *(Rédaction issue de Arrêté n° 904 CM du 3 juin 2022)*

Catégorie 2

La catégorie 2 comprend notamment les déchets suivants :

- les ordures ménagères ;

- les objets encombrants d’origine domestique avec composants fermentescibles ;

- les déchets de voirie ;

- les déchets industriels et commerciaux banals solides, assimilables aux ordures ménagères, tels que papiers, cartons, textiles, matières organiques animales ;

- les déchets verts ;

- les boues provenant de la préparation d’eau potable ou d’eau à usage industriel, dont la siccité est égale ou supérieure à 30 % et qui ne présente aucun caractère toxique ;

- les boues de stations d’épuration urbaines dont la siccité est égale ou supérieure à 30 % ;

- les boues fermentescibles et fortement évolutives de dégrillage ;

- les déchets fermentescibles et fortement évolutifs de l’industrie et de l’agriculture, lorsqu’ils ne constituent pas des déchets industriels spéciaux ;

- les déchets de bois, papier, carton ;

- les déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes, conditionnés dans des récipients comportant l’étiquetage amiante ou lettre « a » dont le modèle correspond à l’annexe V ;

- les mâchefers matures par carbonatation résultant de l’incinération des déchets des installations de traitement thermique de déchets non dangereux de 1eme classe selon la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement de l’article A. 4110-2-1 du code de l’environnement.

- et, d’une façon générale, les déchets assimilables aux déchets de catégorie 2, ayant fait l’objet d’une procédure d’acceptation préalable favorable.

Catégorie 3

La catégorie 3 (inertes) comprend notamment les déchets suivants :

- les déchets de plastique, de métaux et de ferrailles, de verre, qui ne présentent plus de matières fermentescibles ;

- les refus de tri non fermentescibles et peu évolutifs ;

- les déchets industriels et commerciaux assimilables aux ordures ménagères, non fermentescibles et peu évolutifs ;

- les objets encombrants d’origine domestique sans composants fermentescibles et évolutifs ;

- les déchets dont la teneur en P.C.B. est inférieure à 50 mg/kg ;

- les déblais et gravats non polluants, extraits par fouille du sous- sol ou provenant de la démolition de bâtiments ;

- les déchets d’amiante lié à des matériaux inertes, conditionnés dans des récipients comportant l’étiquetage amiante ou lettre « a » dont le modèle correspond à l’annexe V ;

- les cendres de crémation d'animaux de compagnie conditionnées en vue de prévenir toute dispersion ;

- et, d’une façon générale, les déchets assimilables aux déchets de catégorie 3, ayant fait l’objet d’une procédure d’acceptation préalable favorable.

Sont strictement interdits en Catégorie 2 et 3

- les déchets toxiques ;

- les déchets résultant d'activités de soins et assimilés à risques infectieux, hors les cendres de crémation d'animaux de compagnie à condition d'avoir été conditionnées en vue de prévenir toute dispersion ;

- les déchets inflammables et explosifs ;

- les déchets dangereux des ménages collectés séparément ;

- les déchets radioactifs ;

- les déchets spéciaux d’abattoirs.

- les cendres de crémation d’animaux de rente et de spécimens conditionnées en vue de prévenir toute dispersion ;

- les mâchefers résultant de l’incinération des déchets des installations de traitement thermique de déchets non dangereux de 2e classe selon la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement de l’article A. 4110-2-1 du code de l’environnement.

**Annexe II - Critères minimaux applicables aux rejets d’effluents liquides dans le milieu naturel**

**Annexe II - Critères minimaux applicables aux rejets d’effluents liquides dans le milieu naturel**

- Matières en suspension totale (M.E.S.T.) : < 35 mg/l

- Carbone organique total (C.O.T) : < 70 mg/l

- Demande chimique en oxygène (D.C.O) : < 120 mg/l

- Demande biochimique en oxygène (D.B.O) : <30 mg/l

- Phosphore total: concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier maximum > 50 kg/j

- Phénols :< 0,1 mg/l

- Métaux totaux : <15 mg/l

dont :

Cr 6. (< 0,1 mg/l)

Cd (< 0,2 mg/l)

Pb (< 0,5 mg/l)

Hg (< 0,05 mg/l)

- As : < 0,1 mg/l

- Fluor et composés (enf) : < 15 mg/l

- CN libres : < 0,1 mg/l

- Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l

- Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) : < 1 mg/l

**Annexe III - Dispositions relatives aux casiers dédiés au stockage de déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes en C.E.T. de Catégorie 2**

**Annexe III - Dispositions relatives aux casiers dédiés au stockage de déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes en C.E.T. de Catégorie 2**

Sans préjudice des dispositions déjà prévues par le présent code, les casiers dédiés au stockage des déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes en CET de catégorie 2, sont soumis aux dispositions suivantes :

1° Le déchargement, l’entreposage éventuel et le stockage des déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d’envol de poussières d’amiante.

Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples, sont déchargés avec précaution à l’aide de moyens adaptés tel qu’un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d’une benne sont interdites.

2° Les déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers spécifiques.

3° Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l’entrée du site et lors du déchargement du camion. L’exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac ...) permet de préserver l’intégrité de l’amiante lié durant sa manutention vers le casier et que l’étiquetage “amiante” est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai.

4° Lors de la présentation de déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes, l’exploitant demande au producteur des déchets, le bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l’amiante dont le modèle correspond à l’annexe 5 de l’arrêté n° 1482 CM du 27 septembre 2011 relatif à l’interdiction de l’amiante et à la protection des travailleurs contre les risques liés à l’inhalation des poussières d’amiante.

5° En sus des éléments prévus à l’article A. 4242-2 du présent code, l’exploitant indique dans le registre des admissions, pour les déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes présentés dans son installation :

a) Le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets dangereux contenant de l’amiante ;

b) Le nom et l’adresse de l’expéditeur initial, et le cas échéant son numéro TAHITI ;

c) Le nom et l’adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;

d) Le nom et l’adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro TAHITI ;

e) Les quantités de déchets réceptionnés ;

f) L’identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés.

Les dispositions de l’avant-dernier alinéa de l’article A. 4242-2 du présent code ne sont pas applicables pour l’admission des récipients clos contenant des déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes.

6° Les casiers contenant des déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes sont couverts quotidiennement avant toute opération de régalage d’une couche de matériaux présentant une épaisseur minimale de quinze centimètres (15 cm) damée, garantissant une résistance mécanique suffisante.

7° Dès la fin du comblement d'un casier, une couverture finale est mise en place dans les conditions prévues à l’article A. 4247-1 du présent code pour les dispositions applicables aux casiers de stockage de catégorie 2.

8° Les équipements de collecte des lixiviats sont réalisés pour chaque casier conformément aux dispositions du présent code. Le traitement des lixiviats doit être réalisé dans une station d’épuration propre au site.

Les casiers dédiés au stockage des déchets d’amiante lié et d’amiante lié à des matériaux inertes ne sont pas soumis aux dispositions de l’article A. 4243-7.

**Annexe IV - Dispositions relatives aux casiers dédiés au stockage de déchets d’amiante lié à des matériaux inertes en C.E.T. de Catégorie 3**

**Annexe IV - Dispositions relatives aux casiers dédiés au stockage de déchets d’amiante lié à des matériaux inertes en C.E.T. de Catégorie 3**

Sans préjudice des dispositions déjà prévues par le présent code, les casiers dédiés au stockage des déchets d’amiante lié à des matériaux inertes en CET de catégorie 3 sont soumis aux dispositions suivantes :

1° L’installation est équipée d’un moyen de pesée et chaque chargement de déchets fait l’objet d’un mesurage, avec leur conditionnement, à l’entrée du site ou lors du déchargement.

2° Le déchargement, l’entreposage éventuel et le stockage des déchets d’amiante lié à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d’envol de poussières d’amiante.

Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souple, sont déchargés avec précaution à l’aide de moyens adaptés, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct du chargement sont interdites.

Les déchets d’amiante lié à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers spécifiques.

3° Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l’entrée du site et lors du déchargement. L’exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé permet de préserver l’intégrité de l’amiante lié à des matériaux inertes durant sa manutention avant stockage et que l’étiquetage « amiante » est bien présent.

4° Lors de la présentation de déchets d’amiante lié à des matériaux inertes, l’exploitant demande au producteur des déchets, le bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l’amiante dont le modèle correspond à l’annexe 5 de l’arrêté n° 1482 CM du 27 septembre 2011 relatif à l’interdiction de l’amiante et à la protection des travailleurs contre les risques liés à l’inhalation des poussières d’amiante.

En sus des éléments prévus à l’article A.4242-2 du présent code, l’exploitant indique dans le registre des admissions, pour les déchets d’amiante lié à des matériaux inertes présentés dans son installation :

a) Le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets dangereux contenant de l’amiante ;

b) Le nom et l’adresse du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro TAHITI ;

c) Le nom et l’adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;

d) Le nom et l’adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro TAHITI ;

e) Les quantités de déchets réceptionnés ;

f) L’identification du casier dans lequel les déchets sont stockés.

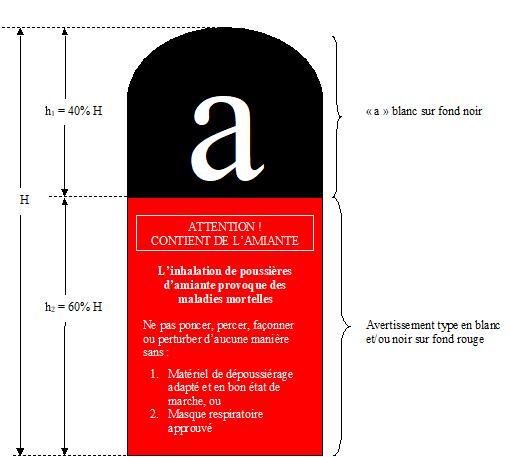
5° Les casiers contenant des déchets d’amiante lié à des matériaux inertes sont couverts quotidiennement et avant toute opération de régalage d’une couche de matériaux présentant une épaisseur minimale de quinze centimètres (15 cm) damée, garantissant une résistance mécanique suffisante. Ils font l’objet d’une signalisation permettant de les repérer sur le site.

6° Dès la fin du comblement d'un casier, une couverture finale est mise en place dans les conditions prévues à l’article A. 4247-1 du présent code de l’environnement pour les dispositions applicables aux casiers de stockage de catégorie 3.

7° Le fond des casiers est en pente de façon que les lixiviats soient drainés gravitairement vers le point de rejet dans le milieu naturel.

**Annexe V - Modèle de l’étiquetage des récipients contenant de l’amiante**

**Annexe V - Modèle de l’étiquetage des récipients contenant de l’amiante**

**[](https://lexpol.cloud.pf/document_gisco.php?document=27882&idk=ff65559c9999260a38b16539e199abb0&base=CONSOLIDATION)**

**Annexe VI - Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l’amiante en Polynésie française**

**Annexe VI - Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l’amiante en Polynésie française**

Il est institué en Polynésie française un bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l’amiante établi selon le modèle figurant en annexe 5 de l’arrêté n° 1482 CM du 27 septembre 2011 relatif à l’interdiction de l’amiante et à la protection des travailleurs contre les risques liés à l’inhalation des poussières d’amiante.

1° Le bordereau de suivi précise :

- l’identité du maître d’ouvrage ou détenteur de déchet, de l’entreprise de travaux, du collecteur ou transporteur et de l’éliminateur ou l’exploitant de l’installation destinataire ;

- la nature et la quantité de déchets enlevés, transportés et éliminés ;

- le conditionnement des déchets et le nombre de colis ;

- la date du conditionnement, de l’enlèvement et de l’élimination des déchets ;

- le mode d’élimination des déchets retenu.

2° Outre les dispositions prévues à l’article A. 4414-11 de l’arrêté n° 1482 CM du 27 septembre 2011 relatif à l’interdiction de l’amiante et à la protection des travailleurs contre les risques liés à l’inhalation des poussières d’amiante, le bordereau de suivi établi en quatre (4) exemplaires accompagne les déchets jusqu’à l’installation destinataire.

Le collecteur et l’exploitant de l’installation destinataire visent successivement le bordereau de suivi au moment de la prise en charge des déchets.

Ils en gardent chacun un exemplaire qu’ils tiennent à la disposition des agents des services chargés des contrôles de leurs installations pendant une durée d’au moins trois ans.

3° L’exploitant de l’installation destinataire transmet au producteur de déchets le dernier exemplaire du bordereau de suivi visé par lui-même et par le collecteur dès l’élimination des déchets.

La date d’élimination doit être mentionnée sur le bordereau de suivi.

4° Le collecteur peut refuser de prendre en charge les déchets, si ceux-ci ne sont pas conditionnés dans des emballages répondant aux caractéristiques fixées par le code de l’environnement de la Polynésie française.

5° L’exploitant de l’installation destinataire peut refuser de prendre en charge les déchets.

Il prévient sans délai le producteur de déchets et lui renvoie le bordereau de suivi en y mentionnant les motivations de refus.

Le producteur prend alors toutes les dispositions nécessaires pour éliminer ses déchets et émet un nouveau bordereau de suivi. Le bordereau mentionnant le refus de prise en charge est joint au document de suivi nouvellement émis.

L’exploitant de l’installation destinataire signale sans délai tout refus de prise en charge aux services compétents pour le contrôle de ses installations.

6° Les producteurs, collecteurs et exploitants des installations destinataires tiennent à jour un registre retraçant au fur et à mesure, les opérations effectuées relatives à l’élimination des déchets.

Ce registre doit être mis à la disposition des agents des services chargés du contrôle de ces installations.

### Chapitre 5 - Autres dispositions relatives aux déchets ultimes

#### Section 1 - Centres d'enfouissement techniques simplifiés (C.E.T.S.)

*(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020)*

##### Sous-section 1 - Condition d'admission des déchets

*Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020*

**Art. A. 4251-2-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Conformément aux dispositions de l’article LP. 4251-2 du code de l’environnement, toute livraison de déchet dans un C.E.T.S.. fait l’objet d’un contrôle visuel. En cas de non-conformité avec les règles d’admission dans le C.E.T.S., le chargement est refusé.

L’exploitant tient en permanence à jour et à disposition de l’inspecteur des installations classées un registre des admissions et un registre des refus. Toute livraison de déchets doit faire l’objet, avant l’accès au site, d’un contrôle quantitatif, effectué sur pont bascule d’une portée suffisante lorsqu’il existe, ou évalué en cas d’absence de pont-bascule.

A l’arrivée de chaque chargement, l’exploitant consigne dans un registre :

- la date et l’heure de réception ;

- le nom du transporteur et le numéro d’immatriculation du véhicule ;

- l’origine et la nature des déchets ;

- le poids ou le volume des déchets.

Les récipients clos ne sont en aucun cas admis en l’état sur la zone à exploiter. Ils sont préalablement ouverts ou perforés afin d’en vérifier le contenu. Ce contrôle s’effectue en dehors de la zone à exploiter, sur une aire particulière.

##### Sous-section 2 - Choix, localisation et aménagement et exploitation du site

*(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020)*

**Art. A. 4251-4-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020)***. -** Conformément aux dispositions de l’article LP. 4251-4 du code de l’environnement, les sites pilotes autorisés sont désignés dans la liste annexée au présent article et intitulée “Liste des sites pilotes autorisés”.

Liste des sites pilotes autorisés

Commune de Tatakoto, suivant demande d’autorisation enregistrée sous le n° 764 DIREN/AR le 10 mars 2015.

Commune de Manihi, suivant demande de validation du schéma de gestion des déchets avec mise en place d’un C.E.T.S. enregistrée sous le n° 1565 DIREN/AR le 20 mai 2015.

**Art. A. 4251-4-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* L’autorisation d’exploiter le C.E.T.S. au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l’environnement précise notamment :

- les capacités maximales et annuelles du C.E.T.S. en poids ou en volume de déchets pouvant y être admis ;

- la durée de l’exploitation ;

- les superficies du C.E.T.S. et de la zone à exploiter ;

- la hauteur sur laquelle la (les) zones (s) à exploiter peut être comblée.

Ces indications peuvent être détaillées casier par casier.

L’exploitant établit un plan prévisionnel d’exploitation des casiers en précisant son évolution dans le temps. Ce plan est joint au dossier de demande d’autorisation d’exploiter.

**Art. A. 4251-4-3** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Le site à exploiter est implanté et aménagé de telle sorte que :

- il respecte les dispositions du P.G.A. communal, s’il existe ;

- il ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l’objet de mesures compensatoires et qui mettraient en cause la préservation de l’environnement et la salubrité publique.

Un relevé topographique du site est réalisé et joint au dossier de demande d’autorisation d’exploiter.

**Art. A. 4251-4-4** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Le site à exploiter est divisé en casiers, eux-mêmes éventuellement subdivisés en alvéoles. La capacité et la géométrie des casiers contribuent à limiter les risques de pollution des eaux souterraines et de surface. La hauteur des déchets dans un casier est déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l’efficacité du système drainant défini ci-après. Les superficies des casiers, et éventuellement des alvéoles, sont précisées dans l’arrêté d’autorisation d’exploiter le C.E.T.S.

**Art. A. 4251-4-5** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Le contexte géologique et hydrogéologique du site d’accueil du C.E.T.S. doit être favorable. En particulier, le sous-sol de la zone à exploiter doit constituer une barrière de sécurité passive, qui ne doit pas être sollicitée pendant l’exploitation, et qui doit permettre à long terme d’assurer la préservation de la pollution des sols, des eaux souterraines et de surface par les déchets et les lixiviats.

Aucune perméabilité de la barrière de sécurité passive n’est exigée. Il est toutefois interdit d’implanter tout ou partie du site à exploiter à l’intérieur des périmètres de protection rapprochée des captages d’eau.

Le fond des casiers est en pente de façon que les effluents soient drainés gravitairement vers le point de rejet dans le milieu naturel.

**Art. A. 4251-4-6** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020)*Des dispositions sont prises pour éviter tout apport d’eau latéral ou par la base des casiers, par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Afin d’éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, ceinture l’installation sur tout son périmètre si nécessaire.

**Art. A. 4251-4-7** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* L’accès au site est limité et contrôlé.

Un dispositif de contrôle est installé à l’entrée du site afin de mesurer notamment le tonnage des déchets admis.

Le site est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l’extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l’incendie. Ce dispositif peut être portable (téléphone mobile ou radio).

**Art. A. 4251-4-8** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* L’exploitant veille à l’intégration paysagère du C.E.T.S., dès le début de son exploitation et pendant toute sa durée. A cet effet, le dossier de demande d’autorisation prévoit les dispositions paysagères qui seront mises en œuvre durant les phases d’exploitation successives et une esquisse des niveaux atteints par le projet, après réaménagement du site à l’issue de la période de suivi. Un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l’année est intégré dans le rapport annuel mentionné à l’article A. 4251-5-1.

**Art. A. 4251-4-9** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Il ne peut être exploité qu’un casier, ou qu’une alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles. La mise en exploitation du casier ou de l’alvéole n + 1 est conditionnée par le réaménagement du casier ou de l’alvéole n - 1 qui peut être, soit un réaménagement final si le casier ou l’alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d’une couverture intermédiaire dans le cas de casiers ou d’alvéoles superposées.

La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse de déchets.

Les déchets sont déposés en couches successives et compactés sur site sauf s’il s’agit de déchets en balles. Ils sont recouverts périodiquement pour limiter les nuisances. L’arrêté d’autorisation précise les modalités de mise en place des déchets, la fréquence de leur recouvrement et la quantité minimale de matériaux de recouvrement qui doit être présent sur le site.

**Art. A. 4251-4-10** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* L’exploitant doit tenir à jour un plan d’exploitation de l’installation de stockage, plan mis à la disposition de l’inspecteur des installations classées.

Les activités de tri des déchets et de récupération sont pratiquées sur une aire spécialement aménagée et conformément à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l’environnement.

Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d’un incendie s’étant développé sur le site ou, à l’inverse, les conséquences d’un incendie extérieur sur le stockage.

Le stockage des carburants nécessaires aux engins d’exploitation est effectué selon la réglementation en vigueur.

**Art. A. 4251-4-11** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Le C.E.T.S. est construit, équipé et exploité, de sorte que son fonctionnement ne puisse être à l’origine de bruits, de vibrations mécaniques ou d’odeurs susceptibles de compromettre la tranquillité, la santé ou la sécurité du voisinage.

L’inspection des installations classées peut demander la réalisation d’une campagne d’évaluation de l’impact olfactif de l’installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Le mode de stockage doit permettre de limiter les envols de déchets. L’exploitant met en place autour de la zone d’exploitation un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède en tant que de besoin au nettoyage des abords de l’installation.

L’exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs et des insectes.

##### Sous-section 3 - Programme de surveillance

*(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020)*

**Art. A. 4251-5-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* L’exploitant doit mettre en place un programme de surveillance du C.E.T.S. Ce programme est détaillé dans l’arrêté d’autorisation.

Il prévoit en particulier un bilan détaillé mensuel des opération de tri des déchets, de récupération et d’exportation des déchets non admissibles en C.E.T.S., ainsi qu’un bilan détaillé mensuel des déchets admis en C.E.T.S.

Les résultats des mesures prévues par le programme de surveillance sont transmis à l’inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des écarts éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l’arrêté d’autorisation et au moins une fois par an.

Par ailleurs, l’inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d’effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l’exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l’exploitant. Une convention avec un organisme extérieur compétent peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés demandés par l’inspection des installations classées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l’exploitant pendant une durée de cinq ans.

**Art. A. 4251-5-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* L’exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité des aquifères susceptibles d’être pollués par le C.E.T.S. Ce réseau est constitué de puits de contrôle dont le nombre est fixé dans l’arrêté d’autorisation. Ce nombre ne doit pas être inférieur à 3 et doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique du C.E.T.S. ou de part et d’autre des casiers.

Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur, de façon à atteindre la nappe phréatique ou la lentille d’eau ou, à défaut, sur une profondeur minimum de 30 mètres à partir du fond du casier le plus proche.

Pour chacun des puits de contrôle et préalablement au début de l’exploitation, il doit être procédé à une analyse de référence qui est transmise à l’inspection des installations classées et conservée par l’exploitant durant toute la durée d’exploitation du site et pendant toute la période de suivi post-exploitation du site.

**Art. A. 4251-5-3** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l’exploitant, en accord avec l’inspecteur des installations classées, met en place un plan d’action et dé surveillance renforcée.

L’exploitant adresse au ministre de l’environnement, à une fréquence déterminée par l’inspecteur des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée. Une copie de ce rapport est adressée au service gestionnaire du domaine public fluvial.

##### Sous-section 4 - Fin d'exploitation

*(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020)*

**Art. A. 4251-6-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Dès la fin du comblement d’un casier, une couverture finale est mise en place pour éviter le plus possible les infiltrations d’eau et l’envol des poussières de déchets.

**Art. A. 4251-6-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Dès la fin de la période d'exploitation, des servitudes d’utilité publique doivent être instituées sur tout ou partie du site.

Ces servitudes doivent interdire l’implantation de constructions et d’ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets stockés. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter les autres usages du sol en site.

**Art. A. 4251-6-3** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020). -* Toute zone couverte fait l’objet d’un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d’exploitation prévu à l’article A. 4251-4-10.

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d’au moins 15 ans. Son contenu doit être détaillé dans l’arrêté d’autorisation.

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l’exploitant adresse un mémoire sur l’état du site accompagné d’une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Sur la base de ces documents, l’inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l’objet d’un arrêté complémentaire pris par le ministre de l’environnement.

**Art. A. 4251-6-4** *(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020).* **-** Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l’exploitant adresse au ministre de l’environnement un dossier retraçant l’historique de la période de suivi accompagné d’une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Le ministre fait procéder par l’inspection des installations classées à une visite du site pour s’assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l’arrêté d’autorisation.

Le rapport de visite établi par l’inspecteur des installations classées est adressé par le ministre de l’environnement à l’exploitant et au maire de la commune intéressée ainsi qu’aux membres du comité de suivi.

Le Président de la Polynésie française détermine ensuite par arrêté, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels du C.E.T.S. la date à laquelle peuvent être levées les obligations de l’exploitant. Il peut également décider de la révision des servitudes publiques instituées sur le site.

#### Section 2 - Zones de stockage temporaire

*(Rédaction issue de Arrêté n° 116 CM du 6 février 2020)*

**Art. A. 4252-1. -** Des zones d'entreposage temporaire peuvent être aménagées pour les besoins de stockage en urgence de déchets, matériaux et débris issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de catastrophes naturelles, à des fins de récupération ou de tri avant leur enfouissement selon les dispositions définies ci-après.

Les zones d'entreposage temporaire sont implantées en dehors des zones sinistrées et reçoivent les déchets provenant des aires de dépose réalisées spontanément par les populations sinistrées ou des amas de déchets créés lors du déblaiement des routes et sites sinistrés.

Lesdites zones sont destinées exclusivement à la récupération et au tri des déchets, matériaux et débris précités par catégorie, avant leur élimination vers un centre d'enfouissement technique adapté, sans compromettre la protection des intérêts mentionnés à l'article LP. 4110-1 du code de l'environnement.

Pour cela, il est prévu les mesures suivantes :

- la durée de stockage des déchets, matériaux et débris précités sur un site ne peut excéder deux années. Elle peut être prolongée d'une année si nécessaire ;

- tout stockage de déchets, matériaux et débris autres que ceux issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de catastrophes naturelles est interdit.

**Art. A. 4252-2. -** Les déchets, matériaux et débris issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de catastrophes naturelles sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement et plus particulièrement :

- les zones d'entreposage temporaire sont situées à au moins 50 mètres des habitations. Dans le cas où ces sites ne peuvent être éloignés suffisamment des habitations, le maître d'ouvrage met en place les dispositions nécessaires pour limiter la gêne pour le voisinage ;

- les dépôts ne doivent pas être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant notamment à l'émission d'odeurs gênantes, de gaz toxiques ou à la formation de produits explosifs ;

- le dépistage et le traitement de la petite fourmi de feu doivent être réalisés systématiquement avant stockage sur un site non infesté et au moment de l'envoi vers un site de traitement ou d'élimination.

**Art. A. 4252-3. -** Dès lors que l'état de catastrophe naturelle est constaté, les travaux d'aménagement et les activités de tri et stockage prévus sur les zones d'entreposage temporaire accueillant les déchets des zones sinistrées peuvent être entrepris sans que soient présentées les demandes d'autorisation auxquelles ils sont soumis par le présent code, sous réserve d'informer au préalable la direction de l'environnement des travaux et activités envisagés.

Cette information prend la forme d'un rapport précisant les modalités d'aménagement du ou des sites d'entreposage ainsi que celles relatives au tri, stockage et élimination des déchets et matériaux.

La direction de l'environnement peut fixer d'éventuelles mesures conservatoires, de suivi ou autres prescriptions adaptées ainsi que les modalités de remise en état et de désaffectation des aires d'entreposage temporaire. Le cas échéant, elle peut constater que les conditions d'application de la présente sous-section ne sont pas réunies.

Un compte-rendu circonstancié est adressé à la direction de l'environnement à l'issue des travaux et activités précités.

### Chapitre 6 - Dispositions générales relatives aux opérations d’immersion des déchets

#### Section 1 - Définitions et champ d’application

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Lieux d’immersion

**Art. A. 4262-1-1. -** Pour l’application de l’article LP. 4262-1, l’immersion des déchets est autorisée, à l’intérieur des eaux territoriales, à une profondeur strictement supérieure à deux mille mètres.

Les zones d’immersion sont comprises dans un cercle d’un rayon de 1 mille nautique autour des points d’immersion suivants, exprimés en longitude et en latitude :

Pour les îles du Vent :

1° 149° 48,0’ W - 17° 45,0’ S

2° 149° 30,0’ W - 17° 20,0’ S

3° 149° 03,0’ W - 18° 00,0’ S

4° 150° 00,0’ W - 17° 21,0’ S

Pour les îles Sous-le-Vent :

1° 151° 00,0’ W - 16° 32,0’ S

2° 151° 30,0’ W - 17° 04,0’ S

3° 152° 04,0’ W - 16° 30,0’ S

Pour les îles Tuamotu (Ouest) :

1° 146° 00,0’ W - 14° 13,0’ S

2° 148° 05,0’ W - 15° 51,0’ S

3° 148° 25,0’ W - 14° 50,0’ S

Pour les îles Tuamotu (centre) :

1° 141° 14,5’ W - 18° 08,0’ S

2° 143° 00,0’ W - 16° 49,0’ S

Pour les îles Tuamotu (Nord-Ouest) :

1° 141° 37,0’ W - 14° 06,0’ S

2° 144° 53,0’ W - 14° 37,0’ S

Pour les îles Marquises :

1° 139° 18,5’ W - 10° 00,0’ S

2° 139° 36,0’ W - 9° 06,0’ S

3° 140° 00,0’ W - 8° 37,0’ S

Pour les îles Gambier :

1° 134° 48,5’ W - 23° 00,0’ S

2° 135° 00,0’ W - 22° 53,0’ S

Pour les îles Australes :

1° 151° 14,0’ W - 22° 34,0’ S

2° 149° 38,0’ W - 23° 18,0’ S

3° 147° 38,0’ W - 23° 44,0’ S

4° 152° 43,0’ W - 22° 38,0’ S”

#### Section 3 - Principe d’interdiction d’immersion et exceptions

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 4 - Autorisations requises

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 5 - Conditions d’opérations d’immersion

**Art. A. 4265-1. -** Les présentes dispositions s'appliquent aux opérations d'immersion définies à l'article LP. 4261-1 du présent code, à l'exclusion des immersions effectuées par des navires et aéronefs militaires et sous réserve de la compétence de l'Etat, mentionnée au 5° de l'article 6 de la loi statutaire\*.

Pour l'application de la présente section, les termes de déchets, immersion, navires et aéronefs doivent être compris dans le sens de l'article LP. 4261-1 du présent code.

**Art. A. 4265-2. -** L’immersion des déchets, en application de l'article LP. 4263-2 du présent code, est soumise à l'obtention d'une autorisation délivrée par le minitre en charge de l’environnement, valable exclusivement pour l'immersion sollicitée et dont la validité ne peut excéder une année.

Le dossier de demande d’autorisation d’immersion, constitué à la diligence et aux frais du pétitionnaire, mentionne :

1° S’il s’agit d’une personne physique : son identité et sa domiciliation ;

2° S’il s’agit d’une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, ses statuts, sa forme juridique, l’adresse de son siège social, la qualité du mandataire social ;

3° La description des déchets (nature, composition, quantité, poids, volume, tirant d’air et d’eau (s’il s’agit d’un navire) qui doivent faire l’objet d’une immersion ;

4° Les coordonnées, exprimées en longitude et latitude, du lieu d'immersion ;

5° Une attestation délivrée par un expert agréé près la cour d'appel de Papeete, certifiant que l’ensemble des déchets a été débarrassé de toute fraction polluante et/ou flottante ;

6° Le type, la référence et le nom du navire ou de l'aéronef envisagée pour l'immersion, ainsi que le port d'embarquement.

La direction de l’environnement, chargée de l’instruction du dossier de demande, peut demander au pétitionnaire les études, les travaux scientifiques ou les méthodes utilisées pour établir les éléments du dossier.

Elle peut également, aux frais du pétitionnaire :

1° Faire analyser dans les conditions qu’elle détermine, tout échantillon des déchets pour lesquels la demande l'autorisation d’immersion est présentée ;

2° Faire réaliser par le pétitionnaire ou tout organisme de son choix les études complémentaires qui lui paraissent nécessaires, notamment sur l’état biologique et économique du milieu marin dans la zone d’immersion envisagée et au voisinage de celle-ci.

**Art. A. 4265-3. -** La délivrance du permis d’immersion est subordonnée à la détention préalable des autorisations administratives prévues par les autres réglementations en vigueur en Polynésie française.

L’autorisation est accordée ou refusée, par un avis motivé dans un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande.

Elle indique la situation géographique exacte de la zone d’immersion et les conditions auxquelles le pétitionnaire doit se soumettre.

Une ampliation de l’autorisation délivrée sera adressée sans délai au haut-commissaire de la République, responsable de la notification aux organisations internationales.

**Art. A. 4265-4. -** Le pétitionnaire s’engage à respecter les conditions imposées par l’arrêté d’autorisation d’immersion et, d’une manière générale, la réglementation relative à l’immersion des déchets.

Nonobstant les dispositions pénales prévues à cet effet, l’autorisation d’immersion est immédiatement suspendue ou retirée en cas de non-respect de la réglementation relative à l’immersion des déchets.

### Chapitre 7 - Dispositions pénales

#### Section 1 - Dispositions générales

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 - Dispositions pénales relatives à toutes opérations de prévention et de gestion des déchets

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 3 - Dispositions pénales spécifiques relatives aux opérations d’immersion des déchets

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

## Titre III - Autres dispositions spécifiques

### Chapitre 1er - Le crématorium

*(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023)*

#### Section 1 : Dispositions techniques

*(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023)*

**Art. A. 4311-1-1** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* Le crématorium se divise en une partie publique réservée à l’accueil des familles et une partie technique réservée aux professionnels.

Le crématorium doit être conforme à la réglementation applicable aux établissements recevant du public, notamment aux dispositions du règlement de sécurité contre l’incendie.

La partie technique du crématorium doit être conforme à la réglementation du travail, notamment en ce qui concerne l’hygiène et la sécurité, les locaux et le matériel mis à la disposition du personnel, l’affichage obligatoire.

**Art. A. 4311-1-2** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* La partie publique du crématorium comprend, au minimum, un local d’accueil et d’attente des familles, une salle de cérémonie et de remise de l’urne cinéraire à la famille.

Elle comprend une salle de présentation visuelle de l’introduction du cercueil dans le four de crémation.

**Art. A. 4311-1-3** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* L’isolement acoustique de la salle de cérémonie et de remise de l’urne cinéraire à la famille vis-à-vis des bruits routiers est de 30 décibels (A) au minimum.

Les parois de la salle de cérémonie ont un indice d’affaiblissement acoustique “R” tel que l’isolement acoustique théorique vis-à-vis des bruits aériens intérieurs en provenance des locaux adjacents soit de 38 décibels (A) au minimum.

Toutefois les portes intérieures de la salle de cérémonie et de remise de l’urne cinéraire à la famille peuvent être détalonnées afin de permettre le passage de la ventilation.

Les murs de la partie publique du crématorium sont recouverts de revêtements classés M 2 du point de vue de leur comportement au feu.

Le passage de porte entre la salle de cérémonie et la partie technique doit avoir une largeur de 110 centimètres au minimum et doit permettre le passage du cercueil en position horizontale. Le couloir éventuel de liaison a une largeur de 120 centimètres au minimum.

**Art. A. 4311-1-4** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* La partie technique du crématorium comprend, outre un four de crémation, au minimum, un pulvérisateur de calcius, une salle d’introduction du cercueil et un local de dépôt provisoire des urnes cinéraires.

Les pièces de la partie technique du crématorium communiquent entre elles pour permettre la circulation du personnel hors de la vue du public.

L’accès des cercueils au crématorium doit s’effectuer, en position horizontale, par la partie technique.

Les couloirs de la partie technique du crématorium ont, au minimum, une largeur de 120 centimètres.

Le libre passage des portes de la partie technique du crématorium a, au minimum, une largeur de 110 centimètres.

**Art. A. 4311-1-5** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* Chaque four de crémation est pourvu d’une seule chambre de combustion principale à sole plane et, au minimum, d’une chambre de postcombustion. Le four de crémation doit permettre, dans des conditions normales, d’assurer une durée de combustion inférieure à quatre-vingt-dix minutes.

Chaque four de crémation est muni d’un système d’introduction du cercueil dans la chambre de combustion interdisant tout contact manuel avec le cercueil au cours de cette opération. Ce système d’introduction du cercueil dans le four de crémation doit assurer cette mise en place en moins de vingt secondes.

Le four de crémation est muni de sécurités interdisant le dépôt du cercueil lorsque la température de la chambre de combustion est inférieure à 350° C et supérieure à 900° C.

Dans la chambre de postcombustion, les gaz issus de la chambre de combustion sont portés, même dans les conditions les plus défavorables et à chaque instant, d’une façon contrôlée et homogène, à une température d’au moins 850° C pendant au moins deux secondes et en présence d’au moins 6 % d’oxygène mesuré dans les conditions réelles.

A cet effet, le four de crémation est muni de moyens de mesure en continu de la température dans la zone d’entrée de la chambre de postcombustion ainsi que de la température et du taux d’oxygène réel en zone de sortie de la chambre de postcombustion.

Le conduit d’évacuation des gaz en sortie de chambre de postcombustion doit être pourvu d’un système d’éjection forcée, contrôlé par un ventilateur indépendant uniquement destiné à cet effet. Le conduit d’évacuation des gaz est également pourvu d’une sécurité de surchauffe agissant directement sur le contrôle de la combustion en chambre de combustion. La vitesse d’émission des gaz de combustion doit être supérieure à 8 mètres par seconde.

Le ventilateur servant à l’éjection des gaz doit être contrôlé par une mesure de dépression dans la chambre de combustion, ceci afin de garantir à l’utilisateur une sécurité lors de l’ouverture des portes lorsque le four de crémation est en fonctionnement.

Le fonctionnement des équipements de production de chaleur du four de crémation doit être protégé par une sécurité supplémentaire en cas de dépassement de leurs températures limites de fonctionnement. En cas de contrôle du processus de crémation par automate programmable ou tout autre mode de contrôle digital, la sécurité des équipements de production de chaleur sera doublée d’une sécurité à réenclenchement manuel indépendante de ce dernier et directement connectée sur l’alimentation des systèmes de contrôle des équipements de production de chaleur.

Le système de mise en place du cercueil dans la chambre de combustion ainsi que le système d’ouverture de la porte d’introduction du four de crémation doivent pouvoir être actionnés à tout moment manuellement en cas d’incident et permettre de terminer l’opération d’introduction du cercueil, même en absence de tension électrique, par la mise en œuvre des seuls dispositifs installés sur le four de manière inamovible.

Les équipements sont entretenus régulièrement (fours, conduites d’évacuation des gaz, etc.), et les résidus provenant de l’entretien du conduit d’évacuation des gaz sont traités dans une filière autorisée par la réglementation. Chaque entretien, essai de fonctionnement, vérification sera consigné dans un rapport d’entretien transmis aux autorités avec le rapport d’autocontrôle défini à l’article LP. 4312-2. Le rapport d’entretien comprendra les certificats d’élimination des résidus issus des conduites d’évacuation des gaz.

**Art. A. 4311-1-6** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* Chaque crématorium est muni au moins d’une cheminée d’évacuation des gaz du (ou des) four(s) de crémation.

Chaque conduit de la cheminée devra comporter un orifice de prélèvement d’échantillons d’effluents gazeux, conforme à la norme NF X 44 052.

**Art. A. 4311-1-7** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* La hauteur minimale du débouché à l’air libre de la cheminée (Ho) d’un crématorium est calculée comme suit :

Ho = 1,05 x hi

Où hi est :

- soit la hauteur du faîte du bâtiment où se trouve la cheminée ;

- soit la hauteur des obstacles naturels ou artificiels d’une largeur supérieure à 10 mètres situés à une distance horizontale de la cheminée inférieure ou égale à 30 mètres.

Ho est la plus grande des valeurs 1,05 x hi calculées selon les dispositions du présent article ; en tout état de cause, Ho ne doit pas être inférieure à 6 mètres par rapport au plan de pose du four.

**Art. A. 4311-1-8** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* Les quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l’atmosphère par les crématoriums sont fixées comme suit :

- 20 mg/normal m3 de composés organiques (exprimés en carbone total) ;

- 500 mg/normal m3 d’oxydes d’azote (exprimés en équivalent dioxyde d’azote) ;

- 50 mg/normal m3 de monoxyde de carbone ;

- 10 mg/normal m3 de poussières ;

- 30 mg/normal m3 d’acide chlorhydrique ;

- 120 mg/normal m3 de dioxyde de soufre ;

- 0,1 ng I-TEQi (1) /normal m3 de dioxines de furanes ;

- 0,2 mg/normal m3 de mercure.

1° Le débit volumétrique des gaz résiduaires est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température et de pression après déduction de la vapeur d’eau (gaz secs) ;

2° Les valeurs d’émission sont déterminées en masse par volume des gaz résiduaires et exprimées en milligramme par normal mètre cube sec (mg/normal m3), sauf pour les dioxines pour lesquelles les valeurs d’émission sont exprimées en nanogramme par normal mètre cube sec (ng/normal m3). Elles sont rapportées à une teneur en oxygène dans les gaz résiduaires de 11 % après déduction de la vapeur d’eau (gaz secs) ou à une teneur en dioxyde de carbone dans les gaz résiduaires de 9 % après déduction de la vapeur d’eau (gaz secs).

Note : (1) I-TEQ = international toxic equivalent quantity

**Art. A. 4311-1-9** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* Chaque ouverture du four de crémation est à une distance minimale de 4 mètres de la paroi opposée du local. L’ouverture du four de crémation destinée à l’introduction du cercueil a une dimension minimale de 80 centimètres sur 80 centimètres.

**Art. A. 4311-1-10** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* Le crématorium doit être pourvu de moyens de secours contre l’incendie.

Le local contenant le four de crémation ainsi que la salle d’introduction du cercueil sont séparés des locaux adjacents par des parois fixes de degré coupe-feu deux heures, par des parois mobiles de degré coupe-feu une heure, le vitrage éventuel de la salle de présentation visuelle étant de degré coupe-feu une heure.

Le local contenant le ou les fours de crémation ainsi que la salle d’introduction du cercueil sont pourvus en parties haute et basse d’orifices d’aération donnant directement sur l’extérieur du crématorium et placés de façon opposée, d’une surface au moins égale à 16 décimètres carrés par orifice, cette valeur s’appliquant pour un seul four de crémation.

Dans le cas où le pulvérisateur de calcius n’est pas intégré au four de crémation, il doit être équipé d’un dispositif d’aspiration des poussières.

Le local contenant le ou les fours de crémation ainsi que la salle d’introduction du cercueil ne contiennent que les matériels et matériaux nécessaires au fonctionnement du four. Tout dépôt de produits ou matériels combustibles est interdit. Le dispositif général d’arrêt d’urgence des circuits électriques de la partie technique du crématorium est placé à l’extérieur du local contenant le ou les fours de crémation ainsi que de la salle d’introduction du cercueil. Ce dispositif est repéré par un panneau précisant sa fonction.

La vanne de coupure d’urgence de l’arrivée du combustible qui alimente le ou les fours de crémation, placée à l’extérieur du bâtiment, est signalée par une ou plusieurs plaques.

**Art. A. 4311-1-11** *(Rédaction issue de Arrêté n° 317 CM du 2 mars 2023). -* Démantèlement des installations et remise en état du site en fin d’exploitation.

Lorsque l’exploitation est mise à l’arrêt définitif, son exploitant informe la direction de l’environnement, celle de la santé et le haut- commissariat et place son site dans un état tel qu’il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l’article LP. 4110-1 du code de l’environnement :

- les installations sont démontées ;

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s’ils ont été retirés, découpés et ferraillés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Une étude de sol est réalisée sur l’emprise du site afin d’assurer de l’absence de pollution et le cas échéant proposer un protocole de dépollution du site, en vue de la remise en état du site.

*(Titre abrogé**Rédaction issue de Loi du Pays n° 2020-5 du 16 janvier 2020)*

**Art. A. 4312-1** *(Rédaction issue de Loi du Pays n° 2020-5 du 16 janvier 2020). -* Article abrogé. *(Titre abrogé**Rédaction issue de Loi du Pays n° 2020-5 du 16 janvier 2020)*

**Annexe I - Coûts de remise en état ou de réhabilitation**

*(Rédaction issue de Loi du Pays n° 2020-5 du 16 janvier 2020). - Article abrogé*

*(Titre abrogé**Rédaction issue de Loi du Pays n° 2020-5 du 16 janvier 2020)*

**Annexe II - Modèle d’attestation de la constitution de garanties financières**

*(Rédaction issue de Loi du Pays n° 2020-5 du 16 janvier 2020). - Article abrogé*

**Art. A. 1312-2. -** *Rédaction issue de Arrêté n° 135 CM du 10 février 2020). -* Article abrogé

### Chapitre 2 – RÉSERVÉ

### Chapitre 3 - Dispositifs spécifiques au cadre de vie

#### Section 1 - Obligation d’embellissement

*La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.*

#### Section 2 Réservé

#### Section 3 - Lutte contre le bruit

**Art. A. 4333-3-1. -** La liste des activités relevant des expressions culturelles et des traditions populaires de la Polynésie française visées à l'article LP. 4333-3 du code de l'environnement est arrêtée comme suit :

- Les manifestations organisées dans le cadre des festivités annuelles du Heiva (Heiva i Tahiti, Heiva des écoles, Heiva Tuaro ma'ohi, Heiva Va'a mateina'a, Heiva Umu ti, Heiva du Conservatoire artistique de Polynésie française « Te Fare Upa Rau », Heiva des communes de Tahiti et des îles, Heiva Tarava, Grand spectacle du Marae Arahurahu) ;

- Les manifestations organisées dans le cadre des festivités annuelles de la Fête de l'Autonomie (Hivavaevae) ;

- Les manifestations organisées dans le cadre des festivités annuelles du Hura Tapairu (Hura Tapairu, Hura Tapairu international, Pahu nui) ;

- Les manifestations organisées dans le cadre du gala des arts traditionnels du conservatoire artistique de Polynésie française ;

- Les manifestations organisées dans le cadre de festival (festival des Marquises, Mini festival des Marquises, festival des Raromata'i (ISLV), festival des Tuamotu, festival des arts du Pacifique, festival du tatouage, festival du Ukulele) ;

- Les manifestations organisées dans le cadre de Pina'ina'i ;

- Les manifestations organisées dans le cadre de Ta'iri Pa'umotu ;

- Les manifestations organisées dans le cadre de Matari'i ;

- Les manifestations organisées dans le cadre du Orero des écoles.

**Art. A. 4333-3-2. -** Sont également couverts par les dispositions prévues à l'article LP. 4333-3, les répétitions des groupes de danse et de chant pour une ou plusieurs manifestations visées à l'article précédent. Elles doivent respectées les conditions cumulatives suivantes :

- Pouvoir justifier d'une inscription régulière à au moins l'une des manifestations culturelles précitée ;

- Tenir des répétions dans une période n'excédant pas quatre (4) mois précédent l'événement ;

- Limiter l'impact sonore des répétitions à la tranche horaire de 17h à 22h.

**Art. A. 4333-3-3** *(Rédaction issue de Arrêté n° 724 CM du 21 mai 2024). -* Les activités bruyantes, exercées dans les entreprises et établissements industriels ou commerciaux ne figurant pas à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ne peuvent par leur durée, leur intensité et leur répétition porter atteinte à la tranquillité ou à la santé du voisinage.

**Art. A. 4333-3-4** *(Rédaction issue de Arrêté n° 724 CM du 21 mai 2024). -* I. Sur demande du service administratif en charge de l'environnement, l'exploitant d'un lieu mentionné à l'art. LP. 4333-2 est tenu d'établir une étude de l'impact des nuisances sonores comprenant notamment l'étude acoustique permettant d'estimer les niveaux de pression acoustique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux ainsi qu'une liste des préconisations des travaux nécessaires pour être conforme aux dispositions de l'art. A. 4333-3-3.

II. Ces documents doivent être mis à jour en cas de modification de l'installation.

**Art. A. 4333-3-5** *(Rédaction issue de Arrêté n° 724 CM du 21 mai 2024). -* Le service administratif en charge de l'environnement peut effectuer des contrôles en se basant sur les travaux d'isolation acoustique nécessaires prévus par l'étude d'impact et les dispositions prises pour limiter le niveau sonore et les émergences, notamment par des travaux d'isolation phonique et l'installation d'un limiteur de pression acoustique.

**Art. A. 4333-3-6** *(Rédaction issue de Arrêté n° 724 CM du 21 mai 2024). -* Tout manquement aux obligations prévues aux art. A. 4333-3-3 et A. 4333-3-4 est soumis aux dispositions prévues au chapitre II du titre VI du livre Ier de la partie "loi du pays" du présent code.

#### Convention type de partage des avantages

*(Rédaction issue de Arrêté n° 2084 CM du 14 novembre 2023)***.**

|  |  |
| --- | --- |
|  | POLYNéSIE FRANçAISE |
|  | CONVENTION N° du  (NOR : ………...CO )  portant sur le partage des avantages de l’utilisation autorisée des ressources par |
|  | |

1. Le code de l’environnement de la Polynésie française ;
2. La demande d’autorisation d’accès et d’usage des ressources de en date du                                                    ;

Entre :

La Polynésie française, représentée par son Président Monsieur Moetai BROTHERSON, dûment habilité à cet effet par l’arrêté n°                          /CM du                                                    , ci-après désigné « le fournisseur »,

d’une part,

et :

, , ci-après désigné « l’utilisateur »,

d’autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

…………….

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

**Article 1er. - Objet**

La présente convention a pour objet de formaliser le consentement préalable donné en connaissance de cause de la Polynésie française pour l’utilisation de la ressource génétique suivante :

…………….

Aux fins suivantes :

…………….

Elle organise les droits d’accès et d’usage des ressources ainsi que les droits de perception et de partage des avantages découlant de l’usage autorisé des ressources.

**Article 2. - Conditions d’utilisation de la ressource génétique**

Les conditions d’utilisation de la ressource génétique sont les suivantes :

…………….

Toute communication, scientifique ou à destination du grand public, doit mentionner la Polynésie française en tant que fournisseur de la ressource concernée, ainsi que le numéro d’enregistrement au centre d’échange d’informations de la diversité biologique de la Polynésie française.

L’utilisateur est tenu de restituer au fournisseur les informations et connaissances acquises ou collectées dans le cadre de son autorisation d’accès. Ces informations, éléments du patrimoine immatériel de la Polynésie française sont transmises à la Direction de l’environnement qui en assure la conservation et la gestion.

Lorsque l’autorisation d’accès aux ressources et le droit d’usage qui en découle conduit à une demande de brevet, le fournisseur est obligatoirement associé à cette déclaration en tant que co-déclarant.

Lorsque cette autorisation conduit à une mise sur le marché, l’utilisateur doit informer le fournisseur par écrit.

L'utilisateur communique son chiffre d'affaire annuel dans les conditions fixées à l’article A. 3453-2 du code de l’environnement.

**Article 3. - Partage des avantages**

Les avantages découlant de l’utilisation de la ressource génétique sont monétaires et prennent la forme de contributions financières.

Elles sont fixées par l’article A. 3453-1 du code de l’environnement et versées au profit d’un compte d’affectation spéciale institué par la délibération n° 2021-108 APF du 7 octobre 2021 portant création d’un compte d’affectation spéciale dénommé “Fonds intergénérationnel en faveur de la protection de l’environnement”.

**Article 4. - Élection de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

**Présidence de la Polynésie française**

B.P. 2551, 98713 Papeete – TAHITI

Quartier Broche – Avenue Pouvanaa a OOPA

Tél. : 40 47 20 00, Fax. : 40 47 21 10

[capr@presidence.pf](mailto:capr@presidence.pf), http://www.presidence.pf

[Intitulé de la 2ème personne morale ou physique]

B.P. 9999 , 98.... Commune – ILE

Polynésie française - adresse1, adresse2

Tél. : 40 99 99 99, Fax. : 40 99 99 99

Email : @, site internet

**Article 5. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d’exemplaires**

La présente convention est établie, au jour de la signature, pour une durée fixée à l’article LP. 3432-2-2 du Code de l’environnement.

Elle peut être dénoncée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de mois. Elle est exempte de tous droits de timbre et d’enregistrement.

Toute modification des conditions autorisées d’accès ou d’usage des ressources génériques doit faire l’objet d’un accord exprès du fournisseur, par voie d’avenant à la présente convention.

Fait à Papeete, le

|  |  |
| --- | --- |
| Fait à                                , le                       .  [[1]](#footnote-1) | Fait à                                , le                       .  Le Président  de la Polynésie française |
| XXX | Moetai BROTHERSON |

#### La nomenclature des installations classées

*(Rédaction issue de Arrêté n° 1920 CM du 28 octobre 2024)***.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement** | | |
| **Numéro** | **Intitulé** | **Classe** |
| **1 000** | **Substances et préparations ou mélanges dangereux (définition et classification des).** |  |
|  | **Explosif** : substances ou préparations ou mélanges explosibles et tout produit ouvré comportant des substances ou préparations ou mélanges explosibles destiné à être utilisé pour les effets de son explosion ou à des fins pyrotechniques. |  |
|  | **Explosibles** : substances et préparations solides, liquides, pâteuses ou gélatineuses qui, même sans intervention d'oxygène atmosphérique, peuvent présenter une réaction exothermique avec développement rapide de gaz et qui, dans des conditions d'essais déterminées, détonent, déflagrent rapidement ou, sous l'effet de la chaleur, explosent en cas de confinement partiel. |  |
|  | **Comburantes** : substances ayant pour propriété de permettre la combustion d’un combustible. |  |
|  | **Combustion** : réaction chimique exothermique d’oxydoréduction. |  |
|  | **Combustible** : corps réducteur nécessaire à la combustion. |  |
|  | **Extrêmement inflammables** : substances et préparations liquides dont le point d'éclair est extrêmement bas et le point d'ébullition bas, ainsi que substances et préparations gazeuses qui, à température et pression ambiantes, sont inflammables à l'air. |  |
|  | **Facilement inflammables** : substances et préparations : |  |
|  | a) Qui peuvent s'échauffer au point de s'enflammer à l'air à température ambiante sans apport d'énergie |  |
|  | b) A l'état solide, qui peuvent s'enflammer facilement par une brève action d'une source d'inflammation et continuer à brûler ou à se consumer après l'éloignement de cette source |  |
|  | c) A l'état liquide, dont le point d'éclair est très bas |  |
|  | d) Ou qui, au contact de l'eau ou de l'air humide, produisent des gaz extrêmement inflammables en quantités dangereuses. |  |
|  | **Inflammables** : substances et préparations liquides, dont le point d'éclair est bas. |  |
|  | **Très toxiques** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée en très petites quantités, entraînent la mort ou nuisent à la santé de manière aiguë ou chronique. |  |
|  | **Toxiques** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée en petites quantités, entraînent la mort ou nuisent à la santé de manière aiguë ou chronique. |  |
|  | **Nocives** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner la mort ou nuire à la santé de manière aiguë ou chronique. |  |
|  | **Corrosives** : substances et préparations qui, en contact avec des tissus vivants, peuvent exercer une action destructrice sur ces derniers. |  |
|  | **Irritantes** : substances et préparations non corrosives qui, par contact immédiat, prolongé ou répété avec la peau ou les muqueuses, peuvent provoquer une réaction inflammatoire. |  |
|  | **Sensibilisantes** : substances et préparations qui, par inhalation ou pénétration cutanée, peuvent donner lieu à une réaction d'hypersensibilisation telle qu'une exposition ultérieure à la substance ou à la préparation produit des effets néfastes caractéristiques. |  |
|  | **Cancérogènes** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent provoquer un cancer ou en augmenter la fréquence : |  |
|  | a) Cancérogènes de catégorie 1 : substances et préparations que l'on sait être cancérogènes pour l'homme ; |  |
|  | b) Cancérogènes de catégorie 2 : substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut provoquer un cancer ou en augmenter la fréquence ; |  |
|  | c) Cancérogènes de catégorie 3 : substances et préparations préoccupantes pour l'homme en raison d'effets cancérogènes possibles, mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2 ; |  |
|  | **Mutagènes** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence : |  |
|  | a) Mutagènes de catégorie 1 : substances et préparations que l'on sait être mutagènes pour l'homme ; |  |
|  | b) Mutagènes de catégorie 2 : substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence ; |  |
|  | c) Mutagènes de catégorie 3 : substances et préparations préoccupantes pour l'homme en raison d'effets mutagènes possibles, mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2. |  |
|  | **Toxiques pour la reproduction** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire ou augmenter la fréquence d'effets nocifs non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives : |  |
|  | a) Toxiques pour la reproduction de catégorie 1 : substances et préparations que l'on sait être toxiques pour la reproduction de l'homme ; |  |
|  | b) Toxiques pour la reproduction de catégorie 2 : substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut produire ou augmenter la fréquence d'effets nocifs non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives ; |  |
|  | c) Toxiques pour la reproduction de catégorie 3 : substances et préparations préoccupantes en raison d'effets toxiques possibles pour la reproduction, mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2 ; |  |
|  | **Dangereuses pour l'environnement** : substances et préparations qui, si elles entraient dans l'environnement, présenteraient ou pourraient présenter un risque immédiat ou différé pour une ou plusieurs de ses composantes. On distingue : |  |
|  | A. ― Les **substances très toxiques** pour les organismes aquatiques, y compris celles pouvant entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique. |  |
|  | B. ― Les **substances toxiques** pour les organismes aquatiques et pouvant entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique. |  |
|  | Le terme « gaz » désigne toute substance dont la pression de vapeur absolue est égale ou supérieure à 101,3 kPa à une température de 20° C. |  |
|  | Le terme « liquide » désigne toute substance qui n'est pas définie comme étant un gaz et qui ne se trouve pas à l'état solide à une température de 20° C et à une pression normale de 101,3 kPa. |  |
|  | **Classification** : |  |
|  | La classification des substances, ou préparations ou mélanges dangereux sont inscrites sur les fiches de données sécurité des produits, elles sont rédigées par les fabricants conformément aux règles en vigueur. Les fiches de données sécurités sont à fournir par les exploitants en langue française, elles permettront de justifier du classement des produits. |  |
| **1 110** | **Très toxiques (Fabrication)** | 1ère classe |
| **1 111** | **Très toxiques** (emploi ou stockage de substances et préparations - ) telles que définies à la rubrique 1000. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant |  |
|  | 1 - Substances et préparations solides : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg | 2ème classe |
|  | 2 - Substances et préparations liquides : |  |
|  | a) supérieure à 250 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 kg, mais inférieure ou égale à 250 kg | 2ème classe |
|  | 3 - Gaz ou gaz liquéfiés : |  |
|  | a) supérieure à 50 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 10 kg, mais inférieure ou égale à 50 kg | 2ème classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | - les substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature |  |
|  | - l’uranium et ses composés. |  |
| **1 115** | **Dichlorure de carbonyle ou phosgène** (Fabrication) | 1ère classe |
| **1 116** | **Dichlorure de carbonyle ou phosgène** (emploi ou stockage de - ). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant, |  |
|  | 1 - Quel que soit le poids unitaire du récipient : |  |
|  | supérieure à 300 kg | 1ère classe |
|  | 2 - en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 30 kg : |  |
|  | inférieure ou égale à 300 kg | 1ère classe |
|  | 3 - en récipients de capacité unitaire inférieure à 30 kg : |  |
|  | supérieure à 60 kg, mais inférieure ou égale à 300 kg | 2ème classe |
| **1 130** | **Toxiques** (fabrication industrielle de substances et préparations - ) telles que définies à la rubrique 1 000 | 1ère classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | - les substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature |  |
|  | - le méthanol, notamment visé par la rubrique 1431. |  |
| **1 131** | **Toxiques** (emploi ou stockage de substances et préparations - ) telles que définies à la rubrique 1 000. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant, |  |
|  | 1 - Substances et préparations solides : |  |
|  | a) supérieure à 50 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 5 tonnes, mais inférieure ou égale à 50 tonnes | 2ème classe |
|  | 2 - Substances et préparations liquides : |  |
|  | a) supérieure à 10 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 10 tonnes | 2ème classe |
|  | 3 - Gaz ou gaz liquéfiés : |  |
|  | a) supérieure à 2 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 2 000 kg | 2ème classe |
|  | Exclus de cette rubrique |  |
|  | - substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature |  |
|  | - méthanol, notamment visé par la rubrique 1432. |  |
| **1 135** | **Ammoniac** (fabrication industrielle de l’) | 1ère classe |
| **1 136** | **Ammoniac** (emploi ou stockage de l'- ). |  |
|  | **A - Stockage** |  |
|  | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant, |  |
|  | 1 - en récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : |  |
|  | supérieure à 150 kg | 1ère classe |
|  | 2 - en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : |  |
|  | a) supérieure à 5 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 150 kg, mais inférieure ou égale à 5 000 kg | 2ème classe |
|  | **B - Emploi.** |  |
|  | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 500 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1 500 kg | 2ème classe |
| **1 137** | **Chlore** (fabrication industrielle du) | 1ère classe |
| **1 138** | **Chlore** (emploi ou stockage du - ). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant, |  |
|  | 1 - Quelque soit la capacité unitaire du récipient |  |
|  | supérieure 1 000 kg | 1ère classe |
|  | 2 - en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 60 kg : |  |
|  | supérieure à 60 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg | 1ère classe |
|  | 3 - en récipients de capacité unitaire inférieure à 60 kg : |  |
|  | a) supérieure à 500 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 kg, mais inférieure ou égale à 500 kg | 2ème classe |
| **1 140** | **Formaldéhyde de concentration supérieure ou égale à 90%** (fabrication industrielle, emploi ou stockage de) |  |
|  | 1 - Fabrication industrielle | 1ère classe |
|  | 2 - Emploi ou stockage La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 5 t | 2ème classe |
| **1 141** | **Chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié** (Emploi ou stockage du) la quantité totale susceptible d'être présente est : |  |
|  | 1 - en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 37 kg : quelle que soit la quantité. | 1ère classe |
|  | 2 - en récipients de capacité unitaire inférieure à 37 kg : |  |
|  | a) supérieure à 1 t | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 1 t | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1 150** | **Substances et mélanges particuliers** (fabrication industrielle de ou à base de) : |  |
|  | 1 - Substances et mélanges à des concentrations en poids supérieures à 5 % à base de : | 1ère classe |
|  | 4-aminobiphényle et/ ou ses sels, benzidine et/ ou ses sels, chlorure de N, N-diméthylcarbamoyle, diméthylnitrosamine, 2-naphthylamine et/ ou ses sels, oxyde de bis (chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,3-propanesultone,4-nitrodiphényle, triamide hexaméthylphosphorique, benzotrichlorure,1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, hydrazine. |  |
|  | Si substances et mélanges en contenant susceptible d'être présente dans l'installation |  |
|  | 2 - Les formes pulvérulentes de 4,4-méthylène-bis (2-chloroaniline) ou de ses sels : | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 3 - Acide arsénieux et ses sels, trioxyde d'arsenic : | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 4 - Isocyanate de méthyle | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 5 - Composés du nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel), dichlorure de soufre | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 6 - Hydrogène arsénié, hydrogène phosphoré | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 7 - Acide arsénique et ses sels, pentoxyde d'arsenic | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 8 - Ethylèneimine | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 9 - Dérivés alkylés du plomb | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 10 - Diisocyanate de toluylène | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
|  | 11 - Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines (y compris TCDD) calculées en équivalent TCDD, tétraméthylène disulfotétramine. | 1ère classe |
|  | Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation |  |
| **1 151** | **Substances et mélanges particuliers** (emploi ou stockage de ou à base de) |  |
|  | 1 - Substances et mélanges à des concentrations en poids supérieures à 5 % à base de : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzidine et/ou ses sels, chlorure de N, N-diméthylcarbamoyle, diméthylnitrosamine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, oxyde de bis(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,3-propanesultone, 4-nitrodiphényle, triamide hexaméthylphosphorique, benzotrichlorure, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, hydrazine. |  |
|  | La quantité totale de l’une de ces substances et mélanges en contenant susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 400 kg | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 1 kg, mais inférieure à 400 kg | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | 2 - Les formes pulvérulentes de 4,4-méthylène-bis (2-chloroaniline) ou de ses sels : |  |
|  | La quantité totale de l’un de ces produits susceptibles d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 2 kg | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 100 g, mais inférieure à 2 kg | 2ème classe |
|  | 3 - Acide arsénieux et ses sels, trioxyde d’arsenic : |  |
|  | La quantité totale de l’un de ces produits susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 20 kg | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 1 kg, mais inférieure à 20 kg | 2ème classe |
|  | 4 - Isocyanate de méthyle |  |
|  | La quantité totale de ce produit susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 30 kg, mais inférieure à 150 kg | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 1,5 kg, mais inférieure à 30 kg | 2ème classe |
|  | 5 - Composés du nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel), dichlorure de soufre |  |
|  | La quantité totale de l’un de ces produits susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 200 kg, | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 10 kg, mais inférieure à 200 kg | 2ème classe |
|  | 6 - Hydrogène arsénié, hydrogène phosphoré |  |
|  | La quantité totale de l’un de ces produits susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 10 kg, mais inférieure à 200 kg | 2ème classe |
|  | 7 - Acide arsénique et ses sels, pentoxyde d’arsenic |  |
|  | La quantité totale de l’un de ces produits susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 2 t | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 1 t | 2ème classe |
|  | 8 - Ethylèneimine |  |
|  | La quantité totale de ce produit susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 10 t, | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 1 kg, mais inférieure à 10 t | 2ème classe |
|  | 9 - Dérivés alkylés du plomb |  |
|  | La quantité totale de l’un de ces produits susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 5 t, | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 5 t | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | 10 - Diisocyanate de toluylène |  |
|  | La quantité totale de ce produit susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 10 t, | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 10 t | 2ème classe |
|  | 11 - Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines (y compris TCDD) calculées en équivalent TCDD, tétraméthylène disulfotétramine. |  |
|  | La quantité totale de l’un de ces produits susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 200 g, | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 10 g, mais inférieure à 200 g | 2ème classe |
| **1 156** | **Oxydes d’azote autres que l’hémioxydes d’azote** (emploi ou stockage des - ). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 2 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 2 000 kg | 2ème classe |
| **1 157** | **Trioxyde de soufre** (emploi ou stockage de), lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 100 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 20 kg mais inférieure à 100 kg | 2ème classe |
| **1 158** | **Diisocyanate de diphénylméthane** (MDI) (fabrication industrielle, emploi ou stockage de) |  |
|  | 1 - Fabrication industrielle | 1ère classe |
|  | 2 - Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 20 t | 1ère classe |
|  | b). supérieure à 2 t, mais inférieure ou égale à 20 t | 2ème classe |
| **1 171** | **Dangereux pour l'environnement - A et/ou B-, très toxiques et/ou toxiques pour les organismes aquatiques** (Fabrication industrielle de substances), telles que définies à la rubrique 1 000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques : |  |
|  | 1 - Substances très toxiques (A) pour les organismes aquatiques. Quelle que soit la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : | 1ère classe |
|  | 2 - Substances toxiques (B) pour les organismes aquatiques. Quelle que soit la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : | 1ère classe |
| **1 172** | **Dangereux pour l'environnement - A -, très toxiques pour les** organismes aquatiques (Stockage et emploi de substances), telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 200 t | 1ère classe |
|  | b) Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 200 t | 2ème classe |
| **1 173** | **Dangereux pour l'environnement - B -, toxiques pour les organismes aquatiques** (Stockage et emploi de substances), telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques |  |
| La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
| a) Supérieure ou égale à 200 t | 1ère classe |
| b) Supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 200 t | 2ème classe |
| **1 174** | **Organohalogénés, organophosphorés, organostanniques** (fabrication industrielle de composés) | 1ère classe |
| **1 175** | **Organohalogénés** (emploi ou stockage de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564 |  |
|  | La quantité totale de liquides organohalogénés susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) Supérieure à 1 500 l | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 200 l, mais inférieure ou égale à 1 500 l | 2ème classe |
| **1 176** | **Antimoine, argent, baryum, bore, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, étain, molybdène, nickel, plomb, tellure, titane, vanadium, zinc** (fabrication industrielle de composés d'- ) | 1ère classe |
|  | Exclus de cette rubrique |  |
|  | les composés organostanniques. |  |
| **1 177** | **Mercuriels** (Utilisation de catalyseurs) dans des procédés industriels. | 1ère classe |
| **1 180** | **Polychlorobiphényles (PCB), polychloroterphényles (PCT).** |  |
|  | 1 - Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 litres de produits. | 2ème classe |
|  | 2 - Mise en oeuvre dans les composants et appareils imprégnés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant |  |
|  | a) supérieure à 1 000 litres | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 litres, mais inférieure ou égale à 1 000 litres | 2ème classe |
|  | 3 - Réparation, récupération, décontamination, démontage de composants, appareils et matériels imprégnés, hors du lieu de service lorsque la quantité de produits est supérieure à 50 litres | 1ère classe |
| **1 185** | **Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés** |  |
|  | 1 - Conditionnement de fluides et mise en oeuvre telle que fabrication de mousses, etc. à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345 et du « nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564 ». |  |
|  | La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 800 l | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l | 2ème classe |
|  | 2 - Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920 |  |
|  | La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 800 l de capacité unitaire sauf installations d'extinction | 2ème classe |
|  | b) supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction | 2ème classe |
|  | 3 - Régénération des fluides et recyclage des halons, sur site de traitement | 1ère classe |
| **1 190** | **Substances et préparations très toxiques ou toxiques** (emploi ou stockage de - ) dans les cas non visés par les rubriques 1111 à 1185. |  |
|  | 1 - La quantité totale de substances et préparations très toxiques ou toxiques, y compris des substances toxiques particulières visées par la rubrique 1150, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 100 kg | 2ème classe |
|  | 2 - La quantité totale des substances et préparations toxiques particulières visées à la rubrique 1150-1 susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 kg | 2ème classe |
|  | 3 - La quantité totale des substances et préparations toxiques particulières visées à la rubrique 1150-2 susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 10 kg | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Cette rubrique couvre les installations non visées spécifiquement par d'autres rubriques. Il s'agit, pour l'essentiel, d'activités non industrielles d'emploi et / ou de stockage (laboratoires d'analyse, de recherche, unités pilote ou dépôts annexes à ces activités) qui présentent néanmoins des risques pour l'environnement au regard de l'accumulation |  |
| **1 200** | **Comburants** (fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 |  |
|  | A - Fabrication | 1ère classe |
|  | B - Emploi ou stockage. |  |
|  | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 50 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 50 tonnes | 2ème classe |
|  | Nota |  |
|  | Pour les solutions de peroxyde d'hydrogène, on considère les quantités d'eau oxygénée contenues. |  |
|  | Exclus de cette rubrique |  |
|  | Les substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. |  |
| **1 210** | **Peroxydes organiques** (définition et classification des - ) |  |
|  | Les peroxydes organiques et les préparations en contenant sont répartis en trois catégories de risques : |  |
|  | Catégorie 1 - produits présentant un risque d'explosion violente (détonation ou forte déflagration) ; |  |
|  | Catégorie 2 - produits présentant un risque de déflagration modérée ; |  |
|  | Catégorie 3 - produits susceptibles d'inflammation sans risque de déflagration. |  |
| **1 211** | **Fabrication des peroxydes organiques** | 1ère classe |
| **1 212** | **Peroxydes organiques et préparations en contenant** (emploi ou stockage de - ) La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant |  |
|  | 1 - de la catégorie de risques 1 : |  |
|  | - supérieure ou égale à 1 kg | 1ère classe |
|  | 2 - de la catégorie de risque 2 : |  |
|  | a) supérieure 500 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure 30 kg, mais inférieure ou égale à 500 kg | 2ème classe |
|  | 3 - de la catégorie de risques 3 : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 60 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | - Les peroxydes et les préparations en contenant ne présentant aucun des risques ci-dessus énumérés sont visés par la rubrique 1200 (substances et préparations comburantes). |  |
|  | - Lorsqu’un atelier ou dépôt contient des produits appartenant à plusieurs catégories, son classement sera effectué en assimilant les produits entreposés, dans leur totalité, à la catégorie de risques présentant le plus grand danger. |  |
| **1 220** | **Oxygène liquide** (Stockage ou utilisation d’) lorsque la quantité totale susceptible d’être présente dans l’établissement est |  |
|  | a) supérieure ou égale à 10 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 0,5 tonne mais inférieure à 10 tonnes | 2ème classe |
| **1 230** | **Nitrate de potassium** : engrais composés à base de nitrate de potassium (stockage de). |  |
|  | 1 - Constitués de nitrate de potassium sous forme de granules et de microgranules. |  |
|  | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 5000 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1250 tonnes mais inférieure à 5000 tonnes | 2ème classe |
|  | 2 - Constitués de nitrate de potassium sous forme cristalline. |  |
|  | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 1 250 t | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t | 2ème classe |
| **1 310** | **Produits explosifs** (fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement (1) de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de et travail mécanique sur) |  |
|  | 1 - Fabrication industrielle par transformation chimique. | 1ère classe |
|  | 2 - Autres fabrications (3), chargement, encartouchage, conditionnement (1) de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de et travail mécanique sur, à l’exclusion des opérations effectuées sur le lieu d’utilisation en vue de celle-ci. |  |
|  | La quantité totale de matière active (2) susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 100 kg | 1ère classe |
|  | b) inférieure à 100 kg | 2ème classe |
|  | 3 - Fabrication d’explosif en unité mobile. La quantité totale de matière active susceptible d’être présente dans l’installation étant (4) : |  |
|  | a) supérieure à 100 kg | 1ère classe |
|  | b) inférieure à 100 kg | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | (1) Les opérations de manipulation, manutention, conditionnement, reconditionnement, mise au détail ou distribution réalisées dans les espaces de vente des établissements recevant du public sont exclues. |  |
|  | (2) la quantité de matière active à retenir tient compte des produits intermédiaires, des en-cours et des déchets dont la présence dans l’installation s’avère connexe à l’activité de fabrication. |  |
|  | (3) les autres fabrications concernent les fabrications par procédé non chimique, c’est à dire par mélange physique de produits non explosifs ou non prévus pour être explosif. |  |
|  | (4) La quantité de matière active à prendre en compte est la quantité d’explosif |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1 311** | **Poudres, explosifs et autres produits explosifs** (stockage de - ). La quantité totale de matière active susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 2 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 500 kg, mais inférieure ou égale à 2 000 kg | 2ème classe |
| **1 312** | **Poudres, explosifs et autres produits explosifs** (mise en oeuvre de - ) à des fins industrielles telles que découpage, formage, emboutissage, placage de métaux. |  |
|  | La charge unitaire étant supérieure à 10 g. | 1ère classe |
|  | Nota |  |
|  | L’utilisation des poudres, explosifs et autres produits explosifs pour des opérations d’extraction, ou délitement de roches ne sont pas soumis à cette rubrique de classement. |  |
| **1 313** | **Produits explosifs** (tri ou destruction de matières, objets et munitions et engins hors des lieux de découverte) | 1ère classe |
| **1 320** | **Substances et préparations explosibles** (fabrication de) à l'exclusion des poudres et explosifs et des substances visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques. | 1ère classe |
| **1 321** | **Substances et préparations explosibles** (emploi ou stockage de - ) | 1ère classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | poudres et explosifs et substances visées explicitement ou par famille par d’autres rubriques. |  |
| **1 330** | **Nitrate d’ammonium** (stockage de -). La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | 1 - Nitrate d'ammonium et préparations à base de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : |  |
|  | \* comprise entre 24,5 % et 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,4 % de substances combustibles ; |  |
|  | \* supérieure à 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,2 % de substances combustibles. |  |
|  | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 350 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 350 t | 2ème classe |
|  | 2 - Solutions chaudes de nitrate d'ammonium dont la concentration en nitrate d'ammonium est supérieure à 80 % en poids. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 350 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 350 t |  |
| **1 331** | **Engrais simples solides à base de nitrates** (ammonitrates, sulfonitrates, …) correspondant aux spécifications de la norme NF U 42-001 (ou équivalente) ou engrais composés à base de nitrates (stockage d’- ) | 1ère classe |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant supérieure à 1 250 tonnes. |  |
|  | Nota |  |
|  | Concernant les engrais azotés simples et les engrais composés azotés binaires (N, P ou N, K) ou ternaires (N, P, K), ne sont à prendre en compte que les engrais à base de nitrates (ex : ammonitrates). En conséquence, les engrais azotés non à base de nitrates (ex : urée) ne sont pas comptabilisés. |  |
|  | L’identification d’un engrais à base de nitrate peut se faire par la mention de l’azote nitrique dans les documents commerciaux. |  |
| **1 410** | **Gaz inflammables** (fabrication industrielle de) par distillation, pyrogénisation, etc., désulfuration de gaz inflammables à l'exclusion de la production de méthane par traitement des effluents urbains ou des déchets et des gaz visés explicitement par d'autres rubriques. | 1ère classe |
| **1 411** | **Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables** (gaz naturel et autres gaz). |  |
|  | La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 10 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 10 tonnes | 2ème classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | les gaz visés explicitement par d'autres rubriques. |  |
| **1 412** | **Gaz inflammables liquéfiés** (Stockage en réservoirs manufacturés de), à l’exception de ceux visés explicitement par d’autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n’excède pas 1,5 bar (stockage réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 50 t | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t | 2ème classe |
| **1 414** | **Gaz inflammables liquéfiés** (Installations de remplissage ou de distribution de) |  |
|  | 1 - Installations de remplissage de bouteilles ou de conteneurs | 1ère classe |
|  | 2 - installations de chargement et de déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis au régime de 1ère classe | 1ère classe |
|  | 3 - Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes). | 2ème classe |
| **1 415** | **Hydrogène** (fabrication industrielle de) | 1ère classe |
| **1 416** | **Hydrogène** (stockage ou emploi de l’- ). |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg | 2ème classe |
| **1 417** | **Acétylène** (fabrication de l’- ) par l’action de l’eau sur le carbure de calcium. |  |
|  | 1 - Pour l’obtention d’acétylène dissous | 1ère classe |
|  | 2 - Pour l’obtention d’acétylène gazeux sous une pression absolue supérieure à 2,5 105 Pa | 1ère classe |
|  | 3 - Pour l’obtention d’acétylène gazeux sous une pression absolue inférieure ou égale à 2,5 105 Pa. Le volume de gaz emmagasiné, calculé à la température de 15°C et à la pression de 105 Pa, étant : |  |
|  | a) supérieur à 1 200 litres | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 20 litres, mais inférieur ou égal à 1 200 litres | 2ème classe |
| **1 418** | **Acétylène** (stockage ou emploi de l’- ). |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1 419** | **Oxyde d'éthylène ou de propylène** (fabrication, stockage ou emploi de l') |  |
|  | 1 - Fabrication. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : | 1ère classe |
|  | 2 - Stockage ou emploi. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 5 t, | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 5 t | 2ème classe |
| **1 420** | **Amines inflammables liquéfiées** (emploi ou stockage d’- ). |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 200 kg | 1ère classe |
|  | b) inférieure ou égale à 200 kg | 2ème classe |
| **1 430** | **Liquides inflammables** (Définition) à l’exclusion des alcools de bouche, eaux-de-vie et autres boissons alcoolisées |  |
|  | Les liquides inflammables, quelle que soit leur nature, sont répartis en quatre catégories conformément aux définitions ci-après. Le point d’éclair est déterminé suivant les modalités techniques définies par l’AFNOR et conformément aux spécifications administratives éventuellement applicables. |  |
|  | Le régime de classement d’une installation est déterminé en fonction de la « capacité totale équivalente » exprimée en capacité équivalente à celle d’un liquide inflammable de la 1ère catégorie, selon la formule : |  |
|  | C équivalente totale = 10 A + B + C/5 + D/15 |  |
|  | où |  |
|  | A. représente la capacité relative aux liquides extrêmement inflammables (coefficient 10) : oxyde d’éthyle, et tout liquide dont le point d’éclair est inférieur à 0°C et dont la pression de vapeur à 35°C est supérieure à 105 pascals. |  |
|  | B. représente la capacité relative aux liquides inflammables de la 1ère catégorie (coefficient 1) : tous liquides dont le point d’éclair est inférieur à 55°C et qui ne répondent pas à la définition des liquides extrêmement inflammables. |  |
|  | C. représente la capacité relative aux liquides inflammables de 2ème catégorie (coefficient 1/5) : tout liquide dont le point d’éclair est supérieur ou égal à 55°C et inférieur à 100°C, sauf les fuels lourds. |  |
|  | D. représente la capacité relative aux liquides peu inflammables (coefficient 1/15) : fuels (ou mazout) lourds tels qu’ils sont définis par les spécifications administratives. |  |
|  | Cette même formule s’emploie pour le calcul des « débits équivalent ». |  |
|  | Nota : |  |
|  | En outre, si des liquides inflammables sont stockés dans la même cuvette de rétention ou manipulés dans le même atelier, ils sont assimilés à des liquides inflammables de la catégorie présente la plus inflammable. |  |
|  | Si des liquides sont contenus dans des réservoirs en fosse ou en double enveloppe avec système de détection de fuite ou assimilés, les coefficients visés à la rubrique 1430 sont divisés par 5. |  |
|  | Hors les produits extrêmement inflammables, les liquides inflammables réchauffés dans leur masse à une température supérieure à leur point d’éclair sont assimilés à des liquides inflammables de 1ère catégorie. |  |
| **1 431** | **Liquides inflammables** (fabrication industrielle de,….dont traitement du pétrole et de ses dérivés, désulfuration) | 1ère classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1 432** | **Liquides inflammables** (stockage en réservoirs manufacturés de) |  |
|  | Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d’être présente représente : |  |
|  | a) une capacité équivalente totale supérieure à 100 m3 | 1ère classe |
|  | b) une capacité équivalente totale supérieure à 5 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3 | 2ème classe |
| **1 433** | **Liquides inflammables** (installations de mélange ou d’emploi de - ). |  |
|  | La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d’être présente étant, |  |
|  | 1 - installations de simple mélange à froid : |  |
|  | a) supérieure à 50 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 2,5 tonnes, mais inférieure ou égale à 50 tonnes | 2ème classe |
|  | 2 - autres installations : |  |
|  | a) supérieure à 10 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 10 tonnes | 2ème classe |
| **1 434** | **Liquides inflammables** (Installation de remplissage ou de distribution) |  |
|  | 1 - Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l’installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) étant : |  |
|  | a) Supérieur ou égal à 20 m3/h | 1ère classe |
|  | b) Supérieur ou égal à 1 m3/h, mais inférieur à 20 m3/h | 2ème classe |
|  | 2 - Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation de 1ère classe | 1ère classe |
|  | 3 - Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation de 2ème classe | 2ème classe |
| **1 435** | **Stations-service** : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d’aéronefs. |  |
|  | Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430) de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant : |  |
|  | 1 - Supérieur à 8 000 m ³ | 1ère classe |
|  | 2- Supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 8 000 m ³ | 2ème classe |
| **1 436** | **Installations de transports de gaz, de liquides inflammables, de produits chimiques visant à desservir les dépôts fixes soumis à autorisation, les unités d’utilisation, les infrastructures portuaires ou les navires.** |  |
|  | 1 - Installations desservant un établissement soumis à autorisation de 1ère classe | 1ère classe |
|  | 2 - Installations desservant un établissement soumis à autorisation de 2ème classe | 2ème classe |
| **1 450** | **Solides facilement inflammables.** |  |
|  | A - Fabrication industrielle | 1ère classe |
|  | B - Emploi ou stockage. |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 kg | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg | 2ème classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | les substances visées explicitement par d’autres rubriques |  |
| **1 455** | **Carbure de calcium** (Dépôts de), lorsque la quantité emmagasinée est supérieure ou égale à 1 tonne | 2ème classe |
| **1 510** | *(Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023)* **Activités de stockage, dépôts de matières, de produits, de substances, non soumis à d’autres rubriques de classement de la présente nomenclature.** |  |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | - stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant d’autres rubriques de la présente nomenclature et ayant déclenché un seuil de classement ; |  |
|  | - bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque. |  |
|  | 1 - Exercées au sein d’entrepôts couverts, à l’exclusion des établissements recevant du public. |  |
|  | Le volume des entrepôts étant : |  |
|  | a) supérieur ou égal à 10 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 1 000 m3 mais inférieur à 10 000 m3 | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Les entrepôts dont l’affectation, l’usage au moment de la construction n’est pas connu ou défini sont soumis à cette rubrique de classement au titre du principe de précaution. |  |
|  | 2 - Exercées à l’aide de conteneurs (dans le cadre d’une activité commerciale ou industrielle), à l’exclusion des conteneurs identifiés positionnés pendant moins de 10 jours ouvrables. | 2ème classe |
| **1 511** | **Entrepôts frigorifiques**, Le volume susceptible d’être stocké étant : |  |
|  | a) supérieur ou égal à 10 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 1 000 m3 mais inférieur à 10 000 m3 | 2ème classe |
| **1 520** | **Asphalte, goudrons, brais et matières bitumineuses, houille, coke, charbon de bois** (dépôts d’-) La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant, |  |
|  | 1 - en vrac, en fûts ou conteneurs de capacité individuelle supérieure à 1 m3 : |  |
|  | a) supérieure à 50 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 50 tonnes | 2ème classe |
|  | 2 - en fûts ou conteneurs de capacité individuelle inférieure ou égale à 1 m3 : |  |
|  | a) supérieure à 1 tonne | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 kg, mais inférieure ou égale à 1 tonne | 2ème classe |
|  | Règles de classement |  |
|  | Le classement d’une installation à l’intérieur de laquelle se trouvent simultanément des fûts ou conteneurs appartenant à l’une ou l’autre des deux catégories est déterminé en fonction de la quantité Q, équivalente à celle de la catégorie 2, calculée d’après la formule Q = (q1 / 10) + q2, dans laquelle : |  |
|  | - q1 représente la quantité susceptible d’être présente et relevant de la catégorie 1 ; |  |
|  | - q2 représente la quantité susceptible d’être présente et relevant de la catégorie 2. |  |
| **1 521** | **Asphalte, goudrons, brais et matières bitumineuses** (traitement ou emploi d’- ) distillation, pyrogénation régénération, etc …, immersion traitement et revêtement de surface, etc… |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 20 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 2 tonnes, mais inférieure ou égale à 20 tonnes | 2ème classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | centrales d’enrobages de matériaux routiers, notamment celles visées par la rubrique 2521 |  |
| **1 523** | **Soufre** (fabrication industrielle, fusion et distillation, emploi et stockage) |  |
|  | A - Fabrication industrielle, transformation et distillation. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2,5 t | 1ère classe |
|  | B - Fusion. Le fondoir ayant une capacité supérieure ou égale à 1 t | 2ème classe |
|  | C - Emploi et stockage |  |
|  | 1 - Soufre solide pulvérulent dont l’énergie minimale d’inflammation est inférieure ou égale à 100 mJ. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 2,5 t | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 2,5 t | 2ème classe |
|  | 2 - Soufre solide autre que celui cité en C1 et soufre sous forme liquide. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 500 t | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 500 t | 2ème classe |
| **1 525** | **Allumettes chimiques** (Dépôts d’), |  |
|  | a) la quantité emmagasinée est supérieure ou égale à 50 m3 | 1ère classe |
|  | b) la quantité emmagasinée est supérieure ou égale à 10 m3 mais inférieure à 50 m3 | 2ème classe |
| **1 530** | **Papier, carton ou matériaux combustibles analogues** (dépôts de - ). |  |
|  | La quantité stockée étant : |  |
|  | a) supérieure à 2 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 00 m3, mais inférieure ou égale à 2 000 m3 | 2ème classe |
| **1 532** | **Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés** (dépôt de) |  |
|  | l’exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d’être stocké étant : |  |
|  | a) supérieure à 20 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3 | 2ème classe |
| **1 610** | Fabrication industrielle d’- ), quelque soit la capacité de production | 1ère classe |
|  | Acides acétique à plus de 50% en poids d’acide, |  |
|  | Acides chlorhydrique à plus de 20%, formique à plus de 50%, |  |
|  | Acide nitrique à plus de 20% mais à moins de 70%, |  |
|  | Acide picrique à moins de 70%, |  |
|  | Acide phosphorique et sulfurique à plus de 25%, |  |
|  | oxydes d’azote, |  |
|  | anhydride phosphorique, |  |
|  | anhydride acétique, |  |
|  | oxydes de soufre |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1 611** | Emploi ou stockage d’- |  |
|  | Acide acétique à plus de 50% en poids d’acide, |  |
|  | acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d’acide, |  |
|  | acide formique à plus de |  |
|  | 50% en poids d’acide, |  |
|  | acide nitrique à plus de 20% mais à moins de 70% en poids d’acide, |  |
|  | acide picrique à moins de 70% en |  |
|  | poids d’acide, |  |
|  | acide phosphorique, |  |
|  | acide sulfurique à plus de 25% en poids d’acide, |  |
|  | anhydride phosphorique, |  |
|  | anhydride acétique |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 25 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 25 tonnes | 2ème classe |
| **1 612** | **Acide chlorosulfurique, oléums** (emploi ou stockage d’- ). |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 5 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 300 kg, mais inférieure ou égale à 5 tonnes | 2ème classe |
| **1 630** | **Soude ou potasse caustique** (emploi ou stockage de lessives de - ). Le liquide renfermant plus de 20% en poids d’hydroxyde de sodium ou de potassium. |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 250 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 250 tonnes | 2ème classe |
| **1 631** | **Carbonate de sodium** (fabrication du - ) | 1ère classe |
| **1 810** | **Substances ou préparations réagissant violemment au contact de l’eau** (fabrication, emploi ou stockage des), à l’exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d’autres rubriques de la nomenclature |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 100 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 2 tonnes, mais inférieure à 100 tonnes | 2ème classe |
| **1 820** | **Substances ou préparations dégageant des gaz toxiques au contact de l’eau** (fabrication, emploi ou stockage des), à l’exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d’autres rubriques de la nomenclature. |  |
|  | La quantité totale susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 50 tonnes | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieures à 50 tonnes | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1 910** | **Substances radioactives** (Préparation, fabrication, transformation et conditionnement des) (voir définitions et classifications en annexe I) : |  |
|  | 1 - contenant des radio-éléments du groupe I : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 10 millicuries (370 méga-becquerels), mais inférieure à 100 curies (3 700 gigabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 0,1 millicuries (3,7 méga-becquerels), mais inférieure à 10 millicuries (370 mégabecquerels) | 2ème classe |
|  | 2 - contenant des radio-éléments du groupe II : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 100 millicuries (3 700 méga-becquerels), mais inférieure à 1 000 curies (37 000 gigabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 1 millicuries (37 mégabecquerels), mais inférieure à 100 millicuries (3 700 mégabecquerels) | 2ème classe |
|  | 3 - contenant des radio-éléments du groupe III : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 1 curie (37 gigabecquerels), mais inférieure à 10 000 curies (370 térabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 10 millicuries (370 mégabecquerels), mais inférieure à 1 curie (37 gigabecquerels)- | 2ème classe |
| **1 920** | **Substances radioactives** (Utilisation, dépôts et stockage de) sous forme de sources scellées : |  |
|  | 1 - contenant des radio-éléments du groupe I : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 1 curie (37 gigabecquerels), mais inférieure à 10 000 curies (370 térabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 10 millicuries (370 méga-becquerels), mais inférieure à 1 curie (37 gigabecquerels) | 2ème classe |
|  | 2 - contenant des radio-éléments du groupe II : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 10 curies (370 gigabecquerels), mais inférieure à 100 000 curies (3 700 térabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 0,1 curie (3 700 mégabecquerels), mais inférieure à 10 curies (370 gigabecquerels) | 2ème classe |
|  | 3 - contenant des radio-éléments du groupe III : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 100 curies (3 700 gigabecquerels), mais inférieure à 1 000 000 curies (3 700 térabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 1 curie (37 gigabecquerels), mais inférieure à 100 curies (3 700 gigabecquerels) | 2ème classe |
|  | 4 - par dérogation aux dispositions ci-dessus : |  |
|  | a) les installations comportant des équipements mobiles contenant des substances radioactives sous forme de sources scellées dont l'activité atteint ou dépasse les limites supérieures fixées au paragraphe 1°a), 2°a), 3°a) restent soumises à autorisation | 1ère classe |
|  | b) les installations contenant des matières radioactives sous forme spéciale répondant aux caractéristiques fixées par arrêté du conseil des ministres sont soumises à autorisation si l'activité reste inférieure à : | 2ème classe |
|  | - 10 curies (370 gigabecquerels) pour les substances du groupe I, |  |
|  | - 100 curies (3 700 gigabecquerels) pour les substances du groupe II, |  |
|  | -1 000 curies (37 000 gigabecquerels) pour les substances du groupe III |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1 930** | **Substances radioactives** (Utilisation, dépôts et stockage de) sous forme de sources non scellées : |  |
|  | A - Utilisation |  |
|  | 1 - portant sur des radio-éléments du groupe I : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 10 millicuries (370 méga-becquerels), mais inférieure à 100 curies (3 700 gigabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 0,1 millicuries (3,7 méga-becquerels), mais inférieure à 10 millicuries (370 mégabecquerels) | 2ème classe |
|  | 2 - portant sur des radio-éléments du groupe II : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 100 millicuries (3 700 méga-becquerels), mais inférieure à 1 000 curies (37 000 gigabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 1 millicuries (37 mégabecquerels), mais inférieure à 100 millicuries (3 700 mégabecquerels) | 2ème classe |
|  | 3 - portant sur des radio-éléments du groupe III : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 1 curie (37 gigabecquerels), mais inférieure à 10 000 curies (370 térabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 10 millicuries (370 méga-becquerels), mais inférieure à 1 curie (37 gigabecquerels) | 2ème classe |
|  | B - Dépôt ou stockage |  |
|  | 1 - contenant des radio-éléments du groupe I |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 0,1 curie (3 700 mégabecquerels), mais inférieure à 1 000 curies (37 000 gigabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 1 millicurie (37 mégabecquerels), mais inférieure à 100 millicuries (3 700 mégabecquerels) | 2ème classe |
|  | 2 - contenant des radio-éléments du groupe II : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 1 curie (37 gigabecquerels), mais inférieure à 10 000 curies (370 térabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 10 millicuries (370 méga-becquerels), mais inférieure à 1 curie (37 gigabecquerels) | 2ème classe |
|  | 3 - contenant des radio-éléments du groupe III : |  |
|  | a) activité totale égale ou supérieure à 10 curies (370 gigabecquerels), mais inférieure à 100 000 curies (3 700 térabecquerels) | 1ère classe |
|  | b) activité totale égale ou supérieure à 0,1 curie (3 700 mégabecquerels), mais inférieure à 10 curies (370 gigabecquerels) | 2ème classe |
|  | | |
| **2 101** | **Bovins** (Etablissement d’élevage, vente, transit, soins, garde, etc..., de) en stabulation |  |
|  | a) Plus de 100 animaux | 1ère classe |
|  | b) De 40 à 100 animaux | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | ne sont pris en compte que les animaux âgés de plus de 30 jours. |  |
| **2 102** | **Porcs** (Etablissement d’élevage, vente, transit, soins, garde, etc..., de) : |  |
|  | a) Plus de 200 animaux | 1ère classe |
|  | b) De 20 à 200 animaux | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | ne sont pris en compte que les animaux âgés de plus de 90 jours ou de plus de 30 kg. |  |
| **2 110** | **Lapins** (établissement d’élevage, vente, transit, soins, garde, etc..., de) de plus d’un mois : |  |
|  | a) Plus de 1000 animaux | 1ère classe |
|  | b) De 300 à 1000 animaux | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | ne sont pris en compte que les animaux sevrés |  |
| **2 111** | **Volailles, gibier à plumes** (Etablissement d’élevage, vente, transit, soins, garde, etc..., de) |  |
|  | a) Plus de 5 000 animaux-équivalents | 1ère classe |
|  | b) De 1000 à 5 000 animaux-équivalents | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | ne sont pris en compte que les animaux âgés de plus de 30 jours. |  |
|  | - les poulets, poules, faisans, pintades, comptent pour un animal-équivalent, |  |
|  | - les canards comptent pour 2 animaux-équivalents, |  |
|  | - les dindes, les oies comptent pour 3 animaux-équivalents, |  |
|  | - les palmipèdes gras en gavage comptent pour 5 animaux-équivalents, |  |
|  | - les pigeons, perdrix comptent pour 1/4 d’animal-équivalent, |  |
|  | - les cailles comptent pour 1/8 d’animal-équivalent. |  |
| **2 114** | **Chevaux** (Etablissement d’élevage, vente, transit, soins, garde, etc…, de) |  |
|  | a) Plus de 100 animaux | 1ère classe |
|  | b) De 20 à 100 animaux | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | ne sont pris en compte que les animaux âgés de plus de 30 jours |  |
| **2 115** | **Moutons et/ou chèvres** (Etablissement d’élevage, vente, transit, soins, garde, etc…, de) |  |
|  | a) Plus de 200 animaux | 1ère classe |
|  | b) De 50 à 200 animaux | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | ne sont pris en compte que les animaux âgés de plus de 30 jours |  |
| **2 120** | **Chiens** (établissements d’élevage, vente, transit, garde, fourrières, etc…. de) à l’exclusion des établissements de soins et de toilettage et des rassemblements occasionnels tels que foires, expositions et démonstrations canines |  |
|  | a) plus de 50 animaux | 1ère classe |
|  | b) de 20 à 50 animaux | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | ne sont pris en compte que les chiens âgés de plus de 4 mois |  |
| **2 130** | **Cultures et élevages aquatiques en mer** |  |
|  | 1 - Avec apport de nourriture ou de nutriments : |  |
|  | a) La capacité de production étant supérieure à 100 t/an. | 1ère classe |
|  | b) La capacité de production étant supérieure à 5 t/an mais inférieure ou égale à 100t/an | 2ème classe |
|  | 2 - Sans apport de nourriture ni de nutriments (hors perliculture, pièges et parcs à poissons). |  |
|  | La capacité de production étant supérieure à 20 t/an. | 2ème classe |
| **2 131** | **Cultures et élevages aquatiques à terre, en lagune ou en eau douce** |  |
|  | a) La capacité de production étant supérieure à 100 t/an. | 1ère classe |
|  | b) La capacité de production étant supérieure à 5 t/an mais inférieure ou égale à 100 t/an. | 2ème classe |
|  | c) Ecloseries | 2ème classe |
| **2 140** | **Ménageries et parcs zoologiques** | 1ère classe |
|  | Nota : |  |
|  | sont exclus les foires, expositions et démonstrations d’animaux de rentes et domestiques. |  |
| **2 150** | **Verminières** (élevage de larves de mouches, asticots) |  |
|  | 1- Lorsque le substrat utilisé pour l'élevage contient des sous-produits animaux : |  |
|  | La quantité maximale d'insectes susceptibles d'être produite étant supérieure à 5 kg/semaine | 2ème classe |
|  | 2- Autres : |  |
|  | La quantité maximale d'insectes susceptibles d'être produite étant supérieure à 500 kg/semaine | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | sont exclues les installations utilisées à des fins de recherche. |  |
| **2 160** | **Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables.** |  |
|  | Le volume total de stockage étant, |  |
|  | 1 - en silos ou installations de stockage : |  |
|  | a) supérieur à 15 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 500 m3, mais inférieure ou égale à 15 000 m3 | 2ème classe |
|  | 2 - sous structure gonflable ou tente : |  |
|  | a) supérieure à 100 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 10 000 m3, mais inférieure ou égale à 100 000 m3 | 2ème classe |
| **2 170** | **Engrais, amendements et supports de culture** (fabrication des) à partir de matières organiques, à l’exclusion des rubriques 2780 et 2781 : |  |
|  | a) Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t / j | 1ère classe |
|  | b) Lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t / j et inférieure à 10 t / j | 2ème classe |
| **2 171** | **Fumiers, engrais et supports de culture** (dépôts de - ) renfermant des matières organiques et n’étant pas l’annexe d’une exploitation agricole. |  |
|  | Le dépôt étant supérieur à 200 m3 | 2ème classe |
| **2 175** | **Engrais liquide** (dépôt d’- ). En récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 220 L |  |
|  | Lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m3 | 1ère classe |
| **2 180** | **Etablissements de fabrication et dépôts de tabac**. La quantité totale susceptible d'être emmagasinée étant : |  |
|  | a) Supérieure à 25 t | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 5 t mais inférieure ou égale à 25 t | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **2 210** | **Abattage d’animaux** : |  |
|  | 1 - Abattage de ruminants, petits ruminants, porcs, équins |  |
|  | a) plus de 50 animaux-équivalents abattus par semaine | 1ère classe |
|  | b) de 6 à 50 animaux-équivalents abattus par semaine | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | les porcs comptent pour 1 animal-équivalent, les porcelets comptent pour 0,2 animal-équivalent, les petits ruminants comptent pour 0,5 animal-équivalent, les ruminants et équins comptent pour 3 animaux-équivalents |  |
|  | 2 - Abattage de volailles et lapins : |  |
|  | a) lorsqu’on tue plus de 300 animaux-équivalents ou lapins par semaine. | 1ère classe |
|  | b) lorsqu’on tue de 505 à 300 animaux-équivalents ou lapins par semaine. | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | les poulets, poules, faisans, pintades, comptent pour un animal-équivalent, les canards comptent pour 2 animaux-équivalents, les dindes, les oies comptent pour 3 animaux-équivalents, les pigeons, perdrix comptent pour 1/4 d’animal-équivalent, les cailles comptent pour 1/8 d’animal-équivalent |  |
| **2 220** | *(Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023)* **Alimentaires** (préparation ou conservation de produits - ) d’origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc…), y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. La quantité de produits mise en œuvre dans une journée de travail étant : |  |
|  | a) supérieure à 2 tonnes / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 500 kg / jour, mais inférieure ou égale à 2 tonnes / jour | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Cette rubrique comprend les ateliers de maturation de fruits et légumes. |  |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | - le sucre, fécule, malt, huiles et aliments pour le bétail ; |  |
|  | - les installations raccordées à une station d’épuration collective publique. |  |
| **2 221** | *(Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023)* **Alimentaires** (préparation ou conservation de produits - ) d’origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc. |  |
|  | La quantité de produits mise en oeuvre dans une journée de travail étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 tonne / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 200 kg / jour, mais inférieure ou égale à 1 tonne / jour | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Cette rubrique comprend les aliments pour les animaux de compagnie. |  |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | - les produits issus du lait et des corps gras ; |  |
|  | les installations raccordées à une station d’épuration collective publique. |  |
| **2 225** | **Sucreries, raffineries de sucre, malteries** | 1ère classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **2 230** | Lait (réception, stockage, traitement, transformation, etc… du - ) ou des produits issus du lait. |  |
|  | La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant : |  |
|  | a) supérieure à 10.000 litres / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1.000 litres / jour, mais inférieure ou égale à 10.000 litres / jour | 2ème classe |
|  | Equivalences sur les produits entrant dans l’installation |  |
|  | - 1 litre de lait écrémé, de sérum, de babeurre, non concentré = 1 litre équivalent lait |  |
|  | - 1 litre de lait écrémé, de sérum, de babeurre, pré-concentré = 6 litres équivalent lait |  |
|  | - 1 litre de crème = 8 litres équivalent lait |  |
|  | - 1 kilogramme de fromage = 10 litres équivalent lait |  |
|  | - 1 kilogramme de lait en poudre = 7 litres équivalent lait |  |
| **2 240** | **Huiles végétales, huiles animales, corps gras** (extraction ou traitement des - ), fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques. La capacité de production étant : |  |
|  | a) supérieure à 2 000 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 200 kg / jour, mais inférieure ou égale à 2 000 kg / jour | 2ème classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | extraction des huiles essentielles des plantes aromatiques, notamment visée par la rubrique 2631 |  |
| **2 250** | **Alcools d’origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs** (production par distillation des - ) |  |
|  | La capacité de production exprimée en alcool absolu étant : |  |
|  | a) supérieure à 500 litres / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 litres / jour, mais inférieure ou égale à 500 litres / jour | 2ème classe |
| **2 251** | **Vins** (préparation, conditionnement de - ). La capacité de production étant : |  |
|  | a) supérieure à 20 000 hectolitres / an | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 500 hectolitres / an, mais inférieure ou égale à 20 000 hectolitres / an | 2ème classe |
| **2 253** | **Boissons** (préparation, conditionnement de) bière, jus de fruits, autres boissons, à l’exclusion des eaux minérales, eaux de source, eaux de table et des activités visées par les rubriques 2230, 2250, 2251 et 2254. La capacité de production étant : |  |
|  | a) Supérieure à 20 000 l/j | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 2 000 l/j, mais inférieure ou égale à 20 000 l/j | 2ème classe |
| **2 254** | **Eaux minérales, eaux de source, eaux de table** (conditionnement des - ).La capacité de production étant : |  |
|  | a) supérieure à 100 000 litres / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 10 000 litres / jour, mais inférieure ou égale à 100 000 litres / jour | 2ème classe |
| **2 255** | **Alcools de bouche d’origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs** (stockage des - ). |  |
|  | La quantité stockée de produit dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, susceptible d’être présente étant : |  |
|  | a) supérieure à 100 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 10 m3, mais inférieure ou égale à 100 m3 | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **2 260** | **Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage ou décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels, artificiels ou synthétiques.** |  |
|  | La puissance installée de l’ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l’installation est : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 200 kW | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 40 kW mais inférieure à 200 kW | 2ème classe |
| **2 265** | **Fermentation acétique en milieu liquide** (mise en oeuvre d'un procédé de). Le volume total des réacteurs ou fermenteurs étant : |  |
|  | a) supérieur à 100 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 30 m3, mais inférieur ou égal à 100 m3 | 2ème classe |
| **2 270** | **Acides butyrique, citrique, glutamique, lactique et autres acides organiques alimentaires** (fabrication d’- ) | 1ère classe |
| **2 275** | **Levure sèche** (fabrication de) |  |
|  | La quantité produite étant : |  |
|  | a) supérieure à 200kg/j | 1ère classe |
|  | b) inférieure ou égale à 200kg/j | 2ème classe |
| **2 311** | **Fibres d’origine végétale ou animale, fibres artificielles ou synthétiques** (traitement de - ) par battage, cardage, lavage, etc…La quantité de fibres susceptible d’être traitée étant : |  |
|  | a) supérieure à 5 000 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 500 kg / jour, mais inférieure ou égale à 5 000 kg / jour | 2ème classe |
| **2 315** | **Fabrication de fibres végétales artificielles et produits manufacturés dérivés**. La capacité de production étant supérieure à 2 t/j | 1ère classe |
| **2 320** | **Atelier de moulinage**. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 40 kW | 2ème classe |
| **2 321** | **Ateliers de fabrication de tissus, feutre, articles de maille, dentelle mécanique, cordages, cordes et ficelles**. La puissance installée pour alimenter l’ensemble des machines étant supérieure à 40kW | 1ère classe |
| **2 330** | **Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles**. La quantité de fibres et de tissus susceptibles d’être traitée étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 kg / jour, mais inférieure ou égale à 1 000 kg / jour | 2ème classe |
| **2 340** | *(Rédaction issue de Arrêté n° 771 CM du 27 avril 2023)* **Blanchisseries et laveries de linge à l’exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345.** |  |
|  | 1- Lorsque l’installation est raccordée à une station d’épuration autonome. |  |
|  | La capacité de lavage du linge étant : |  |
|  | a) supérieure à 500 kg/j | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 100 kg/j mais inférieure ou égale à 500 kg/j | 2ème classe |
|  | 2- Lorsque l’installation est raccordée à une station d’épuration collective publique, la capacité de lavage du linge étant supérieure à 500 kg/j | 2ème classe |
| **2 345** | **Utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou vêtements.** |  |
|  | La capacité nominale totale des machines présentes dans l’installation étant : |  |
|  | 1 - supérieure à 50 kg | 1ère classe |
|  | 2 - supérieure à 0,5 kg, mais inférieure ou égale à 50 kg | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | la capacité nominale est calculée conformément à la norme NF G 45-010 de février 1982 relative au matériel pour l’industrie textile et matériel connexe « matériel de nettoyage à sec- définitions et contrôle des caractéristiques de capacité de consommation d’une machine » |  |
| **2 350** | **Tanneries, mégisseries, et toute opération de préparation des cuirs et peaux** | 1ère classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | les opérations de salage en annexe des abattoirs et de la teinture. |  |
| **2 351** | **Teinture et pigmentation de peaux.** |  |
|  | La capacité de production étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 kg / jour, mais inférieure ou égale à 1 000 kg / jour | 2ème classe |
| **2 352** | **Fabrication d'extraits tannants** | 1ère classe |
| **2 355** | **Peaux** (dépôts de - ). |  |
|  | La capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Cette rubrique comprend les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. |  |
| **2 360** | Ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux. |  |
|  | La puissance installée pour alimenter l’ensemble des machines étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 200 kW | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 40 kW mais inférieure à 200 kW | 2ème classe |
| **2 410** | **Atelier où l’on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues.** |  |
|  | La puissance installée pour alimenter l’ensemble des machines étant : |  |
|  | a) supérieure à 200 kW | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW | 2ème classe |
| **2 415** | **Installations de mise en oeuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés.** |  |
|  | La quantité de produits susceptible d’être présente dans l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 litres | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 200 litres, mais inférieure ou égale à 1 000 litres | 2ème classe |
| **2 420** | **Charbon de bois** (fabrication du - ). |  |
|  | 1 - Par des procédés de fabrication en continu | 1ère classe |
|  | 2 - Par des procédés de fabrication à fonctionnement en discontinu. |  |
|  | La capacité totale des enceintes où s’effectue la carbonisation étant : |  |
|  | a) supérieure à 100 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 5 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3 | 2ème classe |
| **2 440** | **Fabrication de papier, carton** | 1ère classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **2 445** | **Papier, carton** (transformation du ) |  |
|  | La capacité maximale de production étant : |  |
|  | a) supérieure à 20 tonnes / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne / jour, mais inférieure ou égale à 20 tonnes / jour | 2ème classe |
| **2 450** | **Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc…, utilisant une forme imprimante.** |  |
|  | 1 - Offset utilisant des rotatives à séchage thermique | 1ère classe |
|  | 2 - Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d’impression quels qu’ils soient comme la fabrication de complexes par contre collage ou le vernissage. |  |
|  | La quantité totale de produits consommée pour revêtir le support étant : |  |
|  | a) supérieure à 200 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 kg / jour, mais inférieure ou égale à 200 kg / jour | 2ème classe |
|  | 3 - Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en 1. La quantité d’encres consommée étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 400 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 kg / jour, mais inférieure ou égale à 400 kg / jour | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement sous les paragraphes 2 et 3 correspond à la quantité consommée dans l’installation, divisée par deux. |  |
| **2 515** | **Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.** |  |
|  | La puissance installée de l’ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 200 kW | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW | 2ème classe |
| **2 516** | **Stations de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés, la capacité de stockage étant :** |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 25 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 5 000 m3, mais inférieure à 25 000 m3 | 2ème classe |
| **2 517** | **Stations de transit de produits minéraux solides, à l’exclusion de ceux visés par d’autres rubriques, la capacité de stockage étant :** |  |
|  | a) Supérieure à 75 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 15 000 m3, mais inférieure ou égale à 75 000 m3 | 2ème classe |
| **2 520** | **Ciments, chaux, plâtres** (fabrication de ). | 1ère classe |
| **2 521** | **Enrobage au bitume de matériaux routiers** (centrale d’- ). |  |
|  | 1 - A chaud | 1ère classe |
|  | 2 - A froid. |  |
|  | La capacité maximale de l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 1.000 tonnes / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 tonnes / jour, mais inférieure ou égale à 1.000 tonnes / jour | 2ème classe |
| **2 522** | **Matériel vibrant** (emploi de - ) pour la fabrication de matériaux tels que béton, agglomérés, etc… |  |
|  | La puissance installée du matériel vibrant étant : |  |
|  | a) supérieure à 200 kW | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW | 2ème classe |
| **2 523** | **Céramiques et réfractaires** (fabrication de produits - ). Tels que tuiles, briques, boisseaux, hourdis, argiles et schistes expansés, (modifié, arrêté n° 704 CM du 26 mai 2017, art. 1) à l'exclusion des ateliers de poterie artisanaux. | 1ère classe |
| **2 524** | **Minéraux naturels ou artificiels tels que le marbre, le granite, l’ardoise, le verre, etc**… (ateliers de taillage, sciage et polissage de - ) |  |
|  | La puissance installée de l’ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l’installation étant supérieure à 40 kW | 2ème classe |
| **2 525** | **Fusion de matières minérales, y compris pour la production de fibres minérales**. La capacité de fusion étant supérieure à 20 t/j | 1ère classe |
| **2 530** | **Verre** (fabrication et travail du - ). |  |
|  | La capacité maximale de production des fours de fusion et de ramollissement étant, |  |
|  | 1 - pour les verres sodocalciques : |  |
|  | a) supérieure à 5 000 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 500 kg / jour, mais inférieure ou égale à 5 000 kg / jour | 2ème classe |
|  | 2 - pour les autres verres : |  |
|  | a) supérieure à 500 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 kg / jour, mais inférieure ou égale à 500 kg / jour | 2ème classe |
| **2 531** | **Verres ou cristal** (Travail chimique des), le volume du produit de traitement susceptible d’être présent dans l’installation est : |  |
|  | a) supérieur ou égal à 50 litres | 1ère classe |
|  | b) supérieur ou égal à 5 litres mais inférieur à 50 litres | 2ème classe |
| **2 540** | **Houille, minerais, minéraux ou résidus métallurgiques** (lavoirs à - ). |  |
|  | La quantité maximale de matière susceptible d’être traitée étant supérieure à 10 tonnes / jour | 1ère classe |
| **2 541** | **Agglomération de houille, charbon de bois, minerai de fer, fabrication de graphite artificiel**. |  |
|  | La capacité de production étant supérieure à 10 tonnes / jour | 1ère classe |
| **2 542** | **Coke** (fabrication du) | 1ère classe |
| **2 545** | **Acier, fer, fonte, ferro-alliages** (fabrication d') à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance installée du (des) four(s) est inférieure à 100 kW | 1ère classe |
| **2 546** | **Minerais non ferreux** (traitement des - ), métaux et alliages non ferreux (élaboration et affinage des ) | 1ère classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | la fabrication de métaux et alliages non ferreux par électrolyse ignée lorsque la puissance installée du (des) four(s) est inférieure à 25 kW |  |
| **2 547** | **Silico-alliages ou carbure de silicium** (fabrication de) au four électrique, lorsque la puissance installée du (des) four(s) dépasse 100 kW (à l'exclusion du ferro-silicium visé à la rubrique 2545) | 1ère classe |
| **2 550** | **Fonderie** (Fabrication de produits moulés) de plomb et alliages contenant du plomb (au moins 3 %). La capacité maximale de production étant : |  |
|  | a) Supérieure à 100 kg/j | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j | 2ème classe |
| **2 551** | **Fonderie** (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux. La capacité de production étant : |  |
|  | a) Supérieure à 10 t/j | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 1 t/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j | 2ème classe |
| **2 552** | **Fonderie** (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550). La capacité maximale de production étant : |  |
|  | a) Supérieure à 2 t/j | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 2 t/j | 2ème classe |
| **2 560** | **Métaux et alliages** (travail mécanique des - ).La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 500 kW | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW | 2ème classe |
| **2 561** | **Métaux et alliages** (trempe, recuit ou revenu) | 2ème classe |
| **2 562** | Bains de sels fondus (chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de). Le volume des bains étant : |  |
|  | a) supérieur à 500 l | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 500 l | 2ème classe |
| **2 564** | **Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces** (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques (1). Le volume total des cuves de traitement étant : |  |
|  | a) Supérieur à 1 500 l | 1ère classe |
|  | b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l. | 2ème classe |
|  | c) Supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 200 l lorsque des solvants : | 2ème classe |
|  | pouvant provoquer le cancer |  |
|  | pouvant induire des anomalies génétiques |  |
|  | pouvant provoquer le cancer par inhalation |  |
|  | pouvant nuire à la fertilité |  |
|  | pouvant nuire au foetus |  |
|  | ou des solvants halogénés susceptibles de provoquer le cancer |  |
|  | sont utilisés dans une machine non fermée (2). |  |
|  | (1) Solvant organique : tout composé organique volatil (composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières), utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur. |  |
|  | (2) Une machine est considérée comme fermée si les seules ouvertures en phase de traitement sont celles servant à l'aspiration des effluents gazeux. |  |
| **2 565** | **Revêtement métallique ou traitement** (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc…) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc…) par voie électrolytique ou chimique. |  |
|  | 1 - Lorsqu'il y a mise en oeuvre de cadmium | 1ère classe |
|  | 2 - Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium). Le volume des cuves de traitement étant : |  |
|  | a) supérieur à 1 500 litres | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1 500 litres | 2ème classe |
|  | 3 - Traitement en phase gazeuse ou autres traitements sans mise en oeuvre de cadmium | 2ème classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564. |  |
| **2 566** | **Métaux** (décapage ou nettoyage des) par traitement thermique | 1ère classe |
| **2 567** | **Métaux** (galvanisation, étamage de - ) ou revêtement métallique d’un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu | 1ère classe |
| **2 570** | **Email**. |  |
|  | A - Fabrication. |  |
|  | La quantité maximale de matière susceptible d’être fabriquée étant : |  |
|  | a) supérieure à 500 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 kg / jour, mais inférieure ou égale à 500 kg / jour | 2ème classe |
|  | B - Application. |  |
|  | La quantité maximale de matière susceptible d’être traitée étant supérieure à 100 kg / jour | 2ème classe |
| **2 575** | **Abrasives** (emploi de matières - ) telles que sable, corindon, grenaille métallique, etc…, sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage. |  |
|  | La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l’installation étant supérieure à 20 kW | 2ème classe |
| **2 610** | **Engrais simples ou composés à base de phosphore, d’azote ou de potassium** (fabrication industrielle par transformation chimique d’) | 1ère classe |
| **2 620** | **Sulfurés** (ateliers de fabrication de composés organiques) : mercaptans, thiols, thioacides, thioesters, etc., à l’exception des substances inflammables ou toxiques | 1ère classe |
| **2 630** | **Détergents et savons** (fabrication industrielle de – ou à base de - ). |  |
|  | La capacité maximale de production étant |  |
|  | a) supérieure ou égale à 5 tonnes / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 1 tonne / jour, mais inférieure à 5 tonnes / jour | 2ème classe |
| **2 631** | **Parfums, huiles essentielles** (extraction par la vapeur des -) contenus dans les plantes aromatiques. |  |
|  | La capacité totale des vases d’extraction destinés à la distillation étant : |  |
|  | a) supérieure à 50 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 2,5 m3, mais inférieure ou égale à 50 m3 | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **2 640** | **Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels** (fabrication par extraction, synthèse, broyage et emploi de - ) |  |
|  | La quantité maximale de matière produite ou utilisée étant : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 2 000 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 200 kg / jour, mais inférieure à 2 000 kg / jour | 2ème classe |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | activités visées aux rubriques 2330 et 2350 |  |
| **2 660** | **Polymères** (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération de - ). |  |
|  | La capacité maximale de production étant : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 kg / jour, mais inférieure ou égale à 1 000 kg / jour | 2ème classe |
| **2 661** | **Polymères** (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de - ). |  |
|  | La quantité maximale de matière susceptible d’être traitée étant, |  |
|  | 1 - par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc…) : |  |
|  | a) supérieure à 10 tonnes /jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 1 tonne / jour, mais inférieure ou égale à 10 tonnes /jour | 2ème classe |
|  | 2 - par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc…) : |  |
|  | a) supérieure ou égale à 200 kW | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 40 kW mais inférieure à 200 kW | 2ème classe |
| **2 662** | **Polymères** (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de - ). |  |
|  | Le volume susceptible d’être stocké étant : |  |
|  | a) supérieur à 1 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 65 m3, mais inférieur ou égal à 1 000 m3 | 2ème classe |
| **2 663** | **Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères** [matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques] (stockage de - ). Le volume susceptible d’être stocké étant, |  |
|  | 1 - A l’état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthanne, de polystyrène, etc, le volume susceptible d’être stocké étant : |  |
|  | a) supérieur ou égal à 1 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 65 m3, mais inférieur ou égal à 1 000 m3 | 2ème classe |
|  | 2 - Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d’être stocké étant : |  |
|  | a) supérieur à 10 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) supérieur à 400 m3, mais inférieur ou égal à 10 000 m3 | 2ème classe |
| **2 670** | **Accumulateurs et piles** (fabrication d’- ) contenant du plomb, du cadmium ou du mercure | 1ère classe |
| **2 680** | **Organismes génétiquement modifiés** (installations où sont mis en oeuvre dans un processus de production industrielle ou commercial des) | 1ère classe |
| **2 681** | **Micro-organismes naturels pathogènes** (mise en oeuvre dans des installations de production industrielle) | 1ère classe |
| **2 710** | **Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public :** |  |
|  | La superficie de l’installation étant : |  |
|  | a) supérieure à 2 000 m² | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 200 m² mais inférieure ou égale à 2 000 m² | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Sont compris dans cette rubrique : |  |
|  | - monstres (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules, etc…), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ; |  |
|  | - bois, métaux, papiers cartons, plastiques, textiles, verres ; |  |
|  | - déchets dangereux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc…) usés ou non. |  |
| **2 711** | **Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d’équipements électriques et électroniques mis au rebut**. Le volume susceptible d’être entreposé étant : |  |
|  | a) Supérieur ou égal à 250 m3 | 1ère classe |
|  | b) Supérieur ou égal à 50 m3 mais inférieur à 250 m3 | 2ème classe |
| **2 712** | **Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d’usage ou de différents moyens de transport hors d’usage, la surface totale de l’installation étant :** |  |
|  | a) supérieure à 100 m2 | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 m2 mais inférieure ou égale à 100 m2 | 2ème classe |
| **2 713** | **Installation de transit, regroupement ou tri de** |  |
|  | - métaux ou de déchets de métaux non dangereux, |  |
|  | - d’alliage de métaux ou de déchets d’alliage de métaux non dangereux, |  |
|  | - à l’exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. |  |
|  | a) Supérieur ou égale à 1 000 m2 | 1ère classe |
|  | b) Supérieur ou égale à 100 m2 et inférieure à 1 000 m2 | 2ème classe |
|  | Sont exclus de cette rubrique : |  |
|  | les déchets issus des opérations de curage de rivière sur le domaine public fluvial effectuées par la Polynésie française. |  |
| **2 714** | **Installation de transit, regroupement ou tri de :** |  |
|  | - déchets non dangereux, |  |
|  | - papiers/cartons, |  |
|  | - plastiques, |  |
|  | - caoutchouc, |  |
|  | - textiles, |  |
|  | - bois |  |
|  | - à l’exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. |  |
|  | Le volume susceptible d’être présent dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieur ou égal à 1 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3 | 2ème classe |
|  | Sont exclus de cette rubrique : |  |
|  | les déchets issus des opérations de curage de rivière sur le domaine public fluvial effectuées par la Polynésie française. |  |
| **2 715** | **Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l’exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d’être présent dans l’installation étant supérieur ou égal à 250 m³.** | 2ème classe |
| **2 716** | **Installation de transit, regroupement ou tri de :** |  |
|  | déchets non dangereux non inertes |  |
|  | - à l’exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. |  |
|  | Le volume susceptible d’être présent dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieur ou égal à 1 000 m3 | 1ère classe |
|  | b) Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3 | 2ème classe |
|  | Sont exclus de cette rubrique : |  |
|  | les déchets issus des opérations de curage de rivière sur le domaine public fluvial effectuées par la Polynésie française. |  |
| **2 717** | **Installation de transit, regroupement ou tri de :** |  |
|  | - déchets dangereux |  |
|  | - déchets contenant des substances dangereuses |  |
|  | - ou préparations dangereuses classées 1171, 1172, 1173, 12XX, 13XX, 14XX et 2255 de la nomenclature des installations classées |  |
|  | - à l’exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, et 2719. |  |
|  | Le volume susceptible d’être présent dans l’installation étant : |  |
|  | a) Supérieur ou égal à 50 m3 | 1ère classe |
|  | b) Supérieur ou égal à 10 m3 mais inférieur à 50 m3 | 2ème classe |
|  | Sont exclus de cette rubrique : |  |
|  | - les installations de regroupement des déchets d’activités de soins à risques dédiés au personnel de santé ; |  |
|  | - les points d’apport volontaire ; |  |
|  | - les installations de transit, de regroupement ou de tri de ces déchets dont la durée de stockage est inférieure à 7 jours. |  |
| **2 719** | **Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles.** Le volume susceptible d’être présent dans l’installation étant supérieur à 100 m³. | 2ème classe |
| **2 720** | **Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l’extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales y compris les sites d’extraction choisis pour y accumuler ou déposer des déchets solides, liquides, en solution ou en suspension.** | 1ère classe |
| **2 730** | **Sous-produits d’origine animale, y compris débris, issues et cadavres** (traitement de), y compris de lavage des laines de peaux, laines brutes, laines en suint, à l’exclusion des activités visées par d’autres rubriques de la nomenclature, des établissements de diagnostic, de recherche et d’enseignement : |  |
|  | a) La capacité de traitement étant supérieure à 1 t / j. | 1ère classe |
|  | b) La capacité de traitement étant de 500 kg à 1 t / j. | 2ème classe |
| **2 731** | **Sous-produits d’origine animale, y compris débris, issues et cadavres** (dépôt de), à l’exclusion des |  |
|  | dépôts de peaux, des établissements de diagnostic, de recherche et d’enseignement et des dépôts annexés et directement liés aux installations dont les activités sont classées sous les rubriques 2101 à 2130, 2170, 2210, 2221, 2230, et 2240 de la présente nomenclature : |  |
|  | a) La quantité susceptible d’être présente dans l’installation étant supérieure à 1 t. | 1ère classe |
|  | b) La quantité susceptible d’être présente dans l’installation étant de 500 kg à 1 t. | 2ème classe |
| **2 740** | **Incinération de cadavres d’animaux ou de sous-produits d’origine animale** |  |
|  | a) La capacité de traitement étant supérieure à 1 t/j. | 1ère classe |
|  | b) La capacité de traitement étant inférieure à 1t/j. | 2ème classe |
| **2 750** | **Station d’épuration collective d’eaux résiduaires industrielles en provenance d’au moins une installation classée soumise à autorisation** | 1ère classe |
| **2 751** | **Station d’épuration collective de déjections animales** | 1ère classe |
| **2 752** | **Station d’épuration mixte** (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d’au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d’installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en DCO. | 1ère classe |
| **2 760** | **Installations de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720** | 1ère classe |
|  | Nota : |  |
|  | Sont notamment concernés par cette rubrique les centres d’enfouissement techniques de 1ère, 2ème et 3ème catégorie. |  |
| **2 770** | **Installation de traitement thermique :** | 1ère classe |
|  | - de déchets dangereux |  |
|  | - ou de déchets contenant des substances dangereuses |  |
|  | - ou préparations dangereuses classées 1171, 1172, 1173, 12XX, 13XX, 14XX et 2255 de la nomenclature des installations classées |  |
|  | Nota : |  |
|  | Les incinérateurs de Montfort ne relèvent pas de la classification des installations classées. |  |
| **2 771** | **Installation de traitement thermique de déchets non dangereux :** |  |
|  | a) La capacité de traitement étant supérieure à 1 t / j. | 1ère classe |
|  | b) La capacité de traitement étant inférieure à 1 t / j. | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Les incinérateurs de Montfort ne relèvent pas de la classification des installations classées. |  |
| **2 780** | *(Rédaction issue de Arrêté n° 1920 CM du 28 octobre 2024)* **Installations des traitements aérobies** (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation : |  |
|  | 1 - Compostage de matière végétale brute, effluents d’élevage, matières stercoraires : |  |
|  | a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j ; | 1ère classe |
|  | b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t/j. | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | 2 - Compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), de denrées végétales déclassées, de rebuts de fabrication de denrées alimentaires végétales, de boues de station d’épuration des eaux urbaines, de papeteries, d’industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets végétaux ou des effluents d’élevages ou des matières stercoraires : |  |
|  | a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j ; | 1ère classe |
|  | b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 500kg/j et inférieure à 20 t/j. | 2ème classe |
|  | 3 - Compostage d’effluents d’élevage, matières stercoraires, déchets d’abattage hygiénisés en mélange avec de la matière végétale : |  |
|  | a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j ; | 1ère classe |
|  | b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 500 kg/j et inférieure à 20 t/j. | 2ème classe |
|  | 4 - Compostage d’autres déchets. | 1ère classe |
|  | 5 - Stabilisation biologique de boues (lits plantés de roseaux ou autre végétal, et bassins d'aération) : |  |
|  | a) La quantité de matières sèches traitées étant supérieure ou égale à 200kg/j ; | 1ère classe |
|  | b) La quantité de matières sèches traitées étant supérieure ou égale à 50kg/j. | 2ème classe |
|  | En cas de mélange boues et graisses, si la proportion de graisses dépasse 50 %, le déchet non dangereux est considéré au point n° 6. |  |
|  | 6 - Stabilisation biologique de graisses : |  |
|  | a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 2 t/j ; | 1ère classe |
|  | b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 500 kg/j. | 2ème classe |
| **2 781** | **Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute à l’exclusion des installations de stations d’épuration urbaines** |  |
|  | 1 - Méthanisation de matière végétale brute, effluents d’élevage, matières stercoraires, déchets végétaux d’industries agroalimentaires : |  |
|  | a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t / j | 1ère classe |
|  | b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 30 t /j | 2ème classe |
|  | 2 - Méthanisation d’autres déchets non dangereux | 1ère classe |
| **2 782** | **Installations mettant en oeuvre d’autres traitements biologiques de déchets non dangereux que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l’exclusion des installations réglementées au titre d’une autre législation** | 1ère classe |
| **2 790** | **Installation de traitement de :** | 1ère classe |
|  | - déchets dangereux |  |
|  | - ou de déchets contenant des substances dangereuses |  |
|  | - ou préparations dangereuses classées 1171, 1172, 1173, 12XX, 13XX, 14XX et 2255 de la nomenclature des installations classées à l’exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770. |  |
| **2 791** | **Installation de traitement de déchets non dangereux à l’exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant :** |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 10 t/j | 1ère classe |
|  | b) Inférieure à 10 t/j | 2ème classe |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **2 795** | **Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux** |  |
|  | La quantité d’eau mise en oeuvre étant : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 20 m³/j | 1ère classe |
|  | b) Inférieure à 20 m³/j | 2ème classe |
| **2 910** | **Combustion à l’exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271.** |  |
|  | A - Lorsque l’installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l’exclusion des installations visées par d’autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l’installation est : |  |
|  | a) Supérieure ou égale à 20 MW | 1ère classe |
|  | b) Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW | 2ème classe |
|  | B - Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C et si la puissance thermique maximale de l’installation est supérieure à 0,1 MW | 1ère classe |
|  | C - Lorsque l’installation consomme exclusivement du biogaz provenant d’installation classée sous la rubrique 2781-1 et si la puissance thermique maximale de l’installation est supérieure à 0,1 MW : |  |
|  | 1 - Lorsque le biogaz est produit par une installation de 1ère classe ou par plusieurs installations classées au titre de la rubrique 2781-1 | 1ère classe |
|  | 2 - Lorsque le biogaz est produit par une seule installation de 2ème classe au titre de la rubrique 2781-1 | 2ème classe |
|  | D - Groupe électrogène : La puissance totale de l’installation est de : |  |
|  | a) supérieure ou inférieure à 10 000 kVA, | 1ère classe |
|  | b) supérieure ou égale à 300 kVA mais inférieure à 10 000 kVA, | 2ème classe |
| **2 915** | **Chauffage** (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles |  |
|  | 1 - Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides. Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 l | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l | 2ème classe |
|  | 2 - Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, | 2ème classe |
|  | Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l. |  |
| **2920** | **Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW** | 1ère classe |
| **2921** | **Refroidissement par dispersion d’eau dans un flux d’air** (installations de) : |  |
|  | 1 - Lorsque l’installation n’est pas du type « circuit primaire fermé » : |  |
|  | a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW | 1ère classe |
|  | b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW | 2ème classe |
|  | 2 - Lorsque l’installation est du type « circuit primaire fermé » | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Une installation est de type « circuit primaire fermé » lorsque l’eau dispersée dans l’air refroidit un fluide au travers d’un ou plusieurs échangeurs thermiques étanches situés à l’intérieur de la tour de refroidissement ou accolés à celle-ci ; tout contact direct est rendu impossible entre l’eau dispersée dans la tour et le fluide traversant le ou les échangeurs thermiques |  |
| **2925** | **Accumulateurs** (ateliers de charge de). |  |
|  | 1 - Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW. | 2ème classe |
|  | 2 - Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération étant supérieure à 120 kW. | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Sont concernés pour cette rubrique, les onduleurs réversibles (aussi désignés onduleurs chargeurs ou onduleurs batteries) qui sont associés à la charge et à la décharge des batteries de stockage permettant de stocker l’électricité excédentaire produite par les panneaux photovoltaïques, non consommée par le réseau électrique. |  |
| **2930** | **Ateliers de réparation et d’entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.** |  |
|  | 1 - Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur. |  |
|  | La surface de l’atelier étant : |  |
|  | a) supérieure à 500 m² | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 50 m², mais inférieure ou égale à 500 m² | 2ème classe |
|  | Nota : |  |
|  | Les surfaces visées dans le cadre de cette rubrique incluent celles affectées à l’entretien, la réparation, la carrosserie, la tôlerie, les aires de lavage, les zones de préparation (dépoussiérage et nettoyage), les zones d’expertise, les zones de stockage de déchets générés par l’exploitation et les aires extérieures où l’activité est exercée. |  |
|  | La surface inclut également les étagères et les mezzanines. |  |
|  | Les surfaces occupées par l’accueil, le hall d’exposition, les sanitaires/vestiaires, les bureaux, les parkings et les voies d’accès et de circulation extérieure, les locaux dédiés pour le stockage des pièces détachées et les surfaces liées à l’activité de peinture déjà classée dans la rubrique 2930-2, ne sont pas prises en compte dans le calcul de la surface. |  |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | l’activité de changement de pneus. |  |
|  | 2 - Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de - ) sur véhicules et engins à moteur. La quantité maximale de produits susceptibles d’être utilisés étant : |  |
|  | a) supérieure à 100 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 5 kg / jour, mais inférieure ou égale à 100 kg / jour | 2ème classe |
| **2931** | **Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion** (ateliers d’essais sur banc de) : | 1ère classe |
|  | Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l’arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN |  |
|  | Nota : |  |
|  | Cette activité ne donne pas lieu à classement sous la rubrique 2910 |  |
| **2940** | **Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc...** (application, cuisson, séchage de - ) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile, ...) |  |
|  | La quantité maximale (Q) de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant, |  |
|  | 1 - lorsque les produits mis en oeuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé » : |  |
|  | a) supérieure à 1 000 litres | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 100 litres, mais inférieure ou égale à 1 000 litres | 2ème classe |
|  | 2 - lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, ...) : |  |
|  | a) supérieure à 100 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 10 kg / jour, mais inférieure ou égale à 100 kg / jour | 2ème classe |
|  | 3 - lorsque l'application est faite par tout procédé mettant en oeuvre des poudres à base de résines organiques : |  |
|  | a) supérieure à 200 kg / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 20 kg / jour, mais inférieure ou égale à 200 kg / jour | 2ème classe |
|  | Règles de classement |  |
|  | Le régime de classement est déterminé par rapport à la qualité de produits mise en oeuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après : |  |
|  | - les quantités de produits à base de liquide inflammables de 1ère catégorie (point éclair inférieur à 55 °C) ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d’un coefficient 1 ; |  |
|  | - les quantités de produits à base de liquides inflammables de 2ème catégorie (point éclair supérieur ou égal à 55 °C) ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2. |  |
|  | Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera déterminée par : |  |
|  | Q = A + B/2. |  |
|  | Exclus de cette rubrique : |  |
|  | - activités visées par les rubriques 2445 et 2450 ; |  |
|  | - activités de revêtement sur véhicules et engins à moteur visées par la rubrique 2930 ; |  |
|  | toute autre activité visée explicitement par une autre rubrique. |  |
| **2950** | **Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique. La surface maximale susceptible d’être traitée étant,** |  |
|  | 1 - radiographie industrielle : |  |
|  | a) supérieure à 80 m² / jour | 1ère classe |
|  | b) supérieure à 8 m² / jour, mais inférieure ou égale à 80 m² / jour | 2ème classe |
|  | 2 - autres cas (radiographie médicale, art graphique, photographie, cinéma, …) |  |
|  | a) supérieure à 200 m² / jour | 1ère classe |
|  | b) 20 m² / jour, mais inférieure ou égale à 200 m² / jour | 2ème classe |

#### Arrêtés type ICPE

##### Arrêté-type n°0000 applicable à toutes les nouvelles intallations classées de 2ème classe.

**Titre I - Dispositions générales**

**1.1.- Conditions de l’autorisation**

L’autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public. L'arrêté d'autorisation est affiché en permanence dans l'installation.

L’autorisation devient caduque lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à partir de la date de sa notification, ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf en cas de force majeure.

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode de fonctionnement ou à son voisinage, et de nature à entraîner des changements notables des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de la Direction de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation des inconvénients et des risques. La Direction de l’environnement peut, le cas échéant, solliciter une mise à jour du dossier de demande d’autorisation d’exploiter.

Tout transfert de l’installation classée à un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Lorsque l’installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration à la Direction de l'environnement dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique.

L'exploitant d'une installation classée est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation, et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article LP. 4110-1 du Code de l'environnement de la Polynésie française.

Cette déclaration peut prendre la forme d’une copie de la déclaration réalisée auprès du Bureau d’Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI), pour enregistrement sur la base de données Analyse, Recherche et Information sur les Accidents (ARIA).

**1.2.- Conformité de l’installation**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions générales du présent arrêté-type, des autres arrêtés-types éventuellement concernés, ainsi que des dispositions spécifiques prises dans l’acte portant autorisation individuelle. Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

**1.3.- Contrôle de l’installation**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques et aléatoires décidés par l'inspection des installations classées dans les conditions fixées par le code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation avec les prescriptions fixées par la réglementation en vigueur, les prescriptions générales du présent arrêté-type, des autres arrêtés-types éventuellement concernés, ainsi que des dispositions spécifiques prises dans l’acte portant autorisation individuelle.

A ce titre, l'exploitant établit et tient à jour un dossier « installation classée » comportant les documents suivants :

* le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
* les plans tenus à jour ;
* son arrêté d'autorisation et les éventuels arrêtés complémentaires ;
* l’ensemble des arrêtés-types applicable à l’installation ;
* un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages ;
* le registre des consignes de sécurité et d'exploitation applicables à l'installation ;
* les justificatifs de traitement des déchets, surtout des déchets ultimes produits par l'installation.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté-type, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses, soient effectués, dans le but de vérifier la conformité de l'installation classée. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

**1.4.- Cessation d'activité et remise en état du site**

Lorsque l’installation autorisée cesse son activité, l'exploitant doit en informer la Direction de l'environnement dans le mois qui suit la cessation d'activité.

Il doit remettre en état le site tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article LP. 4110-1 du code de l'environnement et réalise les opérations suivantes :

* un diagnostic environnement de l'état de pollution du site ;
* un programme de réhabilitation du site avec la destination finale de tous les déchets ;
* la conservation des justificatifs d'élimination de tous les déchets et leur annexation au dossier prévu à l’article 1.3.

Toutes les installations sont démontées, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

Les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferraillés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne des contenants et possède à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

**Titre II - Prescriptions relatives à l'exploitation**

**2.1.- Aménagement de l'installation**

L'installation est conforme à la réglementation en vigueur quant aux aménagements, aux équipements de travail, au matériel, aux constructions et autres dispositifs.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence (peintures, plantations, engazonnement...).

Outre les dispositions prévues par le code de l'environnement, le présent arrêté-type et les autres arrêtés-types éventuellement concernés, l'implantation, la construction et l'aménagement de l'installation se font dans le respect de la réglementation en vigueur et en particulier les dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française et du code de travail de la Polynésie française.

**2.2.- Respect de la règlementation relative aux dispositions constructives**

Les dispositions constructives garantissent la sécurité incendie de l’établissement et sont structurées de manière à être adaptées aux aléas de risque naturel (séisme, inondations…) prescrits dans le Plan de Prévention de Risque Naturels (PPRN) de la localité du site.

**2.3.- Installations électriques et mise à la terre des équipements métalliques**

Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Les installations électriques font l'objet d'une vérification tous les ans, par un technicien ou par une société spécialisée. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Dans le cas d’un éclairage artificiel, seul l’éclairage électrique est autorisé. Les appareils d’éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d’être heurtés en cours d’exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d’inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l’action des produits présents dans la partie de l’installation en cause.

Dans les parties de l’installation visées au point 4.3, si des zones à « atmosphères explosives » existent, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Cependant, dans les parties de l’installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n’engendre ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

**2.4. - Prescriptions relatives aux équipements photovoltaïques**

Les installations sont conçues selon les préconisations du guide UTE C15-712 ainsi que selon les préconisations du guide de l'ADEME « spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau » en matière de sécurité incendie.

Il est installé un système de coupure d'urgence de la liaison DC au plus près de la chaîne photovoltaïque piloté à distance depuis une commande regroupée avec l'arrêt d'urgence du bâtiment. Ce dispositif est prévu afin d'éviter les chocs électriques au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension pour les services de secours.

NB : Autres solutions envisageables :

* Faire cheminer les câbles DC en extérieur (avec protection mécanique si accessible) et les faire pénétrer directement dans chaque local technique onduleur du bâtiment ;
* Positionner les onduleurs à l'extérieur, sur le toit, au plus près des modules ;
* Faire cheminer les câbles DC à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et les placer dans un cheminement technique protégé, situé hors locaux à risques particuliers, et de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;
* « - Faire cheminer les câbles DC uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume est situé à proximité immédiate des modules. Il n'est accessible ni au public, ni au personnel ou occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume est stable au feu du même degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.

Il est réalisé une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs regroupée de façon visible avec les autres coupures et identifiée par la mention : « attention - présence de deux sources de tensions : 1- réseau de distribution ;

2- panneaux photovoltaïques » en lettres noires sur fond jaune.

Il est réalisé un cheminement de 0,50 m libre autour du champ photovoltaïque installé en toiture. Celui-ci permet notamment d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoires, climatisation, ventilation, visite...).

Il est signalé sur le plan du bâtiment, destiné aux secours, l'emplacement des locaux techniques onduleurs, et sur les consignes de protection contre l'incendie la nature et les emplacements des installations photovoltaïques.

Il est apposé un pictogramme dédié au risque photovoltaïque :

* à l'extérieur du bâtiment à l'accès des secours ;
* aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;
* sur les câbles DC tous les 5 mètres.

Exemples de pictogrammes :



**2.5.- Prescriptions relatives aux équipements de chargement de véhicules électriques**

Le présent article s'applique aux installations de charge dès lors qu'il peut survenir des points d'accumulation d'hydrogène au sein de locaux. Il ne concerne pas les zones de charges réalisées dans des zones non confinées (extérieur, auvent…).

Les installations sont dans un local spécifique, différentié du reste des installations.

Ce local doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

* murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;
* couverture incombustible ;
* portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
* porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure ;
* pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles).

Les locaux abritant les installations de charge doivent être équipées en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation vers l’extérieur du site des fumées et gaz dégagés en exploitation ou en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent), la surface utile de l'ensemble de ces exutoires étant à minima de 2 % de la surface au sol du bâtiment. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et à l’extérieur des locaux à protéger.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Le local abritant les installations de charge doit avoir une façade donnant sur l’extérieur du bâtiment. Cette façade doit être implantée à une distance d'au moins 5 m des limites de propriété. Les locaux où se situent les installations de charge sont également conformes aux dispositions du point 4.2.

Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

Pour les parties de l'installation équipées de tels détecteurs d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

**2.6.- Exploitation et entretien de l'installation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance directe ou indirecte du responsable de l'exploitation ou une personne ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et des inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation ou en cas d'intervention pour maintenance du matériel ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès au site est strictement interdit, à l’exception des sites qui, par leur nature, doivent nécessairement être accessibles au public pendant les horaires d’ouverture (i.e., les déchetteries).

Le fonctionnement de l'installation ne doit pas occasionner de gênes pouvant compromettre la sécurité, la santé et la tranquillité du voisinage, et la protection de l'environnement.

Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

* le nom du responsable de l'exploitation ;
* les essais de fonctionnement, les entretiens et les vérifications prévus ;
* les consignes de sécurité et d'incendie ;
* les incidents et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Les locaux sont régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

**2.7.- Etat des stocks et consignes d’exploitation**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites et disposées dans les zones concernées. Ces consignes prévoient notamment :

* les modes opératoires ;
* la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et fréquence de traitement des pollutions et nuisances générées ;
* les instructions de maintenance et de nettoyage.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site en cas de sinistre.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

**2.8.- Protection du personnel**

Le personnel d'exploitation est formé aux risques liés aux activités et aux consignes de sécurité, et initié à l'utilisation des moyens d'intervention en cas de sinistre.

Il est équipé des équipements de protection individuelle (gants, chaussures de sécurité, casques de protection ou anti bruit, lunettes, masques etc.) adaptés aux risques présentés par l'installation. Ces équipements de protection sont ceux préconisés par les fiches de données de sécurité des produits, qui sont mises à la disposition du personnel.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour éviter le travail isolé sur ce site.

**Titre III - Prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

**3.1.- Stockage des produits chimiques**

Les produits chimiques sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Les produits incompatibles entre eux sont stockés séparément.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits est étanche, incombustible et aménagé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des produits répandus à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont recyclées, traitées ou éliminées selon les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

En cas de pollution, le site est équipé de kits anti-pollution et/ou d'un bac à sable avec une pelle pour récupérer le produit.

**3.2.- Cuvettes de rétention**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

* 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
* 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

**3.3.- Gestion des déchets**

Le brûlage des déchets à l'air libre est strictement interdit.

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans les installations réglementées à cet effet, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Ces déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.) jusqu'à leur traitement.

Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets.

L'exploitant enregistre pour tous les déchets : la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge. Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les factures et bordereaux de suivi des déchets liés aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout déchet sont conservés dans le registre d'exploitation et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**3.4.- Lutte contre les espèces envahissantes**

L’exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour éviter la propagation des espèces envahissantes provenant de son exploitation.

**3.5.- Prélèvements en eau**

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. En particulier, l'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien de ce réseau.

**3.6.- Gestion des eaux pluviales**

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur du site.

Les eaux de pluie provenant des toitures et de ruissellements extérieurs n'ayant pas été souillées sont collectées et évacuées sans stagnation vers le milieu naturel, sans préjudice pour l'environnement.

**3.7.- Gestion des eaux usées**

Le personnel d'exploitation dispose d'installations sanitaires dont les eaux usées sont collectées, dirigées et traitées par un dispositif d'assainissement collectif lorsque disponible ou individuel autorisé.

Lorsque le site est connecté à un réseau d’assainissement collectif, l’exploitant dispose d’une autorisation de déversement dans le réseau en question. Cette autorisation est annexée au dossier installation classée.

Les installations sanitaires sont régulièrement nettoyées et maintenues propres.

**3.8.- Gestion des eaux de process**

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine ou dans le milieu naturel est interdit.

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.

**3.9.- Gestion des éventuels rejets atmosphériques**

L'installation est exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'émanations d'odeurs, de fumées, de vapeurs ou de poussières susceptibles de compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage.

Les émanations de fumées, poussières, vapeurs, odeurs sont captées, traitées et évacuées par un système adéquat (cheminée, échappement, arrosage, filtres, etc.).

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et des bouches d’aspiration d’air frais et ne doit pas comporter d’obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois), à l’exception d’éventuels équipements visant à prévenir l’implantation d’insectes (moustiquaire). Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible.

**3.10.- Gestion des émissions sonores**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits particuliers ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'installation est exploitée de manière à ce que le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Valeur limite** | **Jour**  **jours ouvrables :**  **de 7h à 20h** | **Nuit**  **tous les jours :**  **de 20h à 7h**  **Dimanche et Jour férié** |
| Zone d'hôpitaux, zone de repas, aires de protection d'espaces naturels | 45 | 35 |
| Zone résidentielle, rurale ou suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien | 50 | 40 |
| Zone résidentielle urbaine | 55 | 45 |
| Zone résidentielle urbaine ou suburbaine, avec quelques ateliers ou centres d'affaires, ou avec des voies de trafic terrestre ou aérien assez importantes ou dans les communes rurales | 60 | 50 |
| Zone à prédominance d'activités commerciales, industrielles ainsi que les zones agricoles situées en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux | 65 | 55 |
| Zone à prédominance industrielle (industrie lourde) | 70 | 60 |

L'émergence (différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel) tolérée au niveau des tiers est :

* de 5 dB(A) le jour (de 7h à 20h) ;
* de 3 dB(A) la nuit (de 20h à 7h), le dimanche et les jours fériés.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne. Les frais seront supportés par l'exploitant. Les mesures de bruit sont réalisées conformément à la méthode dite « de contrôle » de la norme NF S 31-010. Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

**Titre IV - Prescriptions relatives à la protection incendie**

**4.1.- Interdiction d’habitations au-dessus des installations**

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux d’habitation. Les autres types d’occupations (établissement recevant du public, bureaux…) sont étudiés au cas par cas et font l’objet d’une autorisation particularisée avec passage en commission des installations classées.

**4.2.- Accessibilité**

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de ces installations est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Les bâtiments présents sur le site disposent d’au moins une façade permettant l’accès à l’intérieur.

Les façades accessibles sont équipées d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

**4.3.- Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les personnes, les biens, l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé conformément aux réglementations applicables (code du travail…).

L'exploitant doit disposer d'un plan général des installations indiquant nettement les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Ce plan est disponible à l’entrée de l’installation.

**4.4.- Alerte des secours**

L’exploitant dispose sur place d’un moyen fiable et sûr d’alerte des services de secours.

En cas d’incident, les sapeurs-pompiers sont alertés immédiatement par l'exploitant (ou le responsable d'exploitation).

**4.5.- Interdiction des feux**

Dans les parties de l'installation visées au point 4.3, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » (comportant à minima les éléments prévus par l’annexe A) et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.

L’exploitant s'assure que toutes les dispositions et les moyens d'intervention adaptés aux risques sont bien prévus et mis en place.

En particulier, si des engins motorisés et des véhicules routiers appelés à pénétrer dans les parties de l'installation visées au point 4.3, sont d'un type non autorisé en atmosphère explosive, les conditions de circulation de ces engins et véhicules doivent faire l'objet d'une consigne établie par l'exploitant sous sa responsabilité.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

**4.6.- Affichage des consignes**

Une consigne écrite indique les numéros d'appel d'urgence (services de secours, responsable de l’exploitation…), les interdictions (apport de feu sous forme quelconque…), les mesures d'urgence à prendre en cas de nécessité et les moyens d'intervention à mettre en oeuvre en cas d'incendie. Cette consigne est affichée bien en évidence sur le site.

Les plans d'intervention du site sont établis et mis à jour conformément aux normes en vigueur (les divers locaux, dispositifs de commandes de sécurité, organes de coupures des fluides et sources d'énergie, moyens de secours et d'extinction doivent y figurer).

Ces plans et ces consignes sont transmis aux sapeurs-pompiers de la commune et sont affichés à l'entrée du site afin de faciliter l'accès des secours extérieurs et leurs interventions, notamment en dehors des heures ouvrables.

**4.7.- Formation et vérification des dispositifs de sécurité incendie**

L’exploitant est responsable des vérifications de ses équipements, et de la formation de ses personnels.

Les dispositifs de sécurité doivent être contrôlés conformément à la périodicité prévue par la réglementation ou les normes applicables. Ces contrôles sont réalisés par un personnel ad hoc.

Les personnels d'exploitation et intérimaires sont formés aux consignes de sécurité incendie, et initiés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie, et sont entraînés régulièrement.

L'exploitant organise un exercice d'évacuation annuellement sans préjudice des autres réglementations applicables.

**ANNEXE A : MODELE DE PERMIS DE FEU**

La demande de « permis de feu » comprend au minimum les éléments du modèle ci-après :

|  |
| --- |
| DEMANDE DE PERMIS DE FEU  Date : …………………………………….  Zone & Bâtiment : ………………………………………………… / Etage : ………………...  Nature de l’opération : …………………………………………………………………...  Le responsable de la sécurité incendie donne l’autorisation d’effectuer l’opération ci-dessus après avoir procédé à l’examen des lieux et s’être assuré que les précautions indispensables ainsi que les mesures particulières énumérées ci-dessous ont été prises.  Autorisation valable du : ………………………….. au : ………………………  Signature du responsable de la sécurité incendie :  Opération commencée le : ………………………… Opération terminée le : …………………  Signature de l’opérateur :  PRECAUTIONS INDISPENSABLES RELATIVES A LA DEMANDE  • Le bon état du matériel de découpage et de soudage a été vérifié.  • Précautions à prendre dans un rayon de 10 mètres :  - Le sol a été balayé et dégagé de toute matière combustible.  - Les planchers combustibles ont été recouverts par des tôles, matériaux, etc.…  - Les liquides inflammables ont été éloignés, les autres matières combustibles protégées par des bâches ignifugées ou des écrans métalliques.  • Tous les orifices des murs et des sols ont été obturés.  • Des bâches ignifugées ont été suspendues sous le poste d’opération.  • Surveillance incendie :  - Un extincteur adapté au risque a été déposé à proximité du lieu opératoire.  - Une ronde est effectuée 30 minutes après la fin des opérations.  Mesures particulières :  …………………………………………………………………………………………………  …………………………………………………………………………………………………  ………………………………………………………………………………………………… |

##### Arrêté-type n°1412 applicable aux stockages en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l’exception de ceux visés explicitement par d’autres rubriques de la nomenclature.

**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**1.1- L’établissement relève de la deuxième classe, rubrique 1412 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement.**

**TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'EXPLOITATION**

**2.1.- Implantation de l'installation**

**2.1.1 Stockage en réservoirs mobiles**

L'installation doit être implantée de telle façon qu'il existe une distance entre l'aire de stockage des réservoirs mobiles et les limites de propriété de 5 mètres si la capacité déclarée du stockage en réservoirs mobiles est au plus égale à 15 tonnes, et de 7,5 mètres si cette capacité dépasse 15 tonnes. A l'intérieur des limites de propriété, les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir de l'aire de stockage, doivent également être observées :

* 5 mètres des parois des appareils de distribution de liquides ou de gaz inflammables ;
* 5 mètres d'un établissement recevant du public de la cinquième catégorie (magasin de vente...) ;
* 5 mètres de tout stockage de matières inflammables, combustibles ou comburantes ;
* 5 mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation.

Les distances précédentes peuvent être réduites à 1 mètre si entre ces emplacements et le stockage est interposé un mur en matériau de classe A1 (incombustible), REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances précédentes soient toujours respectées en le contournant.

L'installation ne peut pas être implantée en sous-sol.

Dans les stations-services ouvertes au public, le stockage des réservoirs mobiles vides ou pleins se fera sur une hauteur maximum inférieure à 3 mètres.

**2.1.2 Stockage en réservoirs fixes**

2.1.2 a) Une installation de stockage en réservoirs aériens de capacité déclarée au plus égale à 15 tonnes doit être implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites de propriété. Si la capacité déclarée du stockage dépasse 15 tonnes, cette distance est portée à 7,5 mètres.

Dans le cas d'un d'une installation existante, autorisée avant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* augmentée de quatre mois, la distance entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites de propriété est d'au moins 5 mètres quel que soit la capacité du réservoir.

2.1.2 b) Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices de remplissage des réservoirs aériens, doivent également être observées selon la capacité déclarée de chaque réservoir :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Capacité déclarée (C) en tonnes de chaque réservoir** | **6 < C ≤ 15** | **15 < C ≤ 35** | **35 < C < 50** |
| Limite la plus proche des voies de communication routières à grande circulation, des voies urbaines situées à l'intérieur des agglomérations et des voies navigables | 6 mètres | 10 mètres | 20 mètres |
| ERP 1re à 4e catégorie suivants : établissements hospitaliers ou de soins, établissements scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, établissements de culte, les musées et les immeubles de grande hauteur | 15 mètres | 25 mètres | 75 mètres |
| Autres ERP de 1re à 4e catégorie et ERP de 5e catégorie | 10 mètres | 20 mètres | 60 mètres |
| Ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation | 5 mètres | 7,5 mètres | 10 mètres |
| Appareils de distribution d'hydrocarbures liquides | 7,5 mètres | 7,5 mètres | 10 mètres |
| Appareils de distribution d'hydrocarbures liquéfiés | 9 mètres | 9 mètres | 9 mètres |
| Aires d'entreposage de matières inflammables, combustibles ou comburantes | 10 mètres | 10 mètres | 10 mètres |
| Bouches de remplissage et évents d'un réservoir aérien ou enterré d'hydrocarbures liquides | 10 mètres | 10 mètres | 10 mètres |
| Parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures liquides | 10 mètres | 10 mètres | 20 mètres |
| Parois d'un réservoir enterré d'hydrocarbures liquides | 3 mètres | 3 mètres | 7 mètres |

Toutes ces distances peuvent être réduites au tiers de leur valeur dans le cas de réservoirs enterrés ou sous-talus conformément aux dispositions du présent arrêté.

Elles peuvent être réduites de moitié dans le cas de réservoirs aériens séparés des emplacements concernés par un mur plein en matériau de classe A1 (incombustible) et R. 120 (stable au feu de degré deux heures), dont la hauteur excède de 0,5 mètres celle de la bouche d'emplissage et de l'orifice de la soupape et dont la longueur est telle que les distances du tableau soient respectées en le contournant.

**2.2.- Aménagement de l’installation**

Le stockage de réservoirs mobiles ou fixes ne doit pas surmonter ou être surmonté de locaux habités ou occupés par des tiers.

**2.3.- Aménagement des stockages**

**2.3.1 Stockage en réservoirs mobiles :**

Les réservoirs mobiles ne doivent pas être entreposés dans des conditions où la température du gaz risquerait de donner naissance à une tension de vapeur supérieure à celle qui a servi de base au calcul de remplissage.

L'aire de stockage doit être délimitée et matérialisée au sol.

Tout autour, sauf sur justificatif d'absence de dangers ou mise en place d'un mur coupe-feu visé au point 2.1 ci-dessus pour la partie du périmètre de stockage concerné, un aménagement est conçu (déclinaison du sol, réseau d’évacuation...) de telle sorte que des produits tels que des liquides inflammables répandus accidentellement ne puissent approcher à moins de 2 mètres de l'aire de stockage.

Si le dépôt est situé dans un local fermé, celui-ci doit en outre présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

* murs REI 60 (coupe-feu de degré une heure) ;
* toiture en matériaux légers, difficilement inflammables et sans autre bois apparent que les pièces de charpente, qui doivent être ignifugées.

Le sol de l'aire de stockage des réservoirs mobiles doit être horizontal, en matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux du type routier, et à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant sur 25 % au moins de son périmètre afin d'éviter la stagnation du gaz dans une cuvette.

La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des bouteilles en cas d'incendie à proximité.

Dans le cas de bouteilles, celles-ci doivent être stockées soit debout soit couchées à l'horizontale. Si elles sont gerbées en position couchée, les bouteilles situées aux extrémités doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

**2.3.2 Stockage en réservoirs fixes aériens :**

Les réservoirs aériens fixes doivent être implantés au niveau du sol ou en superstructure.

Toutefois, si leur implantation est faite sur un terrain en pente, l'emplacement du stockage doit, sur 25 % au moins de son périmètre, être à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant.

Les réservoirs doivent reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits de sorte à éviter l'alimentation et la propagation d'un incendie. Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 mètre doit être laissée libre sous la génératrice inférieure du réservoir.

Lorsqu'elles sont nécessaires, les charpentes métalliques supportant un réservoir dont le point le plus bas est situé à plus d'un mètre du sol ou d'un massif en béton doivent être protégées efficacement contre les effets thermiques susceptibles de provoquer le flambement des structures. L'enrobage doit être appliqué sur toute la hauteur. Il ne doit cependant pas affecter les soudures de liaison éventuelles entre le réservoir et la charpente qui le supporte.

Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large en projection horizontale doit être réservé autour de tout réservoir fixe aérien raccordé.

Toutes les vannes doivent être aisément manoeuvrables par le personnel.

Les réservoirs doivent être amarrés s'ils se trouvent sur un emplacement susceptible d'être inondé et l'importance du dispositif d'ancrage doit tenir compte de la poussée éventuelle des eaux.

Les parois de deux réservoirs raccordés doivent être séparées d'une distance suffisante pour permettre la réalisation aisée de l'entretien et de la surveillance périodique des réservoirs. Cette distance ne peut pas être inférieure au demi-diamètre du plus grand des deux réservoirs.

Les réservoirs, ainsi que les tuyauteries et leurs supports devront être efficacement protégés contre la corrosion.

La tuyauterie de remplissage et la soupape doivent être en communication avec la phase gazeuse du réservoir.

**2.3.3 Stockage en réservoirs fixes enterrés, ou sous-talus :**

Les réservoirs enterrés peuvent être simplement enfouis ou placés dans une fosse construite en béton ou maçonnerie. Les réservoirs enterrés (en fosse ou autres) ou sous-talus doivent être protégés et mis en place conformément à la réglementation en vigueur relative aux équipements sous pression de sorte à prévenir les agressions mécaniques et à éviter la présence d'espaces vides susceptibles de se transformer en poche de gaz.

Le réservoir doit être entièrement recouvert. L'exploitant détient des justificatifs de la conformité de la mise en place et de la protection des réservoirs enterrés, sous-talus ou en fosse, et les conserve à disposition de l'inspection des installations classées.

La fosse ou la fouille ménagée pour recevoir le(s) réservoir(s) doit être remblayée de façon à ne pas endommager le revêtement de protection contre la corrosion. Aucune canalisation étrangère au service du stockage (conduites d'eau, de gaz, d'électricité, d'air comprimé, etc.) ne doit se trouver soit à l'intérieur de la fosse contenant le(s) réservoir(s), soit à moins de 1 mètre des parois d'un réservoir enfoui.

Ces réservoirs ne doivent pas être placés sous un passage desservant un bâtiment. En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation...) ne devra se trouver sous un réservoir.

Les parois des réservoirs doivent être situées à une distance minimale de 1 mètre des murs extérieurs ou des fondations d'un bâtiment.

Toutefois, cette distance n'est pas exigée si le réservoir est placé dans une fosse dont le mur, vis-à-vis du bâtiment, est parfaitement étanche.

Les parois de deux réservoirs doivent être séparées d'une distance minimale suffisante pour permettre de manière aisée la mise en fosse et l'extraction de chacun des deux réservoirs. Cette distance ne peut être inférieure à 20 cm, mesurés horizontalement.

Les réservoirs doivent reposer de façon stable.

Ils doivent être amarrés et l'importance du dispositif d'ancrage doit tenir compte de la poussée éventuelle des eaux.

La tuyauterie de remplissage et la soupape doivent être en communication avec la phase gazeuse du réservoir.

Le passage de véhicule ou le dépôt de charges au-dessus du stockage est interdit.

Les robinetteries et les équipements des réservoirs doivent être placés soit hors du sol, soit dans un logement affleurant le sol et dont le volume est aussi réduit que possible.

**2.4.- Installations annexes**

**2.4.1 Pompes :**

Lorsque le groupe de pompage du gaz inflammable liquéfié entre le réservoir de stockage et les appareils d'utilisation n'est pas immergé ou n'est pas dans la configuration aérienne (à privilégier), il peut être en fosse, mais celle-ci doit être maçonnée et protégée contre les intempéries.

De plus, une ventilation mécanique à laquelle est asservi le fonctionnement de la (ou des) pompe(s) (ou tout autre procédé présentant les mêmes garanties) doit être installée pour éviter l'accumulation de vapeurs inflammables. En particulier la ventilation mécanique peut être remplacée par un ou plusieurs appareils de contrôle de la teneur en gaz, placés au point bas des fosses ou caniveaux, auxquels est asservi un dispositif d'arrêt des pompes dès que la teneur dépasse 25 % de la limite inférieure d'explosivité, et déclenchant dans ce cas une alarme.

L'accès au dispositif de pompage et à ses vannes de sectionnement doit être aisé pour le personnel d'exploitation.

**2.4.2 Vaporiseurs :**

Outre les équipements destinés à l'exploitation, ils doivent être munis d'équipements permettant de surveiller et réguler la température et la pression de sorte à prévenir tout relâchement de gaz par la soupape.

L'accès au vaporiseur doit être aisé pour le personnel d'exploitation. Les soupapes du vaporiseur doivent être placées de sorte à ne pas rejeter en direction d'un réservoir de gaz.

**2.5.- Contrôle de l’accès**

Les personnes non habilitées par l'exploitant ne doivent pas avoir un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage doit être rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou casiers verrouillables).

Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes, des réservoirs fixes doivent être protégés par une clôture ou placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

Dans la zone prévue à cet effet, l'exploitant s'assure que le conducteur du camion avitailleur (camion-citerne ou camion porte-bouteilles) inspecte l'état de son camion à l'entrée du site avant de procéder aux opérations de chargement ou de déchargement de produit (cf point 4.5).

**2.6.- Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité en français.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**2.7.- Propreté**

Les lieux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières, et de matières combustibles. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Il doit être procédé aussi souvent que nécessaire au désherbage sous et à proximité de l'installation.

La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) des réservoirs fixes est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle est réalisée conformément aux dispositions relatives au permis de feu figurant dans l’arrêté-type 0000 et le modèle figurant en annexe A.

**2.8.- Etat des stocks des produits**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des gaz inflammables liquéfiés détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site d'autres matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation et, le cas échéant, à l'activité de commerce de l'exploitant.

**TITRE III - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION INCENDIE**

**3.1.- Moyens de lutte contre l’incendie**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur pour chaque type d'installation.

Toute installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Secrétariat général du gouvernement de la Polynésie française Source : lexpol.cloud.pf

Code de l’environnement - partie « arrêtés », version du 24/09/2021 Page **6** sur **7**

**3.1.1 Stockage extérieur en réservoirs mobiles :**

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

* deux extincteurs à poudre, situés à moins de 20 mètres du stockage ;
* pour les stockages dans des réservoirs mobiles de capacité totale supérieure à 15 tonnes : d'un poste d'eau (bouches, poteaux, ...), public ou privé, implanté à moins de 150 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre.

**3.1.2 Stockage en réservoirs fixes aériens :**

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

* deux extincteurs à poudre ;
* d'un poste d'eau (bouches, poteaux, ...), public ou privé, implanté à moins de 150 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
* pour les réservoirs de capacité totale inférieure à 15 tonnes : d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance ;
* pour les réservoirs de capacité totale supérieure à 15 tonnes : d'un système fixe d'arrosage raccordé ;
* pour les réservoirs aériens de capacité totale supérieure à 35 tonnes : d'un système fixe d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6l mètres carrés par minute. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir doit être obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir.

**3.1.3 Stockage en réservoirs fixes enterrés ou sous-talus :**

Les moyens de secours sont au minimum constitués de deux extincteurs à poudre.

Dans chacune des configurations précitées, tous les matériels listés doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Ces moyens de secours (sauf système fixe d'arrosage de réservoir) doivent pouvoir être aussi utilisés en toute efficacité pour intervenir sur l'aire de ravitaillement par camions (cf. point 4.10) et sur l'aire d'inspection des camions (cf. point 3.2), ou installés en supplément en cas d'impossibilité liée à la configuration du site.

**3.2.- Ventilation**

Dans le cas d'un stockage en local fermé le local abritant les réservoirs mobiles ou fixes doit être convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus de faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

**3.3.- Dispositifs de sécurité**

Les réservoirs fixes composant l'installation doivent être conformes à la réglementation des équipements sous pression en vigueur. Ils doivent être munis d'équipements permettant de prévenir tout sur remplissage. L'exploitant de l'installation doit disposer des éléments de démonstration attestant que les réservoirs fixes disposent des équipements adaptés pour prévenir tout sur remplissage à tout instant. Ces équipements peuvent être des systèmes de mesures de niveaux, de pression ou de température.

Dans le cas d'une utilisation de gaz à l'état liquéfié, un dispositif d'arrêt d'urgence doit permettre de provoquer la mise en sécurité du réservoir et de couper l'alimentation des appareils d'utilisation du gaz inflammable qui y sont reliées.

Les tuyauteries alimentant des appareils d'utilisation du gaz à l'état liquéfié doivent être équipées de vannes automatiques à sécurité positive. Ces vannes sont notamment asservies au dispositif d'arrêt d'urgence prévu à l'alinéa précédent. Elles sont également commandables manuellement.

Les tuyauteries reliant un stockage constitué de plusieurs réservoirs sont équipées de vannes permettant d'isoler chaque réservoir.

Les orifices d'échappement des soupapes des réservoirs doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent). Le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

Les bornes de remplissage déportées doivent comporter un double clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle, du véhicule ravitailleur. Si elles sont en bordure de la voie publique, elles doivent être enfermées dans un coffret matériaux de classe A1 (incombustible) et verrouillé.

**3.4.- Ravitaillement des réservoirs fixes**

Le véhicule ravitailleur doit se trouver à au moins 3 mètres des réservoirs fixes de capacité strictement inférieure à 15 tonnes, et à au moins 5 mètres en cas de capacités supérieures. De plus les véhicules de transport sont conformes aux dispositions de la réglementation relative au transport des marchandises dangereuses.

Toute action visant à alimenter un réservoir sera interrompue dès l'atteinte d'un taux de remplissage de 85 %.

Les flexibles utilisés pour le ravitaillement des réservoirs fixes sont conçus et contrôles conformément à la réglementation applicable en vigueur.

Un dispositif doit permettre de garantir l'étanchéité du flexible et des organes du réservoir en dehors des opérations de ravitaillement.

Le sol de l'aire de stationnement du véhicule ravitailleur doit être matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux de type routier.

##### Arrêté-type n°1414 applicable aux installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés.

**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**1.1- L’établissement relève de la deuxième classe, rubrique 1414 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement.**

**TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'EXPLOITATION**

**2.1.- Implantation de l'installation**

L'installation doit être implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 9 mètres entre les parois des appareils de distribution et les limites de propriété. Cette distance minimale est réduite à 5 mètres par rapport à une voie de communication publique.

Les distances minimales suivantes, mesurée horizontalement à partir des parois des appareils de distribution, doivent également être observées :

* 20 mètres d'un établissement recevant du public de la première à la quatrième catégorie ;
* 7 mètres d'un établissement recevant du public de la cinquième catégorie (magasin de vente dépendant de l'installation...) ;
* 5 mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation ;
* 5 mètres des parois des appareils de distribution d'hydrocarbures liquides. Cette distance n'est toutefois pas exigée si les conditions suivantes sont réunies :
* les parties hydrauliques des appareils de distribution de gaz inflammable liquéfié et d'hydrocarbures liquides sont séparées par une cloison métallique assurant une bonne étanchéité ;
* la distribution simultanée d'hydrocarbures liquides et de gaz inflammable liquéfié du même côté de l'îlot tel que défini au point 2.5 est impossible ;
* 5 mètres des aires d'entreposage de bouteilles de gaz inflammable liquéfié ;
* 9 mètres des bouches de remplissage, des évents et des parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbure liquide ou 5 mètres de bouches de remplissage et des évents d'un réservoir enterré d'hydrocarbure liquide,
* 9 mètres des bouches de remplissage, des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié ou 5 mètres des bouches de remplissage et des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes d'un réservoir enterré ou sous-talus de gaz inflammable liquéfié.

Dans le cas particulier d'un appareil de distribution nautique et pour chaque cas sus-cité, les distances susmentionnées sont respectivement portées à :

* 7 mètres au lieu de 5 mètres ;
* 10 mètres au lieu de 7 mètres ;
* 13 mètres au lieu de 9 mètres, et la distance de ses parois à un établissement recevant du public de la première à la quatrième catégorie est fixée à 28 mètres.

Dans le cas particulier d'un appareil de distribution privatif, la distance par rapport aux parois d'un réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié peut être de 4 mètres et de 6 mètres par rapport aux bouches de remplissage et aux orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes de ce réservoir, si l'appareil satisfait en plus les conditions suivantes :

* ses parois sont séparées par une distance minimale de 15 mètres des limites de propriétés et voies de communication publiques ;
* il est séparé du réservoir par un écran réalisé en matériaux incombustibles et stables au feu de degré deux heures ;
* il est situé sur un îlot spécifique au gaz inflammable liquéfié ;
* il est associé à une seule aire de remplissage ;
* le réservoir de stockage qui lui est associé est d'une capacité telle qu'il n'est pas soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**2.2.- Aménagement de l’installation**

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

**2.3.- Comportement au feu des bâtiments**

Les appareils de distribution et les aires de remplissage qui leur sont associées ne peuvent être situés qu'en plein air, ou sous une structure ouverte au minimum sur un côté et recouverte par une toiture couvrant totalement ou partiellement l'aire de remplissage.

Si cette structure comporte au moins deux parois latérales, un espace libre d'au minimum 20 centimètres de haut entre les parois et le sol et entre les parois et la toiture doit permettre d'assurer une ventilation permanente et naturelle de l'air et du gaz inflammable liquéfié.

Les matériaux utilisés pour cette structure doivent être de classe M0 ou M1.

**2.4.- Rétention de l’installation**

La disposition du sol doit s'opposer à une accumulation éventuelle de gaz inflammables liquéfiés ou d'hydrocarbures liquides en tout point où leur présence serait une source de danger ou cause d'aggravation de danger (ouvertures de caves, fosses, trous d'homme, passages de câbles électriques en sol, caniveaux, regards, bouches d'égout...), et particulièrement dans les parties visées au point 4.3 de l’arrêté-type 0000.

Le sol de l'aire de remplissage doit être incombustible et disposé ou conçu de telle sorte que des produits tels que des hydrocarbures liquides répandus accidentellement ne puissent l'atteindre ou puissent être recueillis afin d'être récupérés et recyclés ou, en cas d'impossibilité, traités conformément aux points 3.3, 3.7, 3.8 et 3.9 de l’arrêté-type 0000.

**2.5.- Aménagement et construction des appareils de distribution**

Les pistes, les chenaux et les aires de stationnement des véhicules ou des bateaux en attente de remplissage sont disposés de façon que les véhicules ou les bateaux puissent évoluer en marche avant.

Les pistes et les chenaux d'accès ne doivent pas être en impasse.

Toutefois, lorsque l'espace disponible dans l'impasse ne permet pas aux chariots d'évoluer exclusivement en marche avant, avant et après l'opération de remplissage, les pistes d'accès en impasse sont admises pour les appareils de distribution privatifs alimentant les chariots élévateurs de l'établissement aux conditions que :

* l'appareil de distribution ne soit pas placé dans l'axe de marche du chariot ;
* un dispositif mécanique au sol (rail, haricot en béton, plots...), infranchissable transversalement par le chariot, guide l'accès à l'appareil de distribution en marche arrière exclusivement, de sorte que le chariot évolue parallèlement à celui-ci lorsqu'il atteint l'aire de remplissage ;
* des butées d'arrêt soient implantées ;
* le remplissage ne soit effectué que chariot vide de chargement ;
* une protection mécanique adéquate contre les heurts des objets manutentionnés dans l'environnement immédiat de l'appareil de distribution soit assurée.

Pour chaque appareil de distribution, une aire de remplissage, de 1,5 mètre dans le sens de circulation sur 2,2 mètres, est matérialisée sur le sol. Deux aires de remplissage associées à la distribution de gaz inflammable liquéfié doivent être distantes d'au moins 1 mètre.

Dans le cas particulier de l'appareil de distribution nautique, une zone de remplissage centrée sur l'appareil de distribution est clairement matérialisée sur 3 mètres de la berge ou du ponton obligatoirement solidaire de celle-ci. Tant que possible, et ce en fonction des caractéristiques des bateaux à alimenter et sans préjudice de la réglementation en vigueur relative à la circulation sur les voies navigables, cette zone est identifiée dans l'eau par deux dispositifs adéquats au moins (par exemple : bouées) placés à une distance minimum de 3 mètres de la berge ou du ponton, de sorte qu'une aire de remplissage rectangulaire soit définie.

La signalisation de ces dispositifs est conforme aux normes ou règlements en vigueur et indique l'interdiction de passage dans l'aire de remplissage en dehors de l'utilisation de l'appareil de distribution de gaz inflammables liquéfiés. Deux bollards (i.e. bornes d'amarrage) au moins, correctement dimensionnés au vu des caractéristiques des bateaux à remplir, sont mis en place de part et d'autre de la zone de remplissage, sur la berge ou le ponton.

Les socles des appareils de distribution doivent être ancrés et situés sur un îlot d'au moins 0,15 mètre de hauteur. Le socle et l'îlot peuvent être ventilés dans le cas particulier d'une installation de l'appareil sur ponton pour la distribution nautique. Si l'appareil de distribution est implanté sur un îlot spécifique aux gaz inflammables liquéfiés, il sera disposé de telle sorte qu'un espace libre de 0,50 mètre au minimum est aménagé entre l'appareil et les véhicules - le cas échéant, le bateau - situés sur l'aire de remplissage.

Chacune des extrémités de l'îlot doit être équipée d'un moyen de protection contre les heurts des véhicules (bornes, arceaux de sécurité, butoirs de roues...). L'appareil de distribution nautique est de plus protégé mécaniquement de façon à éviter tout heurt avec un éventuel bateau en marche incidente. Lorsque de plus celui-ci est implanté sur ponton, ce dernier doit être rendu inaccessible à tout véhicule par des moyens appropriés, l'îlot n'est pas requis et le socle, solidaire du ponton, peut être ventilé.

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent des gaz inflammables liquéfiés (unité de filtration, dégazage, mesurage, etc.) doit être en matériaux classés M0 ou M1. La carrosserie des appareils de distribution doit comporter des orifices de ventilation haute et basse, dimensionnés de manière à obtenir une ventilation efficace.

L'appareil de distribution nautique de gaz inflammables liquéfiés et ses accessoires sont conformes aux normes en vigueur en ce qui concerne leur résistance à la corrosion en milieu marin ou fluvial.

**2.6.- Installations annexes.**

Si le groupe de pompage destiné au transfert de carburant liquéfié entre le réservoir de stockage et les appareils de distribution est en fosse, celle-ci doit être maçonnée et protégée contre les intempéries.

De plus, une ventilation mécanique à laquelle est asservi le fonctionnement de la (ou des) pompe(s) (ou tout autre procédé présentant les mêmes garanties doit être installée pour éviter l’accumulation de vapeurs inflammables. En particulier la ventilation mécanique peut être remplacée par un ou plusieurs appareils de contrôle de la teneur en gaz, placés au point bas des fosses ou caniveaux, auxquels est asservi un dispositif d'arrêt des pompes dès que la teneur dépasse 25 % de la limite inférieure d'explosivité, et déclenchant dans le cas une alarme sonore ou lumineuse.

L'accès au dispositif de pompage et à ses vannes de sectionnement doit être aisé pour le personnel d'exploitation.

**2.7.- Contrôle de l’accès**

Sauf dans le cas d'une exploitation en libre-service, l'utilisation des appareils de distribution de gaz inflammables liquéfiés doit être assurée par un agent d'exploitation.

La distribution nautique de gaz inflammables liquéfiés en libre-service est interdite.

Cas d'une exploitation en libre-service :

Lorsque la station est ouverte, l'usager du véhicule est autorisé à procéder lui-même au remplissage du réservoir du véhicule. Cependant, un agent d'exploitation doit pouvoir intervenir rapidement en cas d'alarme. En l'absence de personnel d'exploitation, le libre-service est interdit.

**2.8.- Registre entrée/sortie**

L'exploitant doit pouvoir estimer à tout moment la quantité de gaz inflammables liquéfiés détenu dans le(s) réservoir(s). Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classée et des services d'incendie et de secours.

La présence sur le site de gaz inflammables liquéfiés est limitée aux nécessités de l'exploitation et au commerce du butane et du propane.

**2.9.- Remplissage des réservoirs**

Le raccordement du flexible au véhicule ou au bateau et le remplissage du réservoir ne doivent s'effectuer qu'à l'aplomb de l'aire de remplissage.

Préalablement à la connexion du flexible pour l'opération de remplissage, l'agent d'exploitation s'assure du bon arrimage du bateau aux dispositifs prévus au point 2.5.

Le remplissage de réservoirs de véhicules terrestres à partir d'un appareil de distribution nautique est interdit.

Le flexible doit être conçu et contrôlé conformément à la norme EN 1762. Sa longueur est inférieure ou égale à 5 mètres, et son volume intérieur est inférieur ou égal à 0,65 litre, sauf dans le cas de la distribution nautique où sa longueur maximum est de 8 mètres et son volume intérieur inférieur ou égal à 1,04 litre. Un dispositif approprié devra empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol, et, dans le cas de la distribution nautique, qu'il ne puisse se trouver comprimé entre le bateau et la berge ou le ponton (interposition de pneus, bouées...).

Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service :

L'appareil de distribution doit être verrouillé en dehors des opérations de remplissage et ne peut être déverrouillé qu'à l'aide d'une clé, d'un badge ou d'une commande à distance actionnée par l'agent d'exploitation.

L'agent de la station est prévenu de la fin de chaque remplissage et procède alors, s'il y a lieu, au verrouillage de l'appareil de distribution.

L'agent d'exploitation consigne sur un registre l'ensemble des anomalies qui lui sont signalées.

**2.10.- Consignes de sécurité**

En plus des consignes de sécurité prescrites à l’attention du personnel par l’arrêté-type 0000, les prescriptions à observer par le client de l'installation seront affichées soit en caractère lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'appareil de distribution. Elles concerneront notamment :

* les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
* l'interdiction de fumer ;
* l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires ;
* l'obligation d'arrêter le moteur et de couper le contact du véhicule ;
* l'interdiction de remplir des réservoirs en mouvement ;
* l'interdiction de procéder lui-même au remplissage du véhicule.

Cas d'une exploitation en libre-service :

A l'exception du dernier tiret, les mêmes consignes de sécurité à observer par le client seront affichées.

**2.11.- Consignes d’exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

* les modes opératoires ;
* la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
* les instructions de maintenance et de nettoyage.

Les consignes d'exploitation prévoient notamment l'obligation pour l'agent d'exploitation, avant de fermer la station, de couper l'alimentation électrique générale de la station ou de l'ensemble des installations destinées à la distribution du gaz inflammable liquéfié (mise en sécurité) et de fermer les robinets d'isolement du ou des réservoir(s) de stockage par rapport à l'installation de distribution.

Prescriptions complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service :

Le mode opératoire doit être affiché à l'attention des personnes qui effectuent le remplissage. Il doit reprendre, notamment, les indications suivantes reportées dans l'ordre chronologique propre à la station :

* branchement du raccord d'extrémité du flexible (pistolet) ;
* actionnement du dispositif "homme mort" ;
* débranchement du pistolet.

**2.12.- Dispositifs de sécurité sur l’installation**

Les canalisations de liaison entre l'appareil de distribution et le réservoir à partir duquel il est alimenté (phases liquide ou gazeuse) sont enterrées de façon à les protéger des chocs mécaniques.

Dans le cas d'un appareil de distribution privatif répondant aux critères particuliers énoncés au dernier paragraphe du point 2.1, les canalisations peuvent être aériennes pour autant qu'elles soient efficacement protégées contre les chocs mécaniques.

La liaison des canalisations avec l'appareil de distribution s'effectue sous l'appareil.

D'autre part, elles doivent comporter un point faible (raccord cassant) destiné à se rompre en cas d'arrachement accidentel de l'appareil et, dans le cas de la distribution nautique nécessitant un ponton, un deuxième point faible, dans le sol de la berge au niveau de la jonction berge-ponton, destiné à se rompre en cas d'arrachement du ponton. Des dispositifs automatiques, placés de part et d'autre de ce(s) (deux) point(s) faible(s), doivent interrompre tout débit liquide ou gazeux en cas de rupture.

En amont, ces dispositifs sont doublés par des vannes, placées sous le niveau du sol, et, le cas échéant, sous le socle de l'appareil de distribution implanté sur ponton, dont une - deux dans le cas d'un appareil de distribution nautique implanté sur ponton - au moins est à sécurité positive et asservie au dispositif d'arrêt d'urgence prévu au point 3.2.

Elles sont également commandables manuellement.

Lorsque l'îlot mentionné au point 2.5 est constitué par un massif en béton avec fondations, le niveau supérieur du massif en béton peut être assimilé au niveau du sol susmentionné et les dispositifs de sécurité peuvent être logés dans le massif en béton.

**2.12.1 Flexible d'alimentation :**

Le flexible d’alimentation doit comporter :

* un raccord cassant à l'une de ses extrémités ;
* un raccord déboitable destiné à se détacher en cas de traction anormale sur le flexible ;
* en amont et en aval des points faibles précités, un dispositif automatique qui, en cas de rupture, arrête le débit en amont et empêche la vidange à l'air libre du produit contenu en aval.

Le pistolet doit être muni d'un dispositif automatique qui, lors du remplissage, interdit le débit si le pistolet n'est pas raccordé à l'orifice de remplissage du réservoir du véhicule.

**2.12.2 Interrupteur de remplissage :**

L'appareil de distribution doit être équipé d'un interrupteur de remplissage de type « homme mort » qui commande une vanne à sécurité positive différente de celle mentionnée au 1er paragraphe ci-dessus, placée à l'amont du flexible, et qui, en cas d'interruption de sollicitation, arrête immédiatement le remplissage en cours en imposant la fermeture de l'ensemble des vannes placées sur le circuit liquide de l'appareil de distribution.

Dans le cas particulier d'un appareil de distribution privatif, dépourvu de mesureur, il est permis que l'interrupteur de remplissage sus-décrit commande de façon identique la vanne à sécurité positive mentionnée au paragraphe "Canalisations de liaison entre l'appareil de distribution et le réservoir à partir duquel il est alimenté" ci-dessus.

**2.12.3 Organe limiteur de débit :**

Un organe limitant le débit de remplissage à 4,8 mètres cubes par heure doit être installé à l'amont du flexible.

A chaque interruption de remplissage, un système doit assurer l'arrêt du groupe motopompe après temporisation.

**2.12.4 Prestations complémentaires pour le cas d'une exploitation en libre-service :**

L'appareil de distribution doit être équipé :

* d'un dispositif "d'arrêt d'urgence" à proximité de l'appareil, permettant d'alerter instantanément l'agent d'exploitation et de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammable liquéfié, assurant ainsi leur mise en sécurité,
* d'un système permettant de transmettre les informations sur la phase de fonctionnement en cours de l'appareil de distribution au(x) point(s) de contrôle de la station.

L'agent d'exploitation doit pouvoir commander à tout moment, depuis un point de contrôle de la station, le fonctionnement de l'appareil de distribution.

**TITRE III - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION INCENDIE**

**3.1.- Moyens de lutte contre l’incendie**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

* 2 extincteurs à poudre polyvalente de type NF M1 H 21 A-233 B et C situés à moins de 20 mètres des appareils de distribution, pour chaque groupe d'appareils comprenant de un à trois appareils. Ces extincteurs peuvent être pris en compte pour la protection du stockage si la distance entre celui-ci et les extincteurs est au plus égale à 20 mètres ;
* un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

**3.2.- Matériel électrique de sécurité**

Le matériel électrique implanté dans l'appareil de distribution, celui utilisé pour les appareils de contrôle de la teneur en gaz mentionnés au point 2.6, ainsi que celui utilisé pour le fonctionnement du moteur des pompes ou l'isolation des lignes de transfert du produit en phase liquide ou gazeuse (électrovannes), doit être entièrement constitué de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Le matériel électrique utilisé pour la distribution d'hydrocarbures liquides et situé dans les parties de l'installation « atmosphères explosives » doit également satisfaire aux critères définis ci-dessus.

Dans le cas où des matériels électriques ou électroniques, situés dans l'appareil de distribution de gaz inflammable liquéfié, ne répondent pas au critère énoncé ci-dessus « utilisables dans les atmosphères explosives », ils doivent alors être implantés en dehors des parties de l'installation définies au point 4.3 de l’arrêté-type 0000 ou dans un compartiment distinct de la partie où intervient le gaz inflammable liquéfié. Ce compartiment devra être séparé de la partie où le gaz inflammable liquéfié peut être présent, par une cloison étanche au gaz inflammable liquéfié ou par un espace ventilé naturellement assurant une dilution continue de manière à le rendre inaccessible au gaz inflammable liquéfié sous forme liquide ou gazeuse.

Un dispositif d'arrêt d'urgence commandable depuis le local central de la station doit permettre de provoquer la coupure de l'alimentation électrique générale de la station ou de l'ensemble des installations destinées à la distribution de gaz inflammable liquéfié et d'assurer ainsi leur mise en sécurité. En particulier, pour un appareil de distribution privatif, son déclenchement agit sur la vanne de sectionnement aval du groupe de pompage mentionnée au point 2.6.

**3.3.- Dérogation spécifique à l’interdiction de feu prévue par l’arrêté-type général 0000**

Les moteurs des véhicules ou bateaux peuvent fonctionner uniquement pour permettre la mise en place des véhicules ou bateaux en position de remplissage et leur départ. L'agent d'exploitation veillera à ce que :

* ils soient mis à l'arrêt dès que l'orifice d'alimentation du réservoir est correctement positionné à l'aplomb de l'aire de remplissage ;
* ils ne soient remis en marche que pour permettre au véhicule de quitter l'aire de remplissage, toutes les conditions étant par ailleurs réunis pour ce faire.

##### Arrêté-type n°2515 applicables au broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.

**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**1.1- L’établissement relève de la deuxième classe, rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement.**

**TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'EXPLOITATION**

**2.1.- Implantation de l'installation**

Le site est situé à une zone accessible par voie routière.

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

**2.2.- Exploitation de l'installation**

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Lorsqu’il est exercé une activité commerciale, le local d’accueil du public est clairement isolé des installations techniques.

**TITRE III - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**3.1.- Gestion des eaux de process**

Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un passage dans un séparateur décanteur permettant de respecter sans dilution la valeur limite suivante avant rejet dans le milieu ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 100 mg/l (si le flux est supérieur à 100 g/j).

Cette valeur limite doit être respectée en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double de la valeur limite de concentration.

Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les trois ans. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l’installation et constitué soit par un prélèvement continu d’une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d’une demi-heure. En cas d’impossibilité d’obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d’épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Le séparateur décanteur est curé en tant que de besoin et à minima une fois par an. Les boues de curages sont évacuées par une entreprise spécialisée et éliminées dans une filière autorisée.

**TITRE IV - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION INCENDIE**

**4.1.- Moyens de lutte**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout départ d'incendie, notamment par la mise en place des équipements suivants :

- un poteau incendie normalisé et conforme à la norme NF S 62-200 (délivrant 60 m3/h à 1 bar pendant au moins 2 heures) et situé à moins de 150 m des installations ;

- la présence de l’équipement prévu au tiret précédent peut être remplacée par un stockage d’eau de 30 m3 muni d’un raccord pompier, avec une plateforme accessible aux engins de secours, ainsi qu’un défrichage de 10 mètres autour des installations à défendre, ou encore par la mise en place d’une motopompe ayant un débit minimal de pompage de 30 m3/h, permettant d’aspirer de l’eau dans un cours d’eau ou dans le lagon ainsi qu’un moyen de raccordement aux engins de secours et une plateforme accessible à ces engins. Ces dispositions ne sont applicables qu’en cas d’accord écrit préalable de la Direction de la protection civile, compte tenu des spécificités de l’emplacement de l’équipement ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont confinées sur site et collectées afin d'éviter une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

##### Arrêté-type n°2710 applicable aux déchetteries aménagées en plein air pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public.

**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**1.1- L’établissement relève de la deuxième classe, rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement.**

Cet arrêté-type s’applique uniquement aux déchetteries réalisées en plein air.

**TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'EXPLOITATION**

**2.1.- Implantation de l'installation**

Le site est situé à une zone accessible par voie routière. Il est clôturé et fermé en dehors des heures d'ouverture afin de le rendre rendues inaccessibles aux utilisateurs.

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

**2.2.- Aménagement de l'installation et dispositions constructives**

L'ensemble des installations de la déchetterie (quai, bâtiments, postes de lavage...) doit être implanté à une distance d'au moins 2 mètres des limites de propriété, sauf celles séparant de la voie publique.

Les déchets sont accueillis sur une aire spécifique largement ventilée, comportant un ou plusieurs casiers, bennes ou conteneurs distante d'au moins 5 mètres des limites de propriété et de 2 mètres de tout stockage de produits combustibles

Lorsque le quai de déchargement des déchets utilisé par le public est en hauteur, un dispositif antichute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d’accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d’éviter notamment la chute de véhicules en contrebas en cas de fausse manœuvre.

Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones.

Les déchets dangereux sont entreposés sur des zones spécifiques dédiés, abrités des intempéries,

Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible.

Les éventuelles structures verticales de ces zones (hors locaux fermés traité au point 4.2) présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- l’ensemble de la structure est à minima R 15 ;

- les murs séparatifs entre cellule/box sont REI 120 jusqu’en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d’au moins 6 mètres est respectée.

Ces mêmes caractéristiques sont effectives pour l’aménagement d’un bureau ou de locaux techniques.

Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L’éclairage est adapté au déchargement des déchets.

**2.3.- Apport des déchets non dangereux**

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement par les déposants sur les aires, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis.

L’affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l’entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

**2.4.- Apport de déchets dangereux**

Les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité de la déchetterie, par l’exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans une zone dédiée en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Cette zone d’entreposage des déchets dangereux doit être rendue inaccessible au public.

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d’identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Pour les huiles usées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

**2.5.- Traitements particuliers des déchets**

Il est interdit de procéder dans l'installation à toute opération de traitement des déchets, sauf broyage des déchets verts, dès lors que l’opération ne déclenche pas un seuil de classification au regard de la réglementation environnementale.

Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets dangereux est interdit dans l'enceinte de la déchetterie, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d’équipements électriques.

Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié. Un stock suffisant d’emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.

Si la récupération des chlorofluorocarbures contenus dans les réfrigérateurs apportés est pratiquée, elle doit être effectuée dans des conditions garantissant l'absence de rejet de ces produits dans l'atmosphère.

La partie où sont manipulés les contenants est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.

**2.6. Stockage des huiles**

Si l’installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l’abri des intempéries et disposent d’une cuvette de rétention étanche.

Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l’interdiction formelle de mélange des types d’huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.

Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.

**2.7.- Evacuation des déchets**

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.

Les déchets non dangereux ne sont pas entreposés plus d’un an dans l’installation.

L’exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévu. Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant.

Les déchets dangereux des déchetteries implantées sur les îles du vent et les îles sous le vent sont évacués au plus tard tous les trois mois.

Pour les autres îles, les déchets dangereux sont évacués au plus tard tous les ans.

**2.8.- Connaissance des produits - Etiquetage**

L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés ; les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

**2.9.- Exploitation de l'installation**

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

**TITRE III - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**3.1.- Cuvettes de rétention**

La zone de stockage des déchets dangereux est conçue de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.

**3.2.- Gestion des eaux de process**

Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un passage dans un séparateur décanteur permettant de respecter sans dilution la valeur limite suivante avant rejet dans le milieu ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 100 mg/l (si le flux est supérieur à 100 g/j).

Cette valeur limite doit être respectée en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double de la valeur limite de concentration.

Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les trois ans. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l’installation et constitué soit par un prélèvement continu d’une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d’une demi-heure. En cas d’impossibilité d’obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d’épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Le séparateur décanteur est curé en tant que de besoin et à minima une fois par an. Les boues de curages sont évacuées par une entreprise spécialisée et éliminées dans une filière autorisée.

**TITRE IV - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION INCENDIE**

**4.2.- Comportement au feu des bâtiments**

Si les déchets dangereux sont accueillis dans des locaux spécifiques, ceux-ci doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts REI 120,

- couverture incombustible,

- porte donnant vers l'extérieur E 30,

- matériaux de classe MO (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

**4.3.- Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

**4.4.- Moyens de lutte**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout départ d'incendie, notamment par la mise en place des équipements suivants :

- un poteau incendie normalisé et conforme à la norme NF S 62-200 (délivrant 60 m3/h à 1 bar pendant au moins 2 heures) et situé à moins de 150 m des installations ;

- la présence de l’équipement prévu au tiret précédent peut être éventuellement remplacée par un stockage d’eau de 120 m3 muni d’un raccord pompier, avec une plateforme accessible aux engins de secours. Cette disposition n’est applicable qu’en cas d’accord écrit préalable de la Direction de la protection civile, compte tenu des spécificités de l’emplacement de l’équipement ;

- des extincteurs en nombre suffisant, adaptés aux risques et répartis judicieusement sur le site.

Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont confinées sur site et collectées afin d'éviter une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

##### Arrêté-type n°2930 applicables aux ateliers de réparation et d’entretien de véhicules et engins à moteur terrestres, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie

**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**1.1- L’établissement relève de la deuxième classe, rubrique 2930-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement.**

Cet arrêté-type s’applique uniquement aux ateliers de réparation et d’entretien de véhicules et engins à moteur terrestres (hors activités relatives aux engins nautiques et aux aéronefs), y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.

Lorsqu’au sein de l’installation, un espace relève de la règlementation des établissements recevant du public (ERP) ou lorsque l’installation est attenante à un ERP, les installations sont étudiées au cas par cas et font l’objet d’une autorisation particularisée avec avis de la commission des installations classées.

**TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'EXPLOITATION**

**2.1.- Implantation de l'installation**

La surface de travail de l’installation est implantée à une distance d’au moins 5 mètres des limites de propriété ou des locaux occupés ou habités par des tiers.

**2.2.- Aménagement de l’installation**

L’atelier sera divisé soit en postes de travail spécialisés soit en postes de travail multifonctions.

Chaque poste de travail sera aménagé pour ne recevoir qu’un véhicule à la fois. Les distances entre postes de travail seront suffisantes pour assurer un isolement des véhicules propre à prévenir la propagation d’un incendie d’un véhicule à l’autre.

Les opérations de soudage ne pourront avoir lieu que sur des postes de travail aménagés à cet effet et dans des conditions définies par des consignes internes.

Toutes les opérations de mécaniques liées à l’entretien ou à la réparation des véhicules sont obligatoirement effectuées sur une surface étanche et incombustible. Cette surface est raccordée un séparateur décanteur défini au point 3.1, permettant de récolter les eaux de lavage et les éventuels déversements de produits.

**2.4.- Exploitation de l'installation**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prendre en compte la co-activité entre le risque thermique et électrique, le cas échéant (en cas de présence de véhicule électrique et/ou hybrides).

**2.5.- Connaissance des produits - Etiquetage**

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l’exploitation.

**TITRE III - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**3.1.- Gestion des eaux de process**

Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un passage dans un séparateur décanteur permettant de respecter sans dilution la valeur limite suivante avant rejet dans le milieu ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 100 mg/l (si le flux est supérieur à 100 g/j).

Cette valeur limite doit être respectée en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double de la valeur limite de concentration.

Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les trois ans. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l’installation et constitué soit par un prélèvement continu d’une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d’une demi-heure. En cas d’impossibilité d’obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d’épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Le séparateur décanteur est curé en tant que de besoin et à minima une fois par an. Les boues de curages sont évacuées par une entreprise spécialisée et éliminées dans une filière autorisée.

**TITRE IV - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION INCENDIE**

**4.1.- Comportement au feu des bâtiments**

Les locaux abritant l’installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- l’ensemble de la structure est à minima R 15 ;

- murs et planchers hauts REI 60 ;

- portes intérieures EI 30 et munies d’un ferme-porte ou d’un dispositif assurant leur fermeture automatique ;

- porte donnant vers l’extérieur E 30 ;

- matériaux de classe M0 (incombustibles).

Afin de ne pas aggraver les effets d’un incendie, la surface de travail et les bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux, sont séparés :

- soit par une distance d’au moins 5 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;

- soit par un mur REI 60, avec des portes EI 30 et munies de ferme-porte ou d’un dispositif assurant leur fermeture automatique.

De même, la surface de travail et les locaux stockant des matériaux inflammables ou des produits dangereux, sont séparés :

- soit par une distance d’au moins 5 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts. Ce local est mis en rétention ou relié à un séparateur décanteur. Il est largement ventilé et doté d’un extincteur adapté au risque ;

- soit par un mur REI 60, avec des portes EI 30 et munies de ferme-porte ou d’un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l’évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d’incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). La surface utile de l'ensemble de ces exutoires étant à minima de 2 % de la surface au sol du local. Les commandes d’ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l’installation.

Le débouché à l’atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d’aspiration d’air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

**4.2.- Moyens de lutte**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout départ d'incendie, notamment par la mise en place des équipements suivants :

- un poteau incendie normalisé et conforme à la norme NF S 62-200 (délivrant 60 m3/h à 1 bar pendant au moins 2 heures) et situé à moins de 150 m des installations ;

- la présence de l’équipement prévu au tiret précédent peut être éventuellement remplacée par un stockage d’eau de 120 m3 muni d’un raccord pompier, avec une plateforme accessible aux engins de secours. Cette disposition n’est applicable qu’en cas d’accord écrit préalable de la Direction de la protection civile, compte tenu des spécificités de l’emplacement de l’équipement ;

- un extincteur par tranche de 100 m² d’exploitation, adapté aux risques et répartis judicieusement sur le site, additionné d’un extincteur par risque particulier ;

- d’une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, ainsi que des pelles de projection.

Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont confinées sur site et collectées afin d'éviter une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

1. Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature [↑](#footnote-ref-1)